

Conseils de Révision

Actualités du printemps 2006

trimestriel

oooOOO§§§OOOooo

Lanzmann à la télé: "Si on supprime la loi Gayssot, tout le monde sera révisionniste d'ici deux ans..."

— Huh? Who is Nadine Fresco?

— No idea. Doesn't seem that she receives peer reviews, or that anything she says can be verified elsewhere.

http://en.wikipedia.org/wiki/Talk:Faurisson_affair

Est-ce que Garaudy était dans son droit?: Une hypocrisie à peine voilée est en train de se tisser dans notre pauvre Europe, la question cruciale que je me pose depuis un certain temps est: pourquoi ces journalistes qui, aujourd'hui, se déclarent pour la publication des caricatures de Mahomet au nom de la liberté d'expression, n'ont-ils pas soutenu le même principe dans l'affaire Garaudy, qui voulait qu'on fasse une révision dans l'histoire de l'Holocauste? N'est-ce pas que toute recherche historique sur le sujet est taxée d'antisémitisme primaire et de négationnisme? N'est-ce pas que des filtres ont été mis en place pour filtrer le site de l'AAARGH au nom du précédent principe? Pourquoi alors ne nous chante-t-on la chanson, vieillissante et qui ne fait plus danser personne, de liberté que quand il est question de musulmans ou d'une quelconque nation n'ayant pas de lobby assez puissant pour exercer une pression financière ou politique assez forte? "Passant". Les poids et les mesures dans l'affaire des caricatures

http://www.agoravox.fr/article.php3?id_article=6994

SOMMAIRE`

édito 1 **Touchez pas au grisbi**

édito 2 **Finkelstein et les révisionnistes**

Un tribunal interdit le soutien à un négationniste ayant vécu à Montréal

L'Iran invite Blair au débat sur l'Holocauste

Un tramway avec une étoile de David à Varsovie pour commémorer l'Holocauste

Sarkozy envoie un message à la mémoire des juifs de Salonique

Le parlement égyptien refuse d'observer la journée de "l'Holocauste"

Ouverture du nouveau procès du révisionniste allemand Ernst Zündel

L'Iran a repéré les Etats-Unis par Arthur R. Butz

Lourde présence policière, le 9 février, au tribunal de Mannheim

G. Rudolf et S. Verbeke seront jugés à Mannheim par le procureur d'Etat Grossmann

Le négationniste David Irving condamné en Autriche par Christian Fillitz

Monaco sued over WWII compensations David Dahan

Founder of Swedish radio station supports Iranian President By Susanna Abramowicz and David Dahan

Pierre Vidal-Naquet veut étrangler, écrabouiller, tuer Faurisson, Robert Faurisson

MÉMOIRE - Querelle germano-américaine sur les archives des camps nazis

U.S.-German Flare-Up Over Vast Nazi Camp Archives By Roger Cohen

The Arolsen Archive Controversy: Cold Comfort for Deniers Nick Terry

Lettre de Robert Faurisson au sujet d'Arolsen (2004)

L'Allemagne accepte l'ouverture des archives de l'Holocauste aux historiens

Fact and Fiction in *The Rape of Nankin*

Le site d'Auschwitz interdira son entrée à des négationnistes iraniens Stéphane

Les négationnistes occidentaux au service de l'Iran Claire Dana Picard

Holocaust deniers from East, West joining forces

Le pdt du Parlement Européen "outré" par les propos négationnistes d'un eurodéputé italien

Négationnisme : Irving condamné

Société: Liberté d'expression pour la pensée que nous haïssons par Jeff

Jacoby

Le faurisson de l'abus ? UN FAURISSON DE LA MALTRAITANCE ? Dr Pierre SABOURIN

La Cour d'appel de Limoges a rendu son arrêt dans l'affaire Georges Theil

DANS LE ROYAUME "HACHE ET MYTHE"

HOLOCAUST DENIAL By David Matas

Le lieu du crime par l'Ahuri des poubelles

L'Iran veut inspecter Auschwitz

Interview accordée par le professeur Butz à l'étudiant André Francisco

Encore une session avortée

Hungary offers compensation for survivors' families By Amiram Barkat

Request from the Spanish newspaper *El Pais* to Horst Mahler Ana Carbajos

Le philosophe Jean Beaufret aurait cautionné les thèses "révisionnistes" sur les chambres à gaz

Michel Kajman

Commentaire sur : Valérie Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, Michel Volle

H. Roques obtient la condamnation de P. Vidal-Naquet pour diffamation Robert Faurisson

LES GRANDES PANURGIES LYONNAISES

Enfants déportés de Lyon : retour vers le passé en DVD Yves Picard

Non-lieu pour Bruno Gollnisch après une plainte du Mrap

Lyon III soutient son ancien président condamné par la justice

Un stalinien atroce Raphaël Ruffier

Six decades later, doomed Jews' belongings unearthed in Nazi death camp

Négationnisme: Recyclage au Temps des Cerises...

Réhabilitation du nazisme : des voies multiples depuis 60 ans Marie-José Chombart de Lauwe

Auschwitz escapee who told the world dies in B.C. Mark Hume

Le dur noyau du mythe

«L'histoire du négationnisme se résume à quelques personnes» Henry Rousso par Christophe Forcari

Anti-Semitism in Ukraine

Kean to offer master's degree in Shoa studies, by Elaine Durbach

Grave erreur de Robert Fisk sur le journal de Victor Klemperer Robert Faurisson

La Généralité sous le talon sioniste

Impressions d'audience Georges Theil

NN Livres arabes et persans, Thion et Tlass, *Stanczyk*, *France-culture*, Losurdo, "Holocaust Controversies, *Dubitando*, ASSAG...

édito 1

Touchez pas au grisbi

A ceux qui ne font pas partie des camarillas universitaires, et tout spécialement celle des historiens, *Le Monde* du 11 mars 2006 apprend qu'il se mène une "guerre de tranchées entre historiens" de la Grande Guerre. L'article du judéocontrôleur Jean Birnbaum est accompagné d'intéressantes photos d'époque, dont l'une qui

montre un soldat, pipe au bec, qui vient remplir une gourde à une rangée de tonneaux. La légende est naïvement intitulée "poste de distribution d'eau"! Comme si les troupes marchaient à l'eau! Comme si l'on ignorait que ces terribles années dans les tranchées avaient été un facteur majeur dans l'alcoolisation des jeunes hommes, et en particulier des conscrits bretons qui y avaient découvert la vinasse du Languedoc, jusque là inconnue dans leur région où la vigne ne pousse pas...

On apprend donc que le champ du travail historique sur la Grande Guerre s'est polarisé en deux groupes qui se font, à leur tour, la guerre, une guerre de papier et de subventions, de postes et de gloire médiatique.

Les uns sont les "perronnistes", regroupés autour d'un truc bizarrement appelé Historial de Péronne (voir historial.org). Ils tiennent que les poilus étaient enthousiastes; c'est la version "fleur au fusil". «Tout le mystère est là: massivement la chair à canon a accepté d'être la chair à canon» dit Annette Becker, prof à Paris X, la fille à Jean-Jacques Becker, prof à Paris X, gentiment poussé à la retraite, mais président de cet Historial. Il y a du népotisme partout. Mais, quand on y réfléchit, cette phrase d'un cynisme inouï donne la chair de poule: Comme si les millions de jeunes hommes jetés dans cette guerre avaient été, finalement, volontaires! On sent déjà toute la fausseté d'une pareille monstruosité. Certes, à la mobilisation d'août 14, beaucoup ont pensé faire leur devoir patriotique dans une affaire qui allait les mener, en quelques semaines, à Berlin, pour tirer la moustache du Kaiser. Nul ne s'attendait à ce qui allait se passer, l'enlèvement, les tranchées et les bombardements.

L'autre camp pourrait être appelé celui des "craonnistes", du nom de la ville de Craonne, dans le secteur du front qui vit [les grandes mutineries de 1917](http://lesgrandesmutineriesde1917.org), longtemps passées sous silence, et qui ont donné, récemment, à réfléchir, et même à célébrer avec un discours remarqué de Jospin, qui réhabilitait, sur le plan officiel, ceux qui avaient quand même été fusillés pour trahison. Ils ont formé une association dont le siège est à Craonne (voir crid1418.org). Ils insistent sur le fait que les soldats étaient forcés de se battre et qu'ils renâclaient fort.

Comme toute dichotomie mène au manichéisme, les perronnistes seraient à droite et les craonnistes à gauche. Voire.

Les perronnistes rassemblent la crème des universitaires, aussi parce qu'ils contrôlent les flux financiers, non négligeables, qui vont avec les crédits de recherche, les bourses d'étude et de voyage, l'organisation des commémorations, les colloques, les publications, etc., bref, ce qui fait le pouvoir et la gloire des gens de l'Université. L'Historial est évidemment doté d'un "Conseil scientifique" qui ne manque pas de nous renseigner. On y trouve d'abord les Becker. (Signalons que le Papa de Fille a signé la pétition des historiens du 12 décembre 2005, qui réclame l'abolition des lois mémorielles, tout comme un autre membre du Comité, Antoine Prost, un sale opportuniste de Paris I.) Les Becker sont donc installés sur le trône, comme de vulgaires pharaons. On trouve aussi le sinistre Kaspri, André, quintessence de la nullité intellectuelle, mais juifissime qui contrôle un certain nombre de positions-clés dans le champ professionnel; un chercheur de l'EHESS, Christophe Prochasson qui s'est signalé par un article haineux contre Jean Norton Cru, nous y reviendrons; notre vieille connaissance Henry Rousso, qui est là juste pour faire joli, ses compétences étant ailleurs; Jean Stengers, qui, tout au début de l'affaire Faurisson, avait lancé une attaque contre nous, qui ne manquait pas d'intérêt, et puis il est rentré dans sa coquille; Antoine Prost donc, déjà épinglé dans notre dossier sur les pétitions de la fin 2005, *Français, encore un effort...* <http://www.aaargh.com.mx/fran/livres6/34-19.pdf>. Sans compter une ribambelle d'obscurs mais avec grades.

Du côté des craonnistes, on trouve la piétaille sans galons. Le prolétariat de la recherche. Et encore, même pas tous professionnels. Ils peuvent donc être l'objet du légitime mépris des sorbonagres. Seulement, note avec aigreur *Le Monde*, qui est évidemment du côté des perronnistes, ils l'emportent sur le plan médiatique. Les films, les émissions de télé penchent beaucoup, ces temps-ci, vers la souffrance et la révolte des poilus, et les pontes de la scholastique dominante ne semblent même pas en mesure d'en récupérer les miettes, ce qui entretient leur aigreur.

Nous voyons ce tableau avec satisfaction. Il est normal que la réflexion historique, qui aurait grand tort de se prétendre "scientifique", entraîne des polémiques. "Débats et combats" était le titre d'une rubrique célèbre des *Annales*, animée par Lucien Febvre. Que nos ennemis traditionnels soient tous dans un même camp est également normal. Qui se ressemble s'assemble.

Mais dans cette affaire certaines choses nous concernent et en particulier le statut du témoignage comme source historique et la critique extraordinairement circonstanciée qu'en a faite Jean-Norton Cru, dans son gros livre paru en 1929, *Témoignages*. Il a passé en revue près de 250 témoignages écrits et imprimés et le résultat de son approche minutieuse est assez dévastateur pour les plumeux qui entendent souvent jouer au héros une fois la guerre finie. La discussion du travail de Cru est parfaitement légitime et nous pourrions même y participer. Or cette discussion est horriblement viciée aujourd'hui par le fait que nous, les révisionnistes, nous réclamons Jean-Norton Cru comme faisant partie de notre Galerie des Ancêtres. Nous affirmons qu'il a entrepris une étude révisionniste des témoignages sur la Grande Guerre, et que Rassinier a voulu faire l'équivalent de ce travail pour les témoignages qui portaient sur la vie dans les camps de concentration de la Seconde guerre mondiale. Le fait que nous pourrions avoir raison sur ce point est une source de douleur lancinante pour les historiens

académiques, qui ont des carrières à faire, et qui ont beaucoup de mal à contourner le travail de J.-N. Cru. L'idée qu'ils pourraient avoir quelque chose de commun avec les révisionnistes leur flanque une diarrhée verte. Pendant longtemps, ils sont parvenus à l'oublier. Et puis le livre est ressorti, réimprimé aux Presses Universitaires de Nancy en 1993. Jean Stengers (voir le Comité, plus haut) prétend même avoir contribué à le faire revivre, ce qui nous fait bien rire. Les pontes, menacés d'association à un revizo-donc-antisémite (Cru ne parle jamais des juifs, ce qui le rend suspect), légitimement inquiets pour leur gagne-pain, sont donc silencieusement requis d'attaquer Cru et de le disqualifier. Ce faisant, ils s'assurent un parcours sans-faute vers la retraite. On a vu ainsi un Christophe Prochasson, déjà signalé ici, lancer une attaque vicieuse. (Voir *Conseils de révision*, août 2004). Nous reproduisons son texte pour montrer un exemple de l'hypocrisie universitaire. (<http://www.aaargh.com.mx/fran/livres6/prochassonCru.pdf>) La Fifiille, elle, passe carrément aux voies de fait. *Le Monde* écrit: «L'équipe de l'Historial considère ainsi que ses détracteurs [= craonnistes] comme les héritiers directs de Jean Norton Cru, cet ancien poilu qui publia en 1929 un célèbre essai intitulé *Témoins*, consacré aux écrits des combattants. "Avant de se convertir au pacifisme, Norton Cru avait été un soldat extrêmement consentant et patriote. Il a ensuite passé le reste de sa vie, **avec une mauvaise foi extraordinaire**, à s'intéresser à tous ceux qui avaient été contre la guerre, quoi qu'en disent ses descendants d'aujourd'hui, qui font comme lui... en coupant les citations", s'amuse Annette Becker.» Le seul qualificatif que cette sortie nous suggère est celui de " salope ". Fifiille est une salope. On voit tout de suite que ces gens-là ne reculeront devant rien pour garder leur fromage.

Mais alors de l'autre côté? Ces craonnistes sont menés au combat par un certain Frédéric Rousseau, dont les états de service sont présentés à l'adresse suivante: http://www.crid1418.org/a_propos/biobiblio/rousseau_bb.htm

On voit là les manœuvres qui se déroulent sur le champ de bataille. Puis on constate que ce F. Rousseau a pondu un livre intitulé *Le Procès des témoins de la Grande Guerre. L'Affaire Norton Cru*, paru au Seuil, qu'il commente en ces termes: «Dans le débat d'une violence extravagante qui oppose aujourd'hui certains historiens aux témoins (on pense à l'expression «dictature du témoignage» employée par Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, ou encore à l'assimilation implicite et gratuitement malveillante de l'œuvre de Jean Norton Cru avec les productions négationnistes survenues après 1945 par Christophe Prochasson), ce livre plaide pour l'apport irremplaçable du témoignage: récit de vie et de mort, qui donne du sens et de la chair à la guerre trop abstraite dans les autres types de sources; indépassable lorsqu'il s'agit de partager, dans la limite du possible, l'expérience humaine des combattants.»

Or ce livre ne nous avait pas échappé et nous avons fustigé d'importance la cuistrerie de ce Rousseau (*Conseils de révision*, juillet 2003). On voit que la leçon n'a pas servi.



Jean-Norton CRU

Il n'y a qu'une issue à ces guerres picocolines: revenir à Jean Norton Cru, s'inspirer de son exemple, qui peut être appliqué à tous les grands conflits et toutes les grandes affaires, confronter, disséquer les témoignages, exercer une méfiance systématique et se défier des grandes envolées lyriques. En attendant, on devrait épurer sérieusement la corporation des historiens, qui semble ravagée par le virus du "politiquement correct". Le

confinement ne semble pas devoir suffire, il faudrait éliminer les élevages contaminés. L'armée avait la charmante coutume de la décimation: on fait sortir du rang un homme sur dix et on le fusille. Ça fait réfléchir les autres.

édito 2

Finkelstein et les révisionnistes

Norman Finkelstein speaking at Yale University

He speaks about Stuart Mill's idea that the devil's advocate is extremely useful. "I think people like David Irving serve a good function in society. I had few months ago, for a film I was making for a British documentary, I went to visit Raul Hilberg, the leading authority in the world on the Nazi Holocaust and I talked him on this whole issue of the Holocaust deniers. Hilberg says 'they are useful, they're good.' That's the world leading authority on the topic. And I asked him 'How are they useful to you?' And he says 'you know why they're useful? What makes'em useful is: they ask all the questions that everyone else takes for granted and nobody else thinks to ask'. He gives me an example: In the gas chambers they use Zyklon B. And then along come these holocaust deniers and they say, 'well, we tested the Zyklon B and it can't kill humans; it can kill vermins but not humans.' It is an interesting point and Hilberg says: 'it turns out that they did use Zyklon B but they could not use it in its pristine form, they had to mix it.' They ask an interesting question and he says: 'I think they serve a useful purpose.' And I thought myself, if the world's leading authority, bar none, on the Nazi Holocaust is not terrified of these holocaust deniers and is not out to suppress them, who I am to say they should not have the right to speak, and that's all I've said. And I'll stick absolutely by that. ... That's my view [Applause] Among rational people, it shouldn't be controversial.

Il évoque le propos de Stuart Mill qui dit que l'avocat du diable est extrêmement utile.

"Je pense que des gens comme David Irving remplissent une fonction utile dans la société. Il y a quelques mois, pour faire un film documentaire britannique, je suis allé voir Raul Hilberg, la principale autorité mondiale sur l'holocauste nazi. Et je lui ai parlé de cette question des négationnistes de l'holocauste. Hilberg dit qu'ils sont utiles, qu'ils sont bons. C'est ce qu'en dit la principale autorité mondiale en la matière. Je lui ai demandé: "A quoi vous sont-ils utiles?" Et il a répondu que leur utilité était la suivante: "Ils posent toutes les questions que tout le monde tient pour acquises et que personne d'autre n'avait pensé à poser." Et il m'a donné un exemple. Dans les chambres à gaz, on utilisait le Zyklon B. Alors arrivent les négationnistes qui disent: "Bon, nous avons testé le Zyklon B et il ne peut pas tuer les humains. Il peut tuer les parasites mais pas les humains." C'est un point intéressant et Hilberg dit: "Ce qui est arrivé c'est qu'ils [= les nazis] ont utilisé le Zyklon B mais qu'ils n'ont pas pu l'utiliser à l'état pur. Ils ont dû le mélanger". Ils [=les révisionnistes] posent des questions intéressantes et il dit qu'à son avis ils [=les négationnistes] sont utiles. Et alors je me suis dit que si la principale autorité mondiale sur l'holocauste nazi, sans exception, n'est pas terrifié par les négateurs de l'holocauste et qu'elle ne cherche pas à les supprimer, qui serais-je, moi, pour dire qu'ils ne devraient pas avoir droit à la parole? Et c'est tout ce que j'ai dit. Et je m'en tiendrai là absolument... C'est mon point de vue (applaudissements). Cela ne devrait pas soulever de discussion, parmi les gens raisonnables."

20 octobre 2005. Conférence de Norman Finkelstein à l'Université Yale. Questions et réponse, vers la minute 14'30. [NOUS METTONS LE FICHIER AUDIO EN LIGNE](#), ce qui est une grande première pour le site de l'aaargh, peu tenté par les charmes vénéreux du "multimedia".

Tout cela est bel et bon. Raul Hilberg répète qu'il est content de l'existence des révisionnistes, encore que l'on ne trouve guère dans ses écrits, de réponses aux fameuses questions que seuls les révisionnistes savent poser, et lui poser depuis 1978 (cf. la page [Hilberg de l'AAARGH, où l'on trouve notamment la traduction de son témoignage au procès Zündel, 1985](#)). Sur ce chapitre-là, il est remarquablement discret. Il cherche plutôt à noyer le poisson.

Et on se demande ce que l'exemple fourni par Norman F. peut bien vouloir dire. Les révisionnistes n'ont jamais dit que le Zyklon B ne pouvait pas tuer des êtres humains. Au contraire. Et si Hilberg pense qu'il a fallu mélanger le Zyklon B à quelque chose d'autre, de "plus mortel", si on peut dire, il devrait le dire publiquement. On chercherait quelle est cette substance létale inconnue? Un arôme au chocolat? Une odeur de botulisme? C'est comme pour les mobylettes, il faut du mélange. On nage en pleine délire mais il a au moins un avantage: celui de montrer que Norman F. ne comprend rien à la question. La tolérance qu'il exprime envers les

révisionnistes est empruntée à son aîné, avec qui il existe un système de validation et de promotion croisées. Cette invention du mélange, faut-il l'attribuer à un Hilberg qui yoyote ou à un Finkelstein qui parle sans savoir?

UN GRAND PAS EN AVANT APRÈS L'ABOLITION DE LA LIBERTÉ DE PENSER, CELLE DE MANIFESTER!!!

L'ALLEMAGNE VEUT SE RESSEMBLER DE PLUS EN PLUS
SURVEILLEZ LES PETITES ANNONCES: CHERCHE FÜHRER!!! SARKO SE PRÉPARE

Un tribunal interdit le soutien à un négationniste ayant vécu à Montréal

Karlsruhe, Allemagne (AP) - La Haute Cour allemande a déclaré illégale, jeudi, les démonstrations de soutien envers des activistes d'extrême-droite accusés de négationnisme.

La Cour constitutionnelle fédérale a maintenu la décision initiale d'un tribunal interdisant la marche d'un groupe néo-nazi devant avoir lieu à Mannheim, dans le sud-ouest de l'Allemagne, samedi. Cette manifestation devait prendre place dans la ville où se déroule actuellement le procès de l'éditeur d'extrême-droite Ernst Zundel, accusé d'incitation à la haine.

Les risques de voir la marche dégénérer en démonstration de violence et de haine de la part des participants avaient été exprimés par le tribunal allemand.

Une permission pour manifester avait été demandée par un groupe désirant la libération de figures bien connues de l'extrême-droite comme Zundel et David Irving.

L'auteur britannique David Irving a été condamné en février, en Autriche, à une peine de trois ans de prison pour avoir nié l'existence de la Shoah. Ce crime [*sic*] est passible de prison en Autriche et en Allemagne.

Âgé de 66 ans, Ernst Zundel a émigré en 1958 au Canada et il a vécu à Toronto et Montréal jusqu'en 2001. Son procès a débuté en novembre. Zundel fait face à des accusations d'activités antisémites, incluant la négation du judéocide sur Internet et dans ses activités liées à l'édition.

L'actualité.com, 6 avril 2006

<http://www.lactualite.com/nouvelles/monde/article.jsp?content=M040633AU>

TONY BLAIR BIENTÔT LIBRE DE PARLER

L'Iran invite Blair au débat sur l'Holocauste

L'Iran a invité le premier ministre britannique à Téhéran pour qu'il participe à une conférence sur l'Holocauste qualifié de mythe par le président de la République islamique, Mahmoud Ahmadinejad.

Hamid Reza Asefi, porte-parole du ministère des affaires étrangères, a déclaré: "Il serait bon pour M. Blair qu'il participe au séminaire sur l'Holocauste de Téhéran. Il peut également y contribuer par un article. S'il veut prendre la défense de l'Holocauste dans cet article, il le pourra. Nous lui donnerons le temps de lire son article pour que d'autres puissent entendre son point de vue." La conférence est prévue pour le printemps.

Lundi [23 janvier], Tony Blair avait critiqué cette réunion en disant qu'elle était "choquante, ridicule, stupide". Il avait dit que Ahmadinejad "devrait venir voir en personne les preuves de l'Holocauste dans les pays d'Europe". Asefi a poursuivi: "Dans ses propos M. Blair a invité le président iranien à s'y rendre pour examiner les lieux de près. Nous allons voir quand le président en aura le temps."

Voyage en Europe

Le ministre des affaires étrangères iranien a déjà fait savoir qu'il avait l'intention d'envoyer une équipe d'enquêteurs indépendants pour visiter les anciens camps de la mort nazis à travers l'Europe. Ahmadinejad, conservateur populiste arrivé par surprise au pouvoir en juin dernier, a suscité la condamnation générale en

raison d'un certain nombre de remarques anti-israéliennes. Parmi celles-ci, le fait d'avoir traité Israël de "tumeur" qui devrait être "rayée de la carte" ou transportée très loin, en Alaska par exemple, et d'avoir déclaré que l'Holocauste - le massacre systématique par les Nazis des juifs du continent européen ainsi que d'autres groupes au cours de la deuxième guerre mondiale - était une invention occidentale.

L'Iran a présenté ce projet de conférence comme une démonstration de la liberté de parole, où, a dit Asefi, Blair "pourra dire le genre de choses qu'il ne peut pas dire à Londres."

AFP, 29 janvier 2006

<http://english.aljazeera.net/NR/exeres/1D618E51-B3AD-454E-B89B-FFDE695E70DE.Htm>

BOUFFONERIE ELECTROVIAIRE

Un tramway avec une étoile de David à Varsovie pour commémorer l'Holocauste

Un tramway historique, identique à ceux qui roulaient dans le ghetto de Varsovie entre 1940 et 1943 avec son étoile de David en lieu et place du numéro, a circulé à vide jeudi et vendredi dans le centre de la capitale polonaise, à la mémoire des victimes de l'Holocauste.

"C'est un tramway dans lequel personne ne monte et dont personne ne descend. Il doit rappeler le souvenir du peuple juif disparu", a expliqué Golda Tencer, directrice de la fondation polono-américaine Shalom, à l'origine de ce projet inédit.

Le tramway, portant une étoile de David à l'emplacement habituel du numéro de la ligne et d'une plaque avec les noms des terminus Muranow-Lesznô dans l'ancien quartier juif de Varsovie, était illuminé de l'intérieur et s'arrêtait seulement une fois lors de son parcours.

Ce seul arrêt de quelques secondes était prévu à Umschlagplatz, la place d'où les nazis, à partir du 22 juillet 1942, ont embarqué les juifs dans des trains pour les camps de la mort. [...]

PÉPÉ EN ÉTAIT

Sarkozy envoie un message à la mémoire des juifs de Salonique

Le ministre français de l'Intérieur Nicolas Sarkozy a pour sa part envoyé un message à la mémoire des juifs de Salonique, dont près de 90% ont péri dans les camps nazis, destiné à être lu lors d'une cérémonie commémorative.

Dans son message, M. Sarkozy a écrit: "Nous devons honorer la mémoire de ces hommes déportés et de toutes ces vies brisées. Nous le leur devons. Je le dois moi-même à la famille de mon grand-père".

Le grand-père maternel de Nicolas Sarkozy était issu de la communauté juive de Salonique **[Il semble impossible de dire : le grand-père de Sarkozy était un juif de Salonique. Pourquoi? C'est honteux?]**.

http://www.armenews.com/article.php?id_article=20597

AUTRE CHOSE À FAIRE

Le parlement égyptien refuse d'observer la journée de "l'Holocauste"

Les membres du comité des affaires étrangères de l'Assemblée du peuple égyptien (le parlement) ont, au cours d'une réunion qui s'est tenue avant-hier soir, rejeté unanimement l'appel à commémorer l'Holocauste nazi le 27 janvier de chaque année tel que l'avait résolu l'Assemblée générale des Nations unies. La décision a fait suite à une lettre que le président israélien de la Knesset avait adressée à l'Égypte pour que cette dernière commémore l'événement.

Après examen du texte de la lettre du président de la Knesset israélienne, les membres du comité ont déclaré que l'événement ne concernait pas l'Égypte et que "nous devrions commémorer et saluer chaque année les anniversaires de douzaines de massacres israéliens commis contre les peuples arabes, tels que le massacre de Deir Yassin, de Bahr al-Baqar et autres."

Les parlementaires ont affirmé que la résolution prise par l'Assemblée générale des Nations unies s'adressait aux gouvernements, non aux parlements, et qu'elle n'engageait pas les peuples arabes. Dr. Mustafa al-Fiqi, qui dirige le comité, a annoncé que le président de l'Assemblée du peuple préparait actuellement une réponse à la lettre du président de la Knesset.

Al-Bayan, Emirats arabes unis, 31 janvier 2006

<http://www.albayan.ae/servlet/Satellite?cid=1138359268231&pagename=Albayan%2FArticle%2FFullDetail&c=Article>

ALLES FERTIG!

Ouverture du nouveau procès du révisionniste allemand Ernst Zündel

Mannheim 09/02 (AFP) = Le nouveau procès du révisionniste allemand Ernst Zündel, l'un des principaux éditeurs de matériel antisémite et néonazi, jugé notamment pour incitation à la haine raciale, s'est ouvert jeudi devant un tribunal à Mannheim (sud-ouest).

Agé de 66 ans, le prévenu encourt jusqu'à cinq ans de prison ferme. Il est représenté par trois avocats de son choix, qui ont immédiatement contesté la décision du tribunal de désigner aussi des commis d'office.

Le premier procès avait été interrompu en novembre 2005 après le rejet par le tribunal de grande instance de Mannheim d'une avocate de l'éditeur qui aurait émis des propos antisémites pouvant entrer dans le cadre de l'incitation à la haine raciale.

Le nouveau procès, qui reprend toute la procédure depuis le début, est prévu sur six audiences fixées jusqu'au 16 mars.

Parmi les avocats choisis par Ernst Zündel figurent notamment Jürgen Rieger, connu pour ses sympathies avec l'extrême droite, et l'ancien avocat du parti néonazi allemand NPD, Horst Mahler, présent aux côtés de la défense en tant qu'assistant.

Extradé l'an dernier du Canada où il a émigré en 1958, Ernst Zündel est jugé également pour propagande antisémite et néonazie par le biais de son site internet et de diverses publications, ce qu'interdit la législation allemande.

La justice allemande lui reproche de mettre en doute l'existence de l'Holocauste et le nombre de ses victimes, et de prétendre qu'il s'agirait d'une invention d'Israël pour soutirer de l'argent à l'Allemagne.

Ernst Zündel a été extradé en mars 2005 par les autorités canadiennes vers l'Allemagne, estimant qu'il représentait un danger pour la sécurité du pays.

En 2001, la justice canadienne avait mis hors la loi son site internet, au motif qu'il véhiculait de la "propagande haineuse".

Nous avons mis en ligne, début avril 2006, un dossier sur Zündel à Mannheim, ainsi d'ailleurs qu'un autre dossier sur David Irving. On a rassemblé quelque-uns des articles les plus significatifs parus depuis quelques mois. Liens sur la page LIVRES.

LES CHOCOTTES

L'Iran a repéré les États-Unis

par Arthur R. Butz

On m'a demandé "pourquoi les gens sont-ils aussi réticents à examiner" la justesse des arguments révisionnistes. Je vais tâcher d'y répondre, en faisant le lien avec le président iranien Ahmadinejad.

Le principal obstacle à la propagation du révisionnisme est, tout simplement, la peur. Actuellement, cette légende bien enracinée est protégée par un système d'interdictions légales et extra-légales (des "tabous"). Personne ne pourrait contester la vérité de cette version en Europe où, dans la plupart des pays, existent des lois qui proscrivent formellement l'expression d'idées révisionnistes comme étant des délits. Pour moi, l'exemple le plus pénible de cette terreur intellectuelle est l'incarcération de mon ami chimiste Germar Rudolf, en ce moment détenu dans une prison de haute sécurité près de Stuttgart.

Son crime odieux? Quand il était étudiant de troisième cycle en chimie il a réalisé une analyse scientifique des murs des prétendues chambres à gaz, n'a pas trouvé les résidus de cyanure qui auraient dû s'y trouver et a conclu que ces pièces n'étaient pas des chambres à gaz. L'absence de preuves scientifiques de ce genre est bien connue dans ce domaine. Par exemple, dans le *Wall Street Journal* du 7 juillet 2004, Timothy Ryback écrivait que dans les ruines d'Auschwitz "il y a peu de preuves scientifiques démontrant une intention homicide".

Pour Germar, cela a signifié une condamnation à 14 mois de prison en 1994, et il est parti plutôt que de purger sa peine. En novembre dernier il a fini par être déporté par le gouvernement américain vers l'Allemagne, en dépit de la demande d'asile politique qu'il avait déposée et en dépit de son mariage avec une Américaine. En raison des écrits qu'il a publiés par la suite, les Allemands le menacent aujourd'hui d'une nouvelle condamnation à 5 ans de prison, grâce à une loi qui a été promulguée à la suite de son premier "crime".

Ce règne de terreur n'est pas propre à l'Europe. Les États-Unis sont indubitablement complices. Combien d'Américains savent-ils que notre plus grand technicien des méthodes d'exécution a déclaré que les prétendus gazages ne pouvaient pas avoir eu lieu dans les locaux censés les abriter? C'était Fred Leuchter, qui avait en fait précédé Germar dans ses enquêtes sur les résidus de cyanure. Leuchter était considéré comme le premier de tous en matière d'exécution jusqu'à l'année 1990 où ses opinions ont été propagées dans le public. Il a été mené à la ruine car ensuite les autorités refusèrent de lui donner du travail. Je doute qu'il puisse travailler dans cette branche aujourd'hui. L'Illinois a interdit au politiquement impur Leuchter de s'occuper de l'entretien de la machine à injection létale qu'il avait conçue et construite. Lors de l'exécution de John Wayne Gacy il y a eu un problème car on n'a pas su faire fonctionner correctement la machine de Leuchter.

La terreur existe aux États-Unis mais elle est plus subtile qu'en Europe.

Nous en arrivons au président de l'Iran Ahmadinejad. Pendant des années je n'ai pas tenu compte du révisionnisme en provenance des pays islamiques parce que je le trouvais médiocre. Avec Ahmadinejad, j'ai trouvé autre chose; ses déclarations étaient d'une perspicacité impressionnante. La première déclaration que j'ai faite à son propos doit être lue pour bien en saisir les détails. Le président comprend la terreur intellectuelle qui existe en Occident. Mais la meilleure surprise est venue après le soutien que je lui ai apporté. Le premier ministre britannique Tony Blair a fait à Ahmadinejad sur un ton pontifiant une suggestion banale: Allez visiter les camps et voyez vous-même. Ahmadinejad a répondu: Bonne idée, j'amènerai avec moi une équipe scientifique. Il est au courant des questions scientifiques, lui aussi.

Le dernier fait nouveau provient du *Hamshahri*, le plus grand journal iranien. Ils vont répondre aux caricatures choquantes de Mohamed, défendues en Europe au nom de la liberté d'expression, par un concours de caricatures sur le thème de l'"Holocauste". Eh bien voyons comment les Européens prêchent les "droits de l'homme" et la "liberté"! Les caricatures vont vraisemblablement être considérées comme des délits à travers toute l'Europe continentale et seront peut-être passibles de poursuites en Grande-Bretagne aussi. L'hypocrisie est ahurissante.

Dans l'Iran d'aujourd'hui, nous avons un ennemi redoutable de ces tendances occidentales auxquelles devraient s'opposer vigoureusement tous ceux qui chérissent la "liberté" autrement qu'en y voyant un simple slogan. C'est cela, et non un simple "négationnisme", qui était le fondement de mon implication dans les déclarations de Ahmadinejad. Prenons garde. L'Iran d'aujourd'hui nous a repérés et va le faire savoir à d'autres.

Arthur R. Butz est professeur associé en ingénierie électrique. On peut le joindre à butz@ece.northwestern.edu. Ce texte est traduit de l'anglais.

The Daily Northwestern a publié le 13 février un placard de la Faculté d'histoire des religions très hostile au professeur Arthur R. Butz. Le même journal a publié le lendemain 14 février, le texte en droit de réponse ci-dessus.

<http://www.dailynorthwestern.com/vnews/display.v/ART/2006/02/14/43f1778c0f7e0>

MANNHEIM SAGA

Lourde présence policière, le 9 février, au tribunal de Mannheim

Lorsque Ernst Zündel a été introduit dans la salle il a fait un signe de la main à ses supporters qui a entraîné un tonnerre d'applaudissements. Avant la lecture de l'acte d'accusation, les avocats de Zündel ont présenté un certain nombre de motions visant à dessaisir le juge Meinerzhagen de l'affaire: ils lui ont reproché sa flagrante partialité, ils ont exigé que l'équipe-simulacre des défenseurs de

Zündel nommée par l'État soit reléguée ailleurs dans la salle, toutes motions que, l'une après l'autre, le tribunal a rejetées ou reportées à plus tard.

Le procureur Andreas Grossmann a accusé la défense de tenter de prolonger le procès "pour en faire un forum de diffusion des opinions de M. Zündel" et le présenter en victime: "On ne peut pas être un martyr si on ne parle pas de vous", a-t-il dit plus tard dans les couloirs.

Les avocats de Zündel ont fait état de l'organisation par Téhéran d'une conférence visant à vérifier les thèses révisionnistes et ont également soulevé le paradoxe qu'il y avait entre la revendication, par les directeurs de journaux, du droit à la liberté d'expression dans l'affaire de la publication des caricatures de Mahomet et l'hypocrisie consistant à réduire au silence une personne qui exprime pacifiquement des idées controversées.

Petit détail: le juge Ulrich Meinerzhagen ayant menacé quelques supporters de les mettre à la porte, l'avocat de Zündel, Maître Jürgen Rieger, lui a lancé: "Si vous n'avez pas les nerfs suffisamment solides pour affronter ce procès, il vaudrait mieux vous dessaisir."

SUITE

Lors de la séance d'hier jeudi 16 février, on a pu voir combien les 6 avocats de Zündel étaient divisés sur la tactique à adopter. Ceux qui sont mandatés par la cour cherchent à défendre l'accusé sans aborder la question de l'Holocauste, interdite dans le prétoire. Les autres, les avocats choisis par Zündel, sont conscients que Zündel ne peut pas gagner - ce qui est d'ailleurs la conviction profonde de Zündel lui-même - et ont voulu frapper fort en s'attaquant à une question plus profonde encore qui est peu connue de la majorité des Allemands: l'absence de constitution de l'Allemagne. En effet, l'Allemagne n'a pas de constitution mais repose, depuis la création de la RFA, sur une "Loi fondamentale" mise en place par les Alliés et qui, en principe, devait être provisoire, pour être remplacée un jour par une véritable constitution, réclamée d'ailleurs de temps à autre par le parlement; cette "Loi fondamentale" comporte un bel article concernant la liberté d'expression mais avec l'exception que l'on connaît, le fameux paragraphe 130, qui punit toute personne qui, en contestant l'Holocauste, se rend coupable de "diffamer la mémoire des morts" ou d'"inciter les gens à la haine raciale". Selon les avocats de Zündel, le juge Meinerzhagen, en acceptant de diriger ce procès contre Zündel, est en quelque sorte l'"exécuteur volontaire" d'un pouvoir étranger. Leur stratégie consiste par conséquent à démontrer que l'Allemagne est un pays sans statut juridique mais sous contrôle de l'étranger lié à l'Israël. Cette stratégie fait passer au second plan la question de la libération de Zündel.

L'avocate de Zündel, M^e Sylvia Stolz, qui dit avoir la pleine et entière confiance de son client, a un comportement très effronté: elle refuse d'appeler le juge par son titre; lorsqu'il parle elle parle en même temps que lui; ce jeudi le juge lui coupe son micro pour la faire taire et elle se tourne vers le public pour s'adresser directement à lui en disant: "Il veut me bâillonner". Elle reste imperturbable. Le juge lui demande de présenter des excuses pour avoir interrompu l'audience; elle refuse. Le juge l'avise alors qu'il déposera plainte auprès du barreau pour que ce dernier prenne des dispositions à son encontre; elle répond: "C'est tout simplement que je ne voulais pas me plier à votre volonté, c'est tout". L'un des avocats mandatés par la cour, M^e Ludwig Bock, connu des révisionnistes puisqu'il avait pris la défense de Fred Töben il y a quelques années (ce qui lui avait valu d'être lui aussi condamné à payer une lourde amende pour avoir abordé la question de l'Holocauste dans le prétoire), a déclaré au tribunal que ce dernier devrait vérifier la paternité des déclarations déposées par le parquet. Le juge Meinerzhagen a remis à trois semaines la poursuite du procès, le temps pour les parties d'étudier les preuves déposées.

Un autre des avocats mandatés par la cour a estimé, une fois l'audience terminée, que la démarche de M^e Stolz était "catastrophique": "Pour moi, c'est une trahison des intérêts de Zündel", a affirmé Hans-Ullrich Beust. Ce à quoi M^e Stolz a répondu: "La seule chance pour M. Zündel et pour l'Allemagne est que soit démontré l'arbitraire de toute cette affaire. Le verdict, lui, est déjà arrêté."

Finalement, l'acte d'accusation a quand même pu être lu, mais bien mollement, semble-t-il.

Ingrid Zündel écrit que Ernst Zündel souhaite que nous sachions que ce procès en hérésie holocaustique n'est que le commencement de ce qui va devenir évident sur le sol du Vieux Continent et a ajouté: "Ils vont maudire le jour où ils m'ont déporté vers l'Europe!"

COUP DOUBLE

G. Rudolf et S. Verbeke seront jugés à Mannheim

par le procureur d'État Grossmann

Le ministère public de Mannheim a mis en accusation devant le tribunal de grande instance de Mannheim deux nouveaux militants internationaux de la négation de l'Holocauste. Il est en effet reproché aux "révisionnistes" Germar Rudolf et Siegfried Verbeke d'avoir via internet et par diffusion de littérature systématiquement nié ou minimisé le génocide des juifs perpétré par le national-socialisme et d'avoir par antisémitisme excité à la haine contre la population juive. Les deux accusés, déjà condamnés pour de tels faits, auraient exercé leurs activités à l'échelle mondiale et avec des investissements publicitaires importants. Le chimiste allemand Germar Rudolf, âgé de 41 ans, vivait dernièrement aux États-Unis d'où il a été extradé vers l'Allemagne en novembre dernier puis incarcéré. Il s'était fait connaître par de prétendues expertises scientifiques réfutant l'existence de chambres à gaz dans les camps de concentration.

Le co-accusé Siegfried Verbeke est un Belge de 64 ans. Il a été arrêté en Hollande et extradé vers l'Allemagne en novembre 2005. Il est en détention provisoire depuis cette date. Il est accusé d'incitation à la haine, offenses et diffamation de la mémoire des morts. L'affaire est actuellement en instance devant la deuxième chambre correctionnelle du tribunal. Les accusations sont semblables à celles qui ont motivé la procédure actuellement en cours contre Ernst Zündel devant la 6^e chambre correctionnelle du tribunal de Mannheim. L'enquête n'a pas révélé de collaboration directe entre Zündel et Verbeke.

Communiqué de presse du procureur Grossmann (le même qui sévit contre Ernst Zündel) le 18 avril 2006
Voir le site de la radio Sud-West, qui dit qu'on n'a pas relevé de collaboration entre les deux accusés et Zündel (ce qui aurait sans doute obligé à refaire le procès de ce dernier.) Celui de Verbeke et Rudolf, qui seront donc ensemble sur le banc des accusés, aura lieu "dans la seconde moitié de l'année", la date exacte n'étant pas encore fixée.

<http://www.swr.de/nachrichten/bw/-/id=1622/nid=1622/did=1209148/1u8yw76/> (en allemand)

VIENNOISERIES

Le négationniste David Irving condamné en Autriche

Trois ans ferme pour le Britannique qui nie l'existence des chambres à gaz.

par Christian Fillitz

L'historien négationniste britannique David Irving a été condamné à trois ans de prison ferme, hier à Vienne, pour avoir nié l'existence des chambres à gaz dans les camps d'extermination du III^e Reich, notamment à Auschwitz. Des propos qu'il avait eus en 1989, lors de deux conférences tenues à Vienne et à Leoben (Styrie), et qui lui avaient valu une inculpation pour «réactivation de la politique nazie», délit passible de un à vingt ans de prison. Le Britannique de 68 ans n'avait été arrêté qu'en novembre 2005, lors d'un contrôle de routine sur une autoroute autrichienne, alors qu'il se rendait à une réunion d'étudiants d'extrême droite. Dix-sept ans après les faits, l'historien a dû rendre compte de ses propos selon lesquels Hitler n'aurait pas été au courant de l'extermination des juifs et les aurait au contraire protégés; ou que «la nuit de Cristal» — le pogrom du 9 novembre 1938 contre des magasins juifs et des synagogues sur tout le territoire du Reich — aurait été l'œuvre d'«inconnus déguisés en SA».

Arrivé à l'audience en arborant son livre *Hitler's War*, David Irving a néanmoins plaidé coupable. Il a assuré avoir changé d'avis sur les chambres à gaz après avoir découvert, en Argentine, des documents contredisant ses thèses, notamment des notes manuscrites d'Adolf Eichmann, l'artisan de la solution finale. Mais le Britannique a maintenu le «sérieux» de ses recherches et tenté de faire valoir la «logique» de ses raisonnements.

«**Disneyland**». Interrogé pendant deux heures, Irving a mis de l'eau dans son vin et beaucoup joué sur les mots, relativisant bon nombre de ses affirmations passées, mais en réitérant d'autres comme la qualification d'Auschwitz de «Disneyland pour touristes»: «C'est vrai. Après la guerre, on y a effectué des constructions» et, depuis, «bon nombre de touristes s'y rendent chaque année».

David Irving a par ailleurs refusé d'assimiler ses propos à une négation de l'Holocauste, comme l'y invitait le procureur Michael Klackl. «Il ne s'agissait pas d'une négation de l'Holocauste, mais seulement d'[un propos sur] une partie de l'histoire» de l'Holocauste, a-t-il déclaré à la barre. La prétendue «confession» d'Irving n'a pas convaincu le procureur qui a parlé d'une «mise en scène», rappelant que l'historien avait encore participé, l'année dernière, **à une conférence de négationnistes**. Devant la cour composée de trois juges professionnels et de huit jurés, le parquet avait réclamé une lourde peine pour ce «falsificateur de l'Histoire».

De sa cellule, David Irving avait déclaré au quotidien italien *La Stampa*: «Personne n'a le droit de m'imposer ce que je dois penser. Surtout pas l'Autriche, qui veut prouver qu'elle n'est plus nationale-socialiste en faisant arrêter un historien connu par huit policiers.» L'homme a déjà été condamné plusieurs fois dans le passé, notamment en Grande-Bretagne et en Allemagne, et la Nouvelle-Zélande l'a interdit de séjour.

La loi autrichienne de 1946 contre «la réactivation de la politique nazie» a été complétée en 1992 par un nouveau paragraphe, sanctionnant «quiconque nie ou minimise des crimes du national-socialisme». La peine maximale encourue est de dix ans d'emprisonnement, voire vingt si la cour estime qu'il s'agit d'un «individu particulièrement dangereux».

9000 plaintes. Hasard du calendrier, un sénateur du FPÖ, le parti de droite populiste de Jörg Haider, John Gudenus, vient lui aussi d'être inculpé pour avoir contesté l'existence des chambres à gaz. Depuis 1990, près de 9000 plaintes ont été déposées au nom de cette loi, qui a conduit à 389 mises en examen et 288 condamnations.

Libération, 21 février 2006.

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=361144>

RACKETT, DÉPORTATION ET CASINO

Monaco sued over WWII compensations

Monaco poursuivi pour des "réparations" du temps de la guerre

David Dahan

***A Belgian Jew whose relatives were deported from Monaco
in 1944 has filed a complaint against the principality,
in the first case of its kind.***

Jean Geismar, 75, from the Belgian town of Ottignies has been fighting for the past 10 years for Monaco to recognize its involvement in the deportation of Jews, and in particular that of his uncle and aunt. On Monday an official legal complaint was finally filed with the Monaco authorities.

Albert Samdam and Alice Goughengheim, Geismar's relatives, left Belgium after the German invasion in 1941. Before they arrived in Monaco, they sold a building for the equivalent of 1.4 million euros (1.4 million Belgium francs at the time).

In March 1944, after three years of residency in Monaco, they were arrested and sent to Drancy, the French transit camp. From there, they were sent to Auschwitz and never came back.

In Drancy, the police chief noted in an official document, which is now on display in the Shoah Museum in Paris, that the couple was in possession of various valuable objects and receipts from a Monaco bank. A list was established detailing the different stocks and accounts deposited in Monaco.

Monaco's ignorance of its past

"My lawyers have announced on Friday, on the International Day commemorating the liberation of Auschwitz, that a complaint will be filed, and it was done this morning," Geismar told EJP on Monday.

After ten years of research and requests for information, in September 2005, Geismar sent a letter to the principality's state Minister Jean-Paul Proust and to the speaker of the Parliament asking

Monaco to pay compensations.

"A month later, Proust replied to my letter talking about the 'so called' attitude of Monaco," Geismar said, pointing out that the collaboration between Monaco and the Nazis could not be proved.

"This letter outraged me because several documents attached to my letter, documents which were provided to me by the Paris Holocaust Museum, proved the collaboration between the principality and the third Reich. Documents show that money from Monegasque bank accounts was invested in the Luftwaffe, the German air force," Geismar added.

"Duty of memory"

For Christian Dailliet, Geismar's Belgium lawyer, the process to get compensations moved into a new phase on Monday.

"It is the first time that a complaint has been filed against Monaco," Dailliet said. Explaining how the process will work, he said: "We are taking action in two different ways. First, Monaco never set up a process for heirs of deported Jews to claim their ancestor belongings. This is a state breach," because according to the Council of Europe legislation, member states ought to set up such a process.

"For this first point my client requests from Monaco to pay him back damages," Dailliet pointed out.

"Monaco is a member state of the Council of Europe since October 2004 and our request is based on the European convention for the safeguard of Human Rights, which is in other words, international law"

"Secondly, Monaco has to fulfil its 'Duty of Memory' and look back into its past and admit its collaboration with the Nazis. Many European countries have accomplished their obligation and Monaco has yet to carry it out," Dailliet added.

"We want the judge to tell the authorities to publicly acknowledge their responsibility in the deportation of Jews living in Monaco."

Prince Albert, has recently stressed on numerous occasions the need for further transparency regarding the principality's past, especially during WWII. Dailliet hopes that this will translate in a clear and unequivocal acknowledgement from the authorities.

European Jewish News 1 Feb 2006.

UN HOMME QU'ILS N'AIMENT PAS

Founder of Swedish radio station supports Iranian President

By **Susanna Abramowicz** in Stockholm and **David Dahan**

A Moroccan Muslim who runs a Swedish website under investigation for its anti-Semitic content has spoken of his support for Iranian president Mahmoud Ahmadinejad's call to "wipe Israel off the map".

Ahmed Rami, who originally established Radio Islam in 1987 as a public access radio station to serve the Muslim community in Sweden, has a history of anti-Jewish provocation. Three years after Radio Islam was first launched the anti-Semitic content of Rami's radio broadcasts was found by the Swedish courts to constitute incitement against Jews. He was then sentenced to six months in prison.

Following numerous complaints, police have now launched a new investigation into the provocative nature of the website which Rami founded in 1996.

"It is very worrying that Radio Islam has been able to continue its criminal activities, now in the form of a hateful website. The fact that the prosecuting authorities decided not to prosecute, because of lack of evidence last summer was a disappointment," Thomas Bab, executive director of the Stockholm Jewish community, told EJP.

Swedish minister for Justice, Thomas Bodstrom, has expressed in Parliament that hate crimes should be given priority when prosecuting offenders.

"The Jews of Sweden hope that this promise will be acted upon," Bab added. The website includes comments such as "Jews have been commanded by their God to commit genocide", that the Jews "exert media terrorism in Europe and the US" and that "the Holocaust is a Zionist conspiracy." Featuring translations of Rami's articles in several European languages, it also has an online library which comprises texts like "The Protocols of the Elders of Zion". **"Jews are the new Nazis"**

In a telephone interview, Rami expressed his backing for Ahmadinejad comments which caused massive worldwide outcry last week.

Rami said he supports the Iranian leader's ideas but would have formulated it in "a more diplomatic way". "I do not have problems with the Swedish justice but rather with the Jews," he said. "I think Judaism is criminal and racist. You are the new Nazis."

Rami also said that he supported Osama Bin Laden adding that, "Bin Laden made a big mistake by attacking America. I would have personally attacked Tel Aviv because the American people are innocent, they are just victims of the Jews." His words echo similar comments made in an interview broadcast on 30 September on the Hezbollah TV station Al-Manar.

In the interview he stated that "Judaism is not a religion and that it is a criminal and dangerous mafia." He also said that he is "fighting for freedom of speech for everybody in Sweden". "The Koran says that our battle is with the Jews. Zionism is not mentioned in the Koran. Our war is against the Jews," he added. Swedish state prosecutor Tora Holst, who has been informed of the interview, said that she will look into the investigation again to see if a case for the prosecution can be made.

Numerous complaints

A number of reports have been made to the police about the website, including by the Swedish Organisation for Survivors of the Holocaust, which is also considering filing a civil suit against Radio Islam. The website features a "Jew register" of 3,900 names of individuals who are claimed to be part of the "Israeli network" that control Swedish politics and media.

"There is absolutely no doubt that Radio Islam's anti-Semitic website contains plenty of material that constitute incitement against Jews.

All forces of good must be used in the struggle to prevent Radio Islam's activities that are not only humiliating to Jews but downright dangerous," Jesper Svartvik, chairman of the Swedish Committee against Anti-Semitism, told EJP. The Swedish Law of Personal Information prohibits the publicising of personal information about individuals such as racial or ethnic background and religious affiliation. The Swedish prosecutors in the case have, however, encountered difficulties in proving that Rami is still in charge of the website. Although several of his articles appear there, Rami has denied any current involvement with Radio Islam. Until 1997 the website was registered in Rami's name, but was later transferred to the American Islam Society.

04/Nov/2005 European Jewish Press

DÉSIR DE MEURTRE

Pierre Vidal-Naquet veut étrangler, écrabouiller, tuer Faurisson

Robert Faurisson

La totalité de la dernière page de *Libération* [du 6 janvier 2006] est consacrée à Pierre Vidal-Naquet.

L'article est signé de Judith Rueff. Il est intitulé "L'antimythe". Le surtitre porte: "Pierre Vidal-Naquet, 75 ans, historien et helléniste. Pourfendeur de la torture pendant la guerre d'Algérie, il n'a jamais cessé depuis de combattre toutes les falsifications".

Extraits de l'article: "Son boulot d'historien, c'est démystifier [...]. Qu'il se penche sur l'Atlantide ('mon meilleur bouquin et sans doute le dernier'), pour décrypter l'invention platonicienne du continent perdu et y voir le signe précurseur du délire national-socialiste. Même chose quand il écrabouille moralement Faurisson et les négationnistes du génocide nazi. 'Une des fiertés de ma vie'".

Sur le site du journal (<http://www.liberation.fr>) le seul court passage de l'interview qu'on puisse entendre m'est consacré ainsi qu'aux "négationnistes", c'est-à-dire aux révisionnistes.

Extraits de l'enregistrement: "Faurisson était un être absolument odieux et abject". "Si j'avais tenu Faurisson entre mes mains, je n'aurais pas hésité à l'étrangler". Au sujet des "négationnistes", P. Vidal-Naquet déclare: "Il faut les combattre et les écrabouiller comme des cafards [...]. Celui qui les a vraiment tués, c'est moi, tout le monde le reconnaît, y compris eux-mêmes, et c'est une fierté de ma vie".

Avant-hier, 4 janvier (p. 9), l'auteur d'un article intitulé "*Libération* contre Faurisson" annonçait que le journal d'Eric de Rothschild portait plainte contre moi avec constitution de partie civile parce que "dans la revue négationniste proche de Robert Faurisson, *Dubitando*, datée du 6 décembre," on avait reproduit un article consacré, par la même Judith Rueff, à Simon Wiesenthal .

Or je ne suis pas le responsable de cette petite revue, au demeurant fort bien conçue, et je n'en assure pas la diffusion. Sans me demander mon autorisation, on y publie de mes articles et des articles d'autres révisionnistes, qui ont probablement été glanés sur Internet.

NB: Sur la violence juive, voyez: Nachman Ben-Yehuda, *Political Assassinations by Jews. A Rhetorical Device for Justice*, State University of New York, 1993, XX-527 p. et Robert Faurisson, "Milices juives. Quinze ans et plus de terrorisme, en France", 1^{er} juin 1995, [Ecrits révisionnistes \(1974-1998\)](#), 2004 [1999], p. 1694-1712.

6 janvier 2006

ILS NE SAVENT PAS CE QU'ILS FONT

MÉMOIRE - Querelle germano-américaine sur les archives des camps nazis

Basé à Bad Arolsen, en Allemagne, le Service international de recherches de la Croix-Rouge contient des archives concernant 17,5 millions de personnes, essentiellement des victimes de la terreur nazie. Créé avant la fin de la guerre, le Service de recherches est régi par les accords de Bonn de 1955, qui l'ont placé sous l'autorité d'une commission spéciale où onze nations sont représentées, et qui ont restreint l'accès aux documents aux victimes et à leurs proches. Les 360 employés du Service sont payés par l'Allemagne.

Mais "les États-Unis s'impatientent et voudraient amender les accords de Bonn", rapporte *The New York Times*. [Voir ci-dessous] Ils estiment que soixante ans après la fin de la guerre, la mission initiale du Service - l'aide aux victimes - est largement accomplie et "qu'il est temps d'ouvrir les archives et de les copier, de façon à pouvoir les stocker dans d'autres pays et de les rendre accessibles aux historiens".

L'initiative américaine s'est cependant heurtée à une série d'objections juridiques, "de la part de Charles Biedermann, le responsable de la Croix-Rouge, qui dirige le service depuis une vingtaine d'années, et de la part des gouvernements allemand et italien, qui siègent dans la commission". L'Allemagne notamment, qui a déjà payé plus de **80 milliards de dollars en indemnisations**, craint de nouvelles demandes d'argent au nom des victimes, explique le quotidien américain.

L'attitude allemande scandalise les responsables du musée de l'Holocauste, à Washington. Sa directrice, Sara Bloomfield, parle d'une "grosse tache sur l'image de l'Allemagne", le chercheur Paul Shapiro, directeur des études sur l'Holocauste au sein du musée, estimant quant à lui que "**cacher ces archives revient à une forme de négationnisme**".

Des "mots durs, commente *The New York Times*, qui sont en contradiction avec la bonne entente germano-américaine dans toutes les questions touchant à l'Holocauste". De son côté, l'Allemagne a fait part de son indignation. "Je conteste l'affirmation selon laquelle nous avons quelque chose à cacher ou que nous refusons de collaborer", a déclaré Wolfgang Ischinger, l'ambassadeur allemand aux États-Unis. "L'atmosphère au sein de la commission des onze nations est devenue empoisonnée", observe le journal.

Courrier International, 21 février 2006.

http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=60194&provenance=ameriques&bloc=02

L'article ci-dessus est une paraphrase raccourcie de l'article ci-dessous.

U.S.-German Flare-Up Over Vast Nazi Camp Archives

By Roger Cohen

Tempers are flaring over a [United States](#) demand to open to scholars and researchers a huge repository of information about the Holocaust contained in the files of the International Tracing Service at Bad Arolsen, [Germany](#).

Based in part on documents gathered by Allied forces as they liberated Nazi concentration

camps, the stock of files held by the organization stretches for about 15.5 miles, and holds information on 17.5 million people. It amounts to one of the largest closed archives anywhere.

The collection is unique in its intimate personal detailing of a catastrophe, which is what makes the question of open access so delicate. The papers may reveal who was treated for lice at which camp, what ghoulis medical experiment was conducted on which prisoner and why, who was accused by the Nazis of homosexuality or murder or incest or pedophilia, which Jews collaborated and how they were induced to do so.

Since the end of World War II the Tracing Service, operating as an arm of the International Committee of the Red Cross, has used the files to help people trace the fates of relatives who disappeared into the murderous vortex of Nazi terror. Now, more than 60 years after the end of the war, the United States says that task is largely done and it is time to open up the archive, copy it so that it can also be stored in other countries and make it available to historians.

"The U.S. government favors opening up all records on the Holocaust," said Edward O'Donnell, the **special envoy for Holocaust issues** at the State Department. "Our objective is to open the archive, and we will continue to push."

But that push has met a wall of legal and procedural objections — from Charles Biedermann, the Red Cross official who has been director of the Tracing Service for two decades, and from the German and Italian governments. The atmosphere within the 11-nation international commission that oversees the operation has become poisonous.

At meetings to discuss the opening of the archive, German officials have asked whether it is really in anyone's interest **to have accusations about particular Jews being murderers or homosexuals made public**. Because German privacy laws are much stricter than those in the United States, German authorities are concerned that an opening could lead to lawsuits charging that personal information was handed out illegally.

Wide access to the papers could also provoke new claims for compensation.

"This is a scandal and a big scar on the image of Germany," said Sara Bloomfield, the director of the United States Holocaust Memorial Museum in Washington, which has been eager to secure copies of the files.

Paul Shapiro, the director of advanced Holocaust studies at the museum, accused Germany of "abusing efforts to achieve consensus" and "exerting a stranglehold on the process." He added, "Hiding this record is a form of Holocaust denial."

Such strong words are at odds with the generally positive tenor of German-American relations on Holocaust matters, even through negotiations as elaborate as those that led to Germany's agreement in 2000 to compensate former slave laborers of the Nazis.

Germany is outraged at the suggestion that it may be dragging its feet. "I object to the assertion that we have something to hide or are not forthcoming," said Wolfgang Ischinger, the German ambassador to the United States. "That insinuation is false."

The clash has some of its roots in the complex history and labyrinthine legal structure of the Tracing Service. Set up late in the war, it has long been administered under the terms of the 1955 Bonn Agreements, which restored German sovereignty.

That treaty says the facility must "take all reasonable steps to avoid divulging information about a person or persons which might prejudice the interests of the person or persons concerned or of their relatives."

In essence, it confines access to information to the persecuted themselves, their relatives or legal representatives. But the accord also says all of the governments in the 11-nation governing commission have the right to inspect documents. Those countries are the United States, Britain, France, Germany, Italy, Belgium, the Netherlands, Greece, Israel, Poland and Luxembourg. Germany and Mr. Biedermann say that for the archives to be opened, the treaty must be amended. That requires a unanimous vote and subsequent approval of national legislatures. The process would take years even if an elusive unanimity could be secured.

"As director, I must fulfill my orders," Mr. Biedermann said. "My superior is the I.C.R.C., my ruling body the 11 governments. If they decide the records can be opened and copies given to other countries, and if the issue of legal liabilities is addressed, of course I will comply. But **right now there is no mandate for historical research**."

Last month, the director posted a statement, now withdrawn, on the Tracing Service's Web site, saying that handing over copies of the files to others was "neither morally nor legally justifiable at present."

The United States, while ready to work for an amendment of the Bonn Agreements, is impatient. It argues that it never ceded ownership rights of the papers at Bad Arolsen, that all 11 governments

have the right to inspect them and that no absolute legal impediment exists to the immediate copying and transfer of the files.

But the German government, having already paid out more than \$80 billion in reparations, is concerned that questions of legal liability be thoroughly clarified before Bad Arolsen is opened up and its files made available elsewhere.

"We have to address the question of who will be allowed to do what with this data and who will be legally responsible if somebody abuses this," Mr. Ischinger said. "There are layers of legal difficulties."

The legal issues are indeed complex. But six decades after the war, it seems clear that opening up Bad Arolsen would play a critical role in filling in the details of the vile tapestry of Nazi crimes. "We need to connect all the dots," Ms. Bloomfield said.

Besides, the Tracing Service is swamped. Its budget, provided by Germany, has been cut as part of national austerity measures. Its staff has been reduced to about 360 from more than 400. Its backlog of unanswered tracing inquiries exceeds 400,000, partly because of a wave of questions on slave-labor compensation that had to be answered. People demanding to know what happened to their relatives sometimes go years without a response.

Its process of making digitized copies of papers has been painfully slow; only 55 percent of documents have been copied electronically. This copying, a necessary prelude to any transfer of information, will take two more years, Mr. Biedermann says. That appears to be more time than the United States is prepared to wait. Last June, at a meeting in Warsaw of the 20-country Task Force for International Cooperation on Holocaust Education, Remembrance and Research, a statement was issued calling for "immediate steps to be taken to open the archive" at Bad Arolsen "to scholars and other researchers." It said the 11-nation international commission should "address this matter on an urgent basis."

But no urgency has been apparent, despite the fact that all 11 countries in the commission overseeing Bad Arolsen are members of the 20-nation Task Force. A meeting of lawyers from the commission is scheduled for later this month in Luxembourg. It will be followed by a gathering in May of leading officials, including Mr. O'Donnell, who made clear he would like to see a resolution of the dispute then.

The New York Times, 20 Feb; 2006.

http://www.nytimes.com/2006/02/20/international/europe/20germany.html?pagewanted=2&n=Top%2fNews%2fInternational%2fColumns%2fRoger%20Cohen&_r=1

Cf un article de même teneur dans le *Guardian*.

<http://www.buzzle.com/editorials/2-20-2006-89408.asp>

The Arolsen Archive Controversy: Cold Comfort for Deniers

Nick Terry

[...]

The irony of the entire controversy is that many files from Arolsen have long been copied to other archives, including the US National Archives, and through then, the US Holocaust Memorial Museum.

So what do these existing collections contain? The 189 reels of microfilm at NARA [archives nationales des EU] alone contain records of some but not all German concentration camps, but more interestingly also an incomplete set of deportation lists from Berlin and several other German cities. They therefore help document the number of Jews transported to Auschwitz, including thousands of Berliners deported during the so-called *Fabrikaktion* of early 1943, about which Wolf Gruner has recently written at length.

Moreover, **other Arolsen files have been copied to Yad Vashem Archives**. It was in these files, for example, that Christian Gerlach found a copy of a 1945 report indicating the numbers of arrivals at Auschwitz during 1944 who were selected for work, thereby clarifying the fate of Jews deported during the Hungarian Action.

Thus, the ITS files offer cold comfort for Holocaust Deniers such as Ernst Zundel, who claims that the Arolsen materials prove a far lower death toll inside German concentration camps.

The value of the Arolsen archive to researchers does not lie in the opening-up of files relating to the main concentration camps, since most of these are already available for public access at NARA. Moreover, the detailed records for many camps like Majdanek and Neuengamme were destroyed, never to be recovered. Nor does Arolsen contain materials relating to the Aktion Reinhard camps. It

cannot be ruled out that the Arolsen archive may also contain more documents related to the fate of Jewish deportees like the Glaser report mentioned above. But this is not the only material that Arolsen holds.

Rather, the ITS archives could also help to clarify the fates of literally millions of other deportees, especially non-Jewish forced labourers from Western and Eastern Europe, but also the victims of ethnic expulsions in Central and Eastern Europe after 1945. Arolsen is therefore of concern not just to historians of the Holocaust, but to historians of the Second World War and its aftermath as a whole. Research into the deportation of well over 7 million foreign workers to Germany, the postwar movements of Displaced Persons, repatriation programs and the ethnic expulsions will all be immeasurably enriched by access to the ITS files.

In this sense, **Holocaust deniers expose their lack of imagination and lack of humanity when they concentrate solely on the fate of European Jews**, ignoring the fate of millions of non-Jews who also suffered because of Nazi policies of deportation. Nor do they seem as concerned with the fate of ethnic Germans expelled from east of the Iron Curtain. Perhaps, in this last case, because it is easier to spout superficially sourced figures than to do proper research.

Holocaust Controversies

<http://holocaustcontroversies.blogspot.com/2006/03/arolsen-archive-controversy-cold.html>

Lettre de Robert Faurisson au sujet d'Arolsen (2004)

Dear Ingrid,

The International Tracing Service (ITS) (or Internationaler Suchdienst) is in Arolsen near Kassel. The address is: Gross Allee 5/9, D 3546 Arolsen.

Although situated in Germany and paid by the German taxpayers, it depends on the International Committee of the Red Cross (ICRC) in Geneva. It is headed by the Swiss Charles Biedermann who was summoned by Ernst Zündel at his 1988 trial in Toronto. Biedermann had a hard time with us; see Robert Faurisson, "The Zündel Trials (1985 and 1988), The Journal of Historical Review (JHR), Winter 1988-1989, especially p. 425-426.

The essential mission of the ITS is to help those needing proof of their "persecution" by the [National Socialist regime] to collect special benefits - but, as it happened, ITS collected millions of documents pertaining to the concentration camps, to the ghettos, to the [Third Reich's] general policy towards non-German civilians in occupied countries, etc. For instance we know they have German original records of inmates who died in the camps and special lists of dead who were cremated.

The ITS had a *Historische Abteilung* (HA) and used to publish every year Activity Reports which were rather interesting for the historians. Unfortunately, in 1979, they decided 1) to put an end to the HA, 2) to suppress in their Activity Reports the 2/3 which had some interest for the historians, 3) to create an International Committee in charge of controlling the access to ITS information, that committee having representatives of ten nations: USA, Israel and eight European nations.

They did so because of what they considered to be the damage caused by some who tried to exploit their data for bad purposes.

I must say that some rather amateurish revisionists tended (and still tend nowadays) to use the data of those Activity Reports (or of some other accounts of the ITS) in an inappropriate way. For example they would claim that, according to the 1978 Activity Report, only 361 653 had died in the concentration camps from 1933 to 1945. In fact, this was the number of deaths registered by the Special Registry Office of Arolsen, and the ITS kept repeating that, since they had no death books for Treblinka and some other camps. Such figures could not give you an idea of the total of deaths in all the camps, ghettos and so forth.

The ITS archives and files (40 kilometers, I guess [25 Km, officiellement]) are a fantastic treasure for the historians. I have been in touch, directly or indirectly, with the ITS from January 1975 to April 1988 and I can guarantee you that as a revisionist I would enjoy going freely through their files to discover the real fate of people who were supposedly gassed. Remember how I discovered that a certain Simone Jacob, born on July 13, 1927 in Nice (France) and supposed to have been gassed in Auschwitz on April 16, 1944, had in fact survived, married a Mr Veil and became the famous Simone Veil who was at a time President of the European Parliament. I wrote somewhere that she could be named President of the falsely gassed.

When the ITS will stop its activities in favour of the survivors or of their legal successors, we'll

have to wait fifty years to get into their archives and files.

"Fifty years after the Service is closed, the material that has been so industriously collected can be made available to research" (Carlheinz Tüllmann, Rheinische Post, Düsseldorf, 14. Dezember 1985; article reproduced in English in The German Tribune, Hamburg, January 12, 1986, p. 14).

So I am afraid we'll have to wait 2070 or 2080.

Ernst Zündel understood more than anyone how attached I was to the Arolsen matter. In a fax I sent him on May 1, 1990, I congratulated him for an initiative he had re the ICRC and the ITS and I added:

"The only thing that everyone, and especially every German taxpayer, should simply ask is: REOPEN THE HISTORISCHE ABTEILUNG OF THE INTERNATIONAL TRACING SERVICE IN AROlsen". And I added: "Remember that in my life of searcher I had at least two 'idées fixes': 1) An expertise of the weapon of the crime in Auschwitz, 2) A free examination of the Arolsen files.

A triple "A": "Auschwitz And Arolsen". We got Auschwitz - we still need Arolsen.

July, 12, 2004

Zgram, 22 juillet 2004, Zundelsite.

<http://www.libertyforum.org/showflat.php?Number=292802563>

Alors résumons-nous. La Croix-Rouge avait établi un Centre de recherches après la seconde guerre mondiale, comme elle le fait dans ce genre de circonstances. Par exemple, elle en a établi un à la frontière du Cambodge vers 1979 qui a rendu d'immenses services en permettant à des centaines de milliers de gens de retrouver les membres survivants de leur famille. En 1955, ce centre est formellement mis sous la responsabilité de la république fédérale allemande qui le subventionne entièrement. Un conseil d'administration réunit les représentants de onze pays, ceux de l'Est étant exclus. Il doit certes servir en premier lieu les demandes individuelles de personnes à la recherche de leurs proches. Chaque demande est aussi une occasion de recueillir des données personnelles. Aujourd'hui, paraît-il, le SIR possède des données sur plus de 17 millions de personnes.

Quand, vingt ans après, les révisionnistes se sont avisés qu'il y avait là un moyen d'arriver à des estimations sur les pertes réelles en vies humaines, des camps et des déportations de la guerre, les autorités, pas seulement allemandes, mais Alliées+Israël, ont fermé, en 1975, l'accès aux chercheurs et aux historiens non accrédités.

Ceux qui se plaignent aujourd'hui sont ceux qui ont fait fermer l'accès il y a trente ans!

A cette volte-face on doit donner une explication. L'incroyable racket exercé à l'encontre des banques suisses par les organisations juives américaines (Voir *L'Industrie de l'Holocauste* de Norman Finkelstein) a obligé les banques suisses à se retourner contre les organisations juives et à demander des listes nominatives de victimes du nazisme. Cette demande a été si incontournable que Yad Vashem, l'officine israélienne spécialisée dans le racket mémoriel, a dû engager en vitesse un millier de clavistes pour transcrire ses archives en données informatiques. Le résultat a été une immense foirade: le nombre de victimes juives, après 60 ans de collecte fiévreuse, ne dépassait pas 3 millions, et encore avec beaucoup de doublons. Le chiffre se situe beaucoup plus probablement entre 2 millions et 2,5 millions.

Le dernier espoir, c'est Bad Arolsen. Le grand bordel de Washington, Holocaust Memorial Museum, qui a déjà soutiré des éléments d'archives de Bad Arolsen, veut une copie de ces archives. (25 km linéaires, plus de centaines de milliers de microfilms et de microfiches). Probablement, ces gens-là croient dur comme fer à leur mythe des six millions et espèrent pouvoir le regonfler, après la crevaision de Yad Vashem. Les chercheurs révisionnistes sont exclus de tous ces lieux et donc il sera possible de "reconstruire" des chiffres plus conformes à la demande sociale juive.

Les Allemands, pour leur part, ne tiennent pas à subir une nouvelle avalanche de demandes de réparations. Ou en tout cas, le plus tard possible. Ils réticent énormément. Les spécialistes du *damage control*, sur l'intéressant site "Holocaust Controversies" disent qu'une bonne partie des données concerne des non-juifs, qui pourraient réclamer aussi, et sur le sort desquels les révisionnistes sans cœur n'ont pas voulu se pencher. C'est évidemment là un mensonge très grossier.

Nous attendons l'issue de ce grotesque pugilat avec le plus vif intérêt. Depuis 20 ans, les chiffres baissent, et tout indique que l'ouverture de Bad Arolsen donnera une

accélération à ce mouvement.

A ces lignes, écrites début avril, l'actualité répond le 18 du mois par le déculottage complet des Allemands. La lâcheté des Allemands est littéralement prodigieuse. On apprend d'ailleurs que le nouveau Pape va aller se prosterner à Auschwitz, toutes affaires cessantes. Parce qu'il est allemand! On aurait préféré un pape fidjien, ... ou salvadorien...

L'Allemagne accepte l'ouverture des archives de l'Holocauste aux historiens

Washington - L'Allemagne a accepté mardi l'ouverture aux chercheurs et historiens d'un des plus importants fonds d'archives personnelles, portant sur 17,5 millions de victimes des Nazis pendant la deuxième guerre mondiale, après en avoir limité l'accès pendant soixante ans.

La décision a été annoncée par la ministre allemande de la Justice Brigitte Zypries mardi à Washington, après une rencontre avec Sara Bloomfield, directrice du musée de l'Holocauste de la capitale fédérale américaine.

"Je suis heureuse de pouvoir vous annoncer aujourd'hui que l'Allemagne a changé d'avis et acceptera de réviser rapidement les Accords de Bonn" qui datent de 1955, et qui règlent la gestion d'importantes archives comportant 30 millions de documents, a déclaré Mme Zypries.

"Ces archives auront une signification historique immense et rendront un service énorme aux chercheurs pendant plusieurs générations", a ajouté Mme Bloomfield. [NOS ARRIÈRES, ARRIÈRES PETITS ENFANTS EN SERONT (ENCORE) GAVÉS!]

Les archives, connues sous le nom de Service International de Recherches (International Tracing Service en anglais), comprennent des documents tenus de façon méticuleuse par les nazis sur les camps de prisonniers, les travailleurs forcés et autres. [DONC "ON"SAIT TOUT - OU, L'ON VA TOUT SAVOIR!!!]

Ils ont été saisis par les forces alliées après la chute du régime nazi en 1945. Ils comprennent également des documents d'après-guerre des Alliés sur les réfugiés.

Sous la supervision de 11 pays depuis la guerre, l'accès à ces données a été restreint essentiellement à la Commission internationale de la Croix Rouge, qui l'a utilisé pour aider les familles des disparus après la guerre à retrouver leurs traces.

Mais les historiens et le public n'avaient pas eu accès à ces données jusqu'à présent, l'Allemagne faisant apparemment blocage à leur ouverture, en invoquant le respect de la vie privée.

Selon le site internet du Service International de Recherches, les informations contenues dans ces archives sont éminemment personnelles et peuvent être "extrêmement sensibles", portant notamment sur "des maladies héréditaires", des "expériences pseudo-médicales", des "catégories de motifs d'incarcération (assassins, ou homosexuels notamment)", ainsi que "des enfants illégitimes".

"Le SIR est tenu, aux termes de l'article 5 de l'Accord de 1955, de prendre toute précaution pour éviter la divulgation de données susceptibles de porter préjudice aux anciens persécutés [les assassins faisant évidemment partie des persécutés!] ou à leurs familles" indique le site en précisant que le fonds documentaire contient des documents concernant plus de 17,5 millions de personnes au total.

L'absence d'ouverture du fonds a été critiquée par les chercheurs sur la période de l'Holocauste, qui faisaient valoir que l'étude des documents permettrait de compléter l'image du régime nazi et du massacre de millions de juifs, homosexuels ou tziganes.[j'ignorais qu'il y eut eu un génocide homo! si! et d'autres encore]

"Notre point de vue est que le respect des données personnelles est parvenu à un niveau suffisant pour assurer ... la protection de la vie privée des personnes concernées" a indiqué Mme Zypries mardi.

Environ la moitié des documents ont été numérisés, a souligné un historien du musée de l'Holocauste Paul Shapiro.

La décision finale de l'ouverture des archives sera prise formellement lors de l'assemblée annuelle des onze pays concernés le 17 mai à Luxembourg.

AFP 18 avril 2006

<http://fr.news.yahoo.com/18042006/202/l-allemande-accepte-l-ouverture-des-archives-de-l-holocauste.html>

EN CHINE

Fact and Fiction in *The Rape of Nanking*

Iris Chang: "More than 260,000 noncombatants died, ...well over 350,000...a few statistics must be used to give the reader an idea of the scale of the massacre...the killing was concentrated within a few weeks." (pp.4-5, *The Rape of Nanking*, Penguin paperback edition)

Basic question: "How can 260,000 to over 350,000 noncombatants be killed in a city of 200,000, which increased to 250,000 a month later, right after all 'the killing' supposedly take place?"

Population, Burials, Historical Materials, lecture at the Foreign Correspondents' Club of Tokyo, Sept.30, 1999 by **Higashinakano Shudo**, Professor of Intellectual History, Asia University.

Laws of war on land, being the Hague Regulations: qualification of belligerents

<http://www.jiyuu-shikan.org/nanjing/contents.html>

Cette page refute le chiffre de "300.000 massacrés" à Nankin en usant de méthodes d'historien,

<http://www.jiyuu-shikan.org/nanjing/tomi.html>

Le reste du site est très bien fait aussi:

<http://www.jiyuu-shikan.org/nanjing>

C'est à une réflexion révisionniste sur le "massacre de Nankin", en anglais, par des auteurs japonais. On sait que les autorités chinoises sont furieuses. Mais nous sommes viscéralement incrédules. Il faut nous convaincre. Il semble que le gouvernement chinois exagère, pour des raisons politiques.

REFUS D'EXAMINER

Le site d'Auschwitz interdira son entrée à des négationnistes iraniens

Stéphane

La direction du site de l'ancien camp de la mort d'Auschwitz a prévenu vendredi 17 février qu'elle s'opposerait à la venue de négationnistes iraniens de l'holocauste, s'ils s'avisait de venir sur les lieux où sont morts plus d'un million de juifs.

La direction du site a réagi ainsi à des informations du quotidien polonais *Rzeczpospolita* vendredi, selon lesquelles l'Iran compte envoyer en Pologne un groupe d'experts pour visiter différents sites des anciens camps de la mort.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a le projet d'organiser une conférence sur l'existence de l'holocauste pour mesurer "la dimension de cette réalité et donner un avis sur le nombre de victimes".

"Les personnes qui nient que des gens aient été assassinés dans des chambres à gaz et qui profanent ainsi la mémoire des victimes ne seront pas admises sur le terrain du cimetière qu'est le musée d'Auschwitz-Birkenau", a annoncé sa direction dans un communiqué. Interrogé par des journalistes, le ministre polonais des Affaires étrangères, Stefan Meller, a indiqué que son pays s'opposerait à toute démarche négationniste.

"C'est **au-dessous de toutes les normes imaginables que de discuter ces choses**, de les négocier ou même d'ouvrir un entretien" à ce propos, a-t-il déclaré. Il a précisé que l'Iran n'avait pas contacté son ministère à ce sujet.

Nouvelles d'Arménie, 21 février 2006.

http://www.armenews.com/article.php3?id_article=20941

L'ÉPOQUE DES SEMIS

Les négationnistes occidentaux au service de l'Iran

Claire Dana Picard

Les négationnistes occidentaux joueraient un rôle important à l'heure actuelle dans les efforts déployés par l'Iran, déterminée ces derniers temps à semer le doute dans les esprits sur la période de la

Shoah. D'après le quotidien *Haaretz*, plusieurs d'entre eux auraient été contactés quelques semaines avant que l'Iran n'annonce son intention de tenir un "congrès scientifique" sur la Shoah.

L'un d'entre eux serait le professeur français Robert Faurisson, qui a reçu une lettre de Téhéran. L'auteur de la missive, directeur d'un institut de recherche des sciences politiques dans la capitale iranienne, déplore tout d'abord la récente décision de l'Onu qui a institué une Journée internationale de la Shoah. Il ajoute que suite aux dernières déclarations du président iranien sur la question, le moment semble opportun pour la tenue d'une conférence sur ce thème. Et de préciser: "Nous supposons que le président se mettra à votre disposition si vous sollicitez son aide pour la préparation de cette conférence".

Faurisson s'est distingué ces dernières années par ses déclarations particulièrement venimeuses. Interviewé en novembre dernier par le journal iranien en langue anglaise *Teheran Times*, il aurait déclaré que "plus l'Occident accorderait de crédit à la Shoah, plus le nombre des Musulmans tués en Palestine, en Irak et en Afghanistan augmenterait".

Le quotidien *Haaretz* cite à ce sujet l'opinion du professeur Dina Porat, présidente du Centre israélien de Recherche sur l'antisémitisme. Mme Porat a déclaré que ces dernières années, la solidarité entre les négationnistes et les groupes musulmans extrémistes s'était **nettement renforcée**.

Quant au professeur David Manshéri, directeur du centre d'études iraniennes de l'Université de Tel Aviv, il a indiqué que les négationnistes étaient accueillis à bras ouverts par les dirigeants iraniens. Il a ajouté que le favori était sans aucun doute Roger Garaudy, invité en Iran en 1998, c'est-à-dire peu de temps après avoir été condamné pour négationnisme par un tribunal français.

Quant au directeur national adjoint de la Ligue anti-diffamation aux États-Unis, Ken Jacobson, il a souligné qu'il s'agissait d'un phénomène relativement nouveau dans le monde musulman. Jusqu'à présent, a-t-il expliqué, "les dirigeants musulmans se contentaient d'admettre que la Shoah avait existé en ajoutant que les Palestiniens ne devaient pas payer le prix à la place des autres".

De leur côté, des citoyens israéliens, excédés par les propos scandaleux du président iranien, ont décidé d'entamer contre lui une procédure judiciaire dans un tribunal allemand. Ils comptent l'accuser de négationnisme, d'atteinte au souvenir des victimes de la Shoah, d'incitation à la haine et de racisme. Ils estiment en outre qu'il a violé la charte de l'Onu, les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et les conventions contre le racisme.

La requête a été déposée par un avocat de Ramat Gan, Me Irwin Eran Shahr, et la "coalition civile", en raison des nombreuses déclarations scandaleuses du président iranien qui n'a pas hésité notamment à affirmer qu'il fallait "effacer Israël de la carte" et que "la Shoah n'était qu'un mythe".

Les requérants espèrent que leur démarche permettra de faire lancer un mandat d'arrêt international contre le président iranien, l'empêchant par exemple d'effectuer des visites dans un certain nombre de pays à travers le monde.

Arouts 7 22 février 2006-02-24

<http://www.a7fr.com/Default.aspx?tabid=52&articleType=ArticleView&articleId=2786>

Holocaust deniers from East, West joining forces

Meanwhile, Holocaust-deniers from the West play a key role in attempts by Iran to cast doubts on the veracity of the Holocaust, according to documents that have appeared on an Internet site. The documents reveal Iranians have consulted with well-known Holocaust-deniers from Western countries as part of the Iranian initiative to hold a conference about the Holocaust. The documents were published on an Internet site involved in Holocaust denial and reached scholars at the Stephen Roth Institute for the Study of Contemporary Anti-Semitism at Tel Aviv University.

On January 15, the Iranian News Agency announced it was going to convene a "scientific conference" on the Holocaust. A month before, French Holocaust-denier Prof. Robert Faurisson received a request regarding the conference from Dr. Jawad Sharbaf, head of the Neda Institute of Political Sciences, Tehran. In the letter, which opens by expressing regret over the United Nations resolution to establish an international Holocaust Day, Sharbaf writes that the recent statements by Iranian President Mahmoud Ahmadinejad about the Holocaust had created the right conditions to raise the subject in Iran. "Our assumption for the time being is that the president will undoubtedly do his best if you make contact and request assistance for organizing an international conference," Sharbaf wrote.

In his response, Faurisson wrote that the scientific conference was impractical, mainly because many of his colleagues are "either in prison, in exile or in a precarious situation that forbids them from crossing national borders." Faurisson added that "in accord with an idea put forth by Prof. Arthur

Robert Butz [a Holocaust-denier from Northwestern University in the U.S.], I shall say we hope to see President Ahmadinejad create in Iran an international center for revisionist studies." Faurisson praised Ahmadinejad and added a request "that Iran make repeated appeals to the Western world for the freeing of our prisoners of conscience," referring to his colleagues convicted of denying the Holocaust. Faurisson, 76, is considered the most prominent Holocaust-denier in Europe and is very much in demand by the Iranian media. Last November he gave an interview to an English-language Iranian newspaper, the Tehran Times, where he was quoted as saying that the more the West believes in the Holocaust, the more Muslims will be killed in Palestine, Iraq and Afghanistan.

According to the head of the Roth Institute, Prof. Dina Porat, in recent years solidarity between Holocaust-deniers and extremist Muslims has increased. "Since the law has begun to be enforced regarding Holocaust-deniers, they often speak of the 'common fate of the persecuted,' which they feel they share with radical Muslims," Porat said. Prof. David Menashri, head of Tel Aviv University's Center for Iranian Studies, said Holocaust-deniers had in recent years begun to feel at home with the heads of the Iranian regime. Menashri said this was especially true with regard to Roger Garoudi, who was invited to Iran in 1998, shortly after he was convicted of denying the Holocaust by a French court. Ahmadinejad represents the new generation of Iranians who have been educated on the theory of Holocaust denial, Menashri said. Kenneth Jacobson, assistant national director of the Anti-Defamation League, said adopting the theories of Holocaust denial of Western scholars is a relatively new phenomenon in the Muslim world. The accepted attitude had been to say that whereas it was true the Holocaust had taken place, the Palestinians should not have to pay the price. A look at Ahmadinejad's statements shows he has mixed the two approaches, Jacobson added.

Ha'aretz 22 février 2006

<http://www.haaretzdaily.com/hasen/spages/685642.html>

NEGATIONNISME

Le pdt du Parlement Européen "outré" par les propos négationnistes d'un eurodéputé italien

vendredi 24 février 2006, *Stéphane*

Le président du Parlement européen, Josep Borrell, s'est déclaré "outré" jeudi 23 février par les propos négationnistes d'un eurodéputé italien sur l'existence des chambres à gaz.

"Je suis outré par le scepticisme émis par un membre du Parlement européen (non inscrit, NDLR) sur l'existence des chambres à gaz durant la Seconde guerre mondiale", a déclaré M. Borrell dans un communiqué.

"De telles déclarations, mettant en doute la véracité historique de l'existence des chambres à gaz sont absolument inacceptables", a-t-il ajouté. "On ne peut mettre impunément en doute l'Holocauste".

Mercredi, Luca Romagnoli, secrétaire national du parti Flamme Tricolore (Fiamma tricolore), un mouvement d'extrême droite néo-fasciste, avait mis en doute l'existence des chambres à gaz.

"Vous me demandez si les chambres à gaz ont existé. Franchement, je n'ai aucun moyen pour l'affirmer ou le nier", avait-il déclaré à la chaîne d'information en continu Sky-TG24.

Le mouvement Flamme Tricolore est issu de l'implosion du parti post-fasciste MSI en janvier 1995 qui a donné naissance à l'Alliance nationale, dirigée par le chef de la diplomatie italienne Gianfranco Fini.

Nouvelles d'Arménie, 24 février 2006

http://www.armenews.com/article.php3?id_article=21001

Pour qui sonne le glas? (réflexion sur la condamnation de David Irving) par Israël Shamir: voir la Gazette du Golfe et des banlieues, printemps 2006.

TRISTE PANTALONNADE

Négationnisme: Irving condamné

L'historien britannique David Irving a été condamné à trois ans de prison pour avoir nié la réalité des chambres à gaz et de l'Holocauste lundi soir 20 février par un tribunal de Vienne. L'historien britannique, connu pour avoir toujours nié l'Holocauste, avait indiqué avant l'ouverture de son procès qu'il plaiderait coupable de "réactivation de la politique nazie".

"Je reconnais ma culpabilité concernant cette accusation", avait-il déclaré au président Peter Liebetreu, précisant qu'il réalisait aujourd'hui que son affirmation de 1989 selon laquelle "il n'y avait pas de chambres à gaz à Auschwitz" était "erronée". David Irving, 67 ans, qui encourait dix ans de prison au titre de la loi autrichienne contre la réactivation du nazisme, avait toutefois insisté sur le "sérieux" de ses recherches historiques.

Il a affirmé avoir changé d'avis après avoir découvert en Argentine des documents contredisant ses thèses, dont certains de l'architecte de la "Solution finale", Adolf Eichmann.

Le Britannique a cependant tenté de faire valoir la "logique" de ses raisonnements, notamment de celui qui l'avait conduit à conclure à l'absence de chambres à gaz à Auschwitz dans la mesure où 100.000 personnes avaient survécu à ce camp. David Irving a par ailleurs refusé d'assimiler, comme l'y invitait le procureur Michael Klackl, ses propos à une négation de l'Holocauste.

Pas de négation

"Il ne s'agissait pas d'une négation de l'Holocauste, mais seulement d'un propos sur une partie de l'histoire" de l'Holocauste, a-t-il déclaré à la barre. Lors d'une interruption de séance, Michael Klackl a estimé devant des journalistes que "David Irving essayait toujours de retourner les arguments en sa faveur". Le procureur s'est en outre dit "persuadé" que le jury de six femmes et deux hommes rendrait un jugement le jour-même.

Peu avant le début de l'audience, David Irving, qui est détenu depuis son arrestation en Autriche en novembre 2005, avait considéré "ridicule de comparaître pour des propos exprimés il y a 17 ans" et affirmé qu'il avait "beaucoup appris" depuis lors. Interrogé par des journalistes, il a préféré au terme Holocauste celui de "tragédie juive de la seconde guerre mondiale".

David Irving avait été arrêté lors d'un contrôle de routine sur une autoroute autrichienne en vertu d'un mandat d'arrêt datant de 1989. Le mandat avait été émis après que le Britannique eut nié l'existence des chambres à gaz dans les camps d'extermination du Troisième Reich, et en particulier à Auschwitz (Pologne), lors de réunions auxquelles il avait participé à l'époque en Autriche.

Minimisation

Le Britannique était également poursuivi pour avoir affirmé que le pogrom de la Nuit de cristal en 1938 contre les juifs n'avait pas été le fait de nazis, mais d'"inconnus" déguisés, et qu'Hitler avait en réalité défendu les juifs.

David Irving avait déjà été condamné plusieurs fois par le passé, notamment en Grande-Bretagne et en Allemagne, et s'est vu interdire l'accès au territoire néo-zélandais l'an dernier. Il avait notamment prétendu que les chambres à gaz "montrées aux touristes à Auschwitz" étaient "factices" et "avaient été construites par les Polonais après la guerre".

David Irving est l'auteur de *Hitler's War* ("La guerre d'Hitler"), un livre paru en 1977 qui tente de minimiser les atrocités nazies et d'exonérer Adolf Hitler de sa responsabilité dans l'extermination de six millions de juifs dans les camps de la mort nazis. **[Il est aussi l'auteur d'une quarantaine de livres...]** Il avait même affirmé qu'Hitler était un ami des juifs.

Nouvel Observateur, 20 février 2006-02-27

<http://permanent.nouvelobs.com/europe/20060220.OBS7473.html>

Nous avons publié un dossier sur l'emprisonnement de David Irving, voir Reprints

NEGATIONNISME / REVISIONNISME

Société: Liberté d'expression pour la pensée que nous haïssons

(JewishWorldReview.com)

par Jeff Jacoby

Drôle de gens, ces Autrichiens. Si vous vous appelez Kurt Waldheim – un ancien officier nazi impliqué dans un génocide durant la seconde guerre mondiale – ils vous élisent président. Mais si

vous vous appelez David Irving – un écrivain britannique qui soutient qu'il n'y a jamais eu de génocide nazi pendant la seconde guerre mondiale – ils vous coffrent.

En y réfléchissant, ce n'est pas drôle du tout. L'Autriche s'est déshonorée lorsqu'elle a élu Waldheim président en 1986, apparemment personne ne se souciait qu'il ait servi dans une unité militaire allemande responsable d'un massacre dans les Balkans et qu'il ait figuré après la guerre parmi les criminels recherchés par la Commission sur les crimes de guerre des Nations Unies. **[Affirmation parfaitement farfelue. Il était si peu "recherché" par les Nations Unies qu'il en a été nommé Secrétaire général, avec l'appui des gouvernements occidentaux!]** Elle s'est déshonorée de nouveau mais d'une manière tout à fait différente la semaine dernière, quand une cour de justice de Vienne a condamné Irving, un raciste et un anti-sémite, à 3 ans de prison ferme pour avoir nié que les Nazis ont massacré 6 millions de Juifs européens.

Irving est un homme très intelligent qui a dévoué sa vie à un projet grotesque et sinistre: la réhabilitation de la réputation de Hitler et du 3ème Reich. **[Décidément, ce type ignore tout de ce dont il parle. Il n'a jamais lu un livre d'Irving.]** Il fallait pour cela nier la Shoah et ridiculiser ses victimes, et Irving s'y est longtemps adonné avec plaisir. «Je ne vois aucune raison d'être délicat au sujet d'Auschwitz. C'est du vent, c'est une légende, déclara-t-il à une audience au Canada en 1991. Il y a tant de survivants d'Auschwitz vivants – en fait, plus les années passent, plus il y en a, ce qui est très bizarre d'un point de vue biologique, c'est le moins que l'on puisse dire. Je vais fonder une association des survivants d'Auschwitz, des survivants de la Shoah et d'autres menteurs¹.».

Je suppose qu'Irving pensait à des gens comme mon père, dont le bras porte toujours le nombre A-10502, tatoué à l'encre bleue le 28 mai 1944, le jour où sa famille et lui ont été déportés à Auschwitz. Les parents de mon père, David et Leah Jakubovic, son petit frère, Yrvin, 10 ans, et sa petite sœur, Alice, 8 ans, n'ont pas été tatoués. Les Juifs que l'on considérait comme trop vieux ou trop jeunes pour travailler étaient envoyés immédiatement aux chambres à gaz. On a tatoué son frère et sa sœur plus âgés, Zoltan, et Franceska, et on les a mis comme mon père au travail de force. Zoltan a été tué au bout de quelques jours. Franceska a tenu quelques mois. Des sept membres de la famille Jakubovic déportés à Auschwitz au printemps 1944, seul mon père était vivant au printemps 1945.

Personnellement, l'idée que David Irving va passer ses 3 prochaines années dans une cellule n'est pas quelque chose qui m'empêchera de dormir. C'est un menteur plein de haine, répugnant, qui, même enfant, (selon ce que son frère jumeau a dit au journal britannique *The Telegraph*) était déjà passionné par les Nazis et avait un fond de cruauté évident.

Mais, d'un point de vue légal et politique, la condamnation de Irving est déplorable. Ses opinions sont abjectes et ses arguments sur la Shoah – qui est peut-être le crime le plus étudié et le plus attesté de toute l'histoire – sont complètement absurdes. Mais les gouvernements n'ont pas à criminaliser les opinions et les arguments, même s'ils sont abjects ou absurdes. Bien sûr, la liberté d'expression ne peut être absolue: les lois contre la diffamation, les menaces de mort et le fait de crier au feu sans raison dans un cinéma bondé, sont à la fois nécessaires et raisonnables. Mais les sociétés libres ne jettent pas les gens en prison parce qu'ils ont prononcé des discours outrageants ou proclamé des mensonges sur l'Histoire.

Il est possible que l'Autriche, la nation qui a engendré Hitler et applaudi à l'Anschluss, croit que son histoire empoisonnée a besoin d'un antidote corsé. Punir celui qui «nie, banalise outrageusement, approuve ou cherche à justifier» la Shoah ou d'autres crimes nazis peut paraître un petit prix à payer pour repousser des aspirants dictateurs et des prêcheurs de haine. **Mais le gouvernement qui peut criminaliser la négation de la Shoah aujourd'hui peut criminaliser tout autre opinion dérangeante demain.**

Les Américains doivent comprendre cela instinctivement car le Premier Amendement² [de la Constitution américaine] fait partie de leur patrimoine. «S'il y a un principe de la Constitution qui doit être plus impérativement protégé que les autres, c'est celui de la liberté de pensée, écrivait le Juge de la Cour suprême, Oliver Wendell Holmes Jr, en 1929. Pas la liberté de pensée pour ceux qui sont d'accord avec nous, mais la liberté de pensée pour ceux dont nous haïssons les pensées.»

C'est la mode dans certains milieux de dire que les États-Unis devraient faire certaines choses – comme réformer leur assurance maladie, abolir la peine de mort, etc – pour s'aligner sur la pratique d'autres démocraties. Ceux qui sont d'accord avec cela devraient réfléchir au fait qu'Irving est derrière les barreaux aujourd'hui parce que l'Autriche n'a pas de Premier Amendement. La Belgique, la République Tchèque, la France, l'Allemagne, Israël, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie ou la Suisse non plus – or, tous ces pays ont fait de la négation de la Shoah un crime.

¹ [NDT le sigle de cette association signifie un terme grossier en anglais: Auschwitz Survivors, Survivors of the Holocaust, and Other Liars.] *Le traducteur juif, un peu chochotte, n'ose pas dire que le sigle se lit "asshole", ce qui veut dire "trou du cul".]*

² [NDT Amendement qui garantit la liberté d'expression.]

«La liberté de pensée pour ceux dont nous haïssons les pensées» n'est jamais facile à promouvoir, mais sans cela, il ne peut y avoir de vraie liberté. David Irving est un ignoble personnage mais il n'a rien à faire en prison. L'Autriche devrait trouver le moyen de le libérer – pas dans l'intérêt d'Irving mais dans l'intérêt de l'Autriche.

Jeff JACOBY est journaliste au Boston Globe.

Vox dei site juif pseudochrétien

Jewish World Review 2 Mars 2006 / 2 Adar, 5766

Version originale: Freedom for the thought we hate

http://www.bethel-fr.com/afficher_info.php?id=16554.209

PIS QUE PSY

Le faurisson de l'abus?

Selon Pierre Lassus, psychanalyste et directeur général de l'Union Française pour le Sauvetage des Enfants, «les considérations [de H. Van Gijseghem] mettent gravement en cause les acquis récents, fragiles et précaires, en matière de prévention des abus sexuels et du soin des enfants victimes». Dans un article intitulé «Le Faurisson de la maltraitance?» Pierre Sabourin, psychiatre, psychanalyste, thérapeute familial et co-fondateur du Centre des Buttes Chaumont, écrit: «C'est encore une fois du négationnisme en acte dont le procédé habituel, la méthode Faurisson, tente de prouver la réalité d'un postulat (aussi fou soit-il) par tous les amalgames et toutes les confusions possibles, où peuvent se rejoindre allègrement des intellos aux sensibilités inverses, extrême-droite et ultra-gauche, mais avec des pratiques comparables de propagandisme acharné». Catherine Marneffe, médecin pédopsychiatre, thérapeute d'enfants et de la famille, fondatrice et ex-directrice du centre SOS-Enfants de la Vrije Universiteit de Bruxelles, précise: «Le professeur Van Gijseghem est en permanence dans la confusion entre l'aveu et le dévoilement de l'abus, l'aveu étant un terme qu'on attribue habituellement aux coupables, donc plutôt aux abuseurs. En disant "qu'il est capital de permettre à la victime, après le dévoilement de se taire", il mélange le silence sur l'acte sexuel en tant que tel à respecter et le silence, provoqué par l'impossibilité de mettre en mots tant de sentiments contradictoires, suscités par l'abus et son contexte et qu'il faut essayer de briser».

http://sisyphe.org/article.php3?id_article=2265

(En anglais: http://sisyphe.org/article.php3?id_article=2263)

It's happening next door: from incestuous girls to alienating mothers
par Léo Thiers-Vidal, doctorant en sociologie

UN FAURISSON DE LA MALTRAITANCE? (1999)

A propos du numéro 190 de JDJ, Décembre 1999 "Tempête autour des abus sexuels"

Dr **Pierre SABOURIN**³

Mais oui il y a de l'abus quand les les mots eux-mêmes sont attaqués et donc invalidés par un psychologue expert (HVG [= il s'agit de Hubert Van Gijseghem]), quand il se trompe de cible en faisant un bien mauvais procès au langage et à la façon de s'en servir, un procès à la parole quand c'est un enfant qui s'exprime.

La rédaction du JDJ [= *Journal du droit des jeunes*] titre son numéro de "faits et méfaits de la psychothérapie", quel scoop!

C'est encore une fois du négationnisme en acte dont le procédé habituel, **la méthode**

³ Externe des Hôpitaux de Paris, Ancien Interne des Hôpitaux Psychiatriques de la Seine, Psychanalyste, Attaché de consultation en Pédiatrie à l'Hôpital Louise Michel d'EVRY, Co-fondateur de Centre des Buttes Chaumont à Paris, co-traducteur des *Œuvres complètes* de Ferenczi et de sa correspondance avec Freud.

Faurisson, tente de prouver la réalité d'un postulat (aussi fou soit-il) par tous les am[a]lgames et toutes les confusions possibles, où peuvent se rejoindre allègrement des intellos aux sensibilités inverses, **extrême-droite et ultra-gauche**, mais avec des pratiques comparables de propagandisme acharné. Voilà où nous en sommes.

Par ailleurs HVG dans ses élucubrations écrites en qualité d'expert ne se prive pas d'attaquer no[m]mément tel psych[ia]tre [f]Français en le taxant d'une étiquette dont il est le promoteur ("syndrô[o]me de Rosenthal" dont serait atteint celui qui ne trouve que ce qu'il cherche!), et ainsi profite-t-il de cette écoute d'un Juge pour se permettre à propos d'une mère de famille qu'il n'a jamais rencontré[e], un diagnostic psychiatrique "d'aliénation parentale" !

Je ne cite que cet exemple, mais ce n'est pas le seul.

La coupe déborde, quand ce donneur de leçons aux références Nord-Américaines, invoquant des "incitations à parler" et des références comme celle de Bigras qui datent de 87 (inceste = souvenir impossible) ou d'Aulagnier (qui ne théorisait qu'à partir des psychoses de l'adulte), et avant même la Fondation des faux souvenirs, se trouve à l'affiche du n° 190 du JDJ par un article de 92 (revisité 99), qui intégrerait des données récentes, mais c'est toujours le même discours Universitaire qui persiste!

Ce *journal du Droit des Jeunes* est ici utilisé contre la parole de l'enfant elle-même, par cette propagande promotionnelle.

Tous les cliniciens observent (voir au Canada le Centre Philippe Pinel) qu'une mise en mots chez cet enfant écrasé de honte, comme une représentation graphique spontanée et mise en scène de ses traumatismes, sont les seuls recours, les secours inespérés, pour que ses mécanismes de défense (fragm[e]antation, dépression, dissociation de l'identité) puissent un jour dénouer les fixations post-traumatiques, et ensuite permettre au refoulement de fonctionner.

Tout les cliniciens observent ça, sauf ceux qui n'ont jamais pris en charge une famille avec trois générations d'abus en série, quand les viols et les coups de pieds et les menaces de mort remplacent et interdisent les paroles, justement.

L'Association pour la Formation à la Protection de l'Enfance dont je fais partie ne peut plus hausser les épaules face à ces dérives éditoriales.

Car ces balivernes sont en contradiction flagrantes avec tout ce que nous écrivons depuis des années et la notion absurde en l'occurrence de la "dictature de l'aveu" que HVG reprend de Foucault hors contexte, est une trace chez cet auteur d'une méconnaissance clinique de première grandeur: Il n'a visiblement pas la moindre expérience de ce que veut dire en France pour nous, soigner des familles maltraitantes et incestueuses.

Ce JDJ serait-il devenu sans le savoir "la vieille taupe"⁴de la maltraitance, des abus sexuels et de l'inceste passé à l'acte?

Ce serait un comble que cette couverture du Droit des Jeunes et la publicité associée vienne soutenir cet auteur-conférencier sans se rendre compte vrai[e]ment à quel point des discours de ce type sont pernicieux.

Dans cet article publié on peut lire en clair cet imaginaire de l'auteur, à la fois conventionnel et désadapté; exemple simple p. 40 du JDJ:

"Idéalement le thérapeute ne devrait pas avoir d'information sur la vie de l'enfant autre que ce que lui dit l'enfant durant la cure. S'il ressent le besoin d'avouer il le fera".

Commentaire rapide sur trois mots utilisés de façon incohérente:

1. L'idéal pour cet enfant c'est son parent abuseur qu'il protège par loyauté; imaginer un thérapeute idéal est un non-sens bien inutile.
2. L'absence d'information sur la vie de l'enfant est une complicité active avec l'abuseur présumé.
3. L'aveu est un acte de parole du coupable pas de la victime...etc

Ils sont nombreux les suiveurs d'HVG, chez les intellectuels en mal d'Infini ou de chimères⁵

Il y aura toujours heureusement des avocats pour défendre tel abuseur présumé, et c'est une

⁴ La vieille taupe, librairie fondée en 1965 par Pierre Guillaume lequell a soutenu tour à tour deux négationnistes (f)Français, Faurisson puis Garaudy

⁵ Deux revues parisiennes, L'INFINI dans son numéro 59 consacré à "La question pédophile" où se retrouve un pot-pourri d'opinions de non-professionnels de Sollers à Matzneff sans oublier Henri Leclerc (ligue des Droits de l'Homme) qui reconnaît "ne pas avoir la compétence pour aborder la question du désir des enfants". Parmi ces 45 textes seuls la réponse polie d'Elizabeth Badinter (moins de deux lignes) et le propos de Roger Dadoun (système de complicité et système de rejets) restent lisibles.

CHIMÉ[È]RES dans son numéro 36 qui peut gloser dans un éditio sur "une figure risible et dangereuse d'un enfant qui ne dirait que la vérité, rien que la vérité" (encore Foucault)...puisqu'une "nouvelle forme de folie surgit: la suspi[s]cion de "pédophilie".

Qu'on se le dise, la parole de l'enfant pourrait être dangereuse, quant à la vérité...la folie...la pédophilie il faut mettre des guillemets pour que fonctionnent les amalgames, comme dans ce même numéro René Scherer ne peut pas se dégager de l'analogie: L'abus d'alcool est dangereux, l'abus de mots....

excellente chose pour sauvegarder la présomption d'innocence face à la présomption d'abus sexuel. (Nous sommes en démocratie).

Mais l'un ne va pas sans l'autre. Il convient aussi que l'avocat de l'enfant apprenne à croire ce qu'il entend et quelquefois il préf[é]rerait être sourd.

Mais le psy. lui, n'a pas le droit d'être sourd et devrait se rendre compte du pouvoir hypnotique que la parole de l'abuseur et de ses alliés objectifs a pu avoir sur tel enfant maltraité.

Nous constatons les fulgurants progrès que cet enfant va réaliser pour sortir de sa fragmentation traumatique, grâce au pouvoir de la parole quand ses mots à lui sont crûs [=crus], reconnus, accompagnés, soutenus jusqu'aux Assises s'il le faut. .

Les témoins que nous sommes alors se révèlent être des adultes qui sont de parole, quand ils entendent, écoutent mais aussi savent prendre en compte cette révélation en miettes et si dangereuse, dans ces histoires d'incestes et de réseaux pédophiles homos ou hétérosexuels.

Les menaces existent aussi à notre égard.

Deux livres à lire pour ne pas perdre votre temps avec HVG:

1. *SILENCE on tue des enfants!* de Régina LOUF, aux Presses de Belgique préfacé par Léon Schwarzenberg. Cette jeune femme est le témoin X1 de l'affaire Dutroux, Le titre Hollandais pourrait se traduire par: Le silence profite aux crapules⁶

2. *Politique de la psychanalyse face à la dictature et à la torture, N'en parlez à personne*, par Helena Besserman Vianna, éclairé d'une préface de René Major à propos de l'incroyable attitude des Associations psychanalytiques de Rio et l'Internationale de l'époque.

Mais après tout le négationnisme n'est pas nouveau; c'est chez certains psychanalystes dans les us et coutû[u]mes comme dans les abus de pouvoir; c'est connu de tous les professionnels de l'enfance en danger.

<http://pierresabourin.free.fr/textes/fauriss.htm>

On est là avant Outreau et la complète déconfiture des "experts" psychiatriques. La seule chose sur laquelle ne s'explique pas le bon docteur Sabourin, toujours fâché avec l'orthographe, c'est une ancienne amitié qui le liait à Serge Thion, peut-être évoquée par les références à l'ultra-gauche et à la Vieille Taupe, mais sous le sceau du silence. Le silence est certainement une spécialité de la psychanalyse.

Bibliographie de Pierre Sabourin:

<http://pierresabourin.free.fr/biblio.htm>

A LA PELLE

3 mars 2006

La Cour d'appel de Limoges a rendu son arrêt dans l'affaire Georges Theil

Georges Theil (65 ans) a été condamné ce matin par le tribunal correctionnel de Limoges à une peine de six mois de prison ferme ainsi qu'à un flot d'autres peines pour avoir envoyé, cette année, à quelques personnes un exemplaire de son témoignage, *Un cas d'insoumission - Comment on devient révisionniste*. Cet opuscule de 115 pages avait été publié en 2002 sous le nom de Gilbert Dubreuil et il n'avait fait l'objet d'aucune poursuite.

La Cour d'appel de Limoges a confirmé en grande partie la condamnation de première instance:

- confirmation des 6 mois de prison ferme;
- confirmation des 30.000 euros d'amende;
- environ 9.000 euros de dommages-intérêts aux parties-civiles; mais suppression des publications judiciaires et suppression de la peine d'inéligibilité (dont M^e Delcroix, son avocat, avait démontré qu'elle était illégale en l'espèce);
- et restitution à G. Theil de ses documents et de ses ordinateurs.

⁶ *Zwijgen is voor daders.*

La majorité des arguments développés par la défense ayant été passés sous silence par la Cour dans son arrêt, G. Theil a immédiatement déposé un pourvoi en cassation.

Sous-titré "Comment on devient révisionniste", le livre, qui s'appuie sur une recherche personnelle, réussit à amener tout en douceur les craintifs vers la découverte de la question révisionniste. Sa quatrième de couverture se termine par ces mots:

N'a-t-on plus le droit de s'interroger? De réviser l'histoire? Pourquoi a-t-il fallu une loi en vue de réprimer les sceptiques? Qui a voulu cela? Des questions. Des réponses. Des rencontres. Un esprit qui cherche. Un cœur qui s'émeut. Une vie qui bascule. Un insoumis au cœur pur veut croire qu'à l'aube du troisième millénaire un débat va enfin s'ouvrir publiquement et librement sur la page la plus tragique du XX^e siècle.

On peut le commander auprès de G. Theil (BP 50-38, 38821 GRENOBLE Cedex 2), 13 euros Franco, ou le télécharger depuis le site de l'AAARGH qui l'a mis en ligne juste pour rabaisser le caquet de ces petits juges de merde:

<http://aaargh.com.mx/fran/livres6/DUBREUIL.pdf>

DANS LE ROYAUME "HACHE ET MYTHE"

Samedi soir 4 mars, dans le cadre de l'Association contre le sionisme et le racisme à Amman, Jordanie, le révisionniste arabe Ibrahim Alloush a fait une conférence sur les mythes de l'Holocauste.

Le titre de la conférence était: *L'Holocauste est-il possible scientifiquement? Et en quoi cela nous concerne-t-il, nous, Arabes, politiquement?*

Le conférencier a traité les principaux sujets suivants:

- 1) les trois composantes du mythe de l'Holocauste;
- 2) les utilisations politiques du mythe, et pourquoi il n'est pas possible de rejeter ces utilisations et en même temps d'accepter le mythe;
- 3) l'attitude des Arabes face à l'Holocauste et pourquoi on ne peut pas accepter le mythe sans porter tort à la cause de la Palestine;
- 4) résumé des travaux des historiens révisionnistes qui ont déboulonné le mythe de manière scientifique, notamment celui de la prétendue "chambre à gaz", et comment cette chambre est bien le centre du centre du mythe, et non la question de l'exagération des chiffres, comme certains le croient;
- 5) les persécutions menées contre les historiens révisionnistes et comment l'Holocauste est à considérer comme un des plus importants dossiers du conflit arabo-sioniste, et pourquoi nous devrions écraser ce mythe sans sourciller.

Lors de la séquence consacrée aux questions/réponses, l'assistance, qui remplissait la salle, a très bien réagi aux propositions avancées. Plusieurs personnes ont demandé que les conclusions de la conférence soient diffusées le plus largement possible. On sentait sans aucun doute un intérêt massif et de la sympathie pour la cause révisionniste et les historiens révisionnistes.

La morale de l'histoire est la suivante: prendre ainsi position ne nous isole pas mais nous fait toucher de plus près l'homme de la rue. Parce que ceux qui sont isolés sont ceux qui, le plus souvent, sont assis aux côtés des impérialistes et des sionistes qui critiquent "la barbarie" des autres!

WHICH CRIME?

HOLOCAUST DENIAL

By David Matas

Should Holocaust denial be a crime? David Irving was sentenced recently in Austria to three years in prison for denying the Holocaust. A *Free Press* editorial has argued that Irving should not have been convicted because "he did not accompany the denial by promoting or inciting hatred." (Austria in denial, Feb. 22). Yet, Holocaust denial always involves the promotion and incitement of hatred.

The Holocaust is one of the best documented events of all history. [**THIS GUY IS A TOTAL IGNORANT!**] There are many survivors still alive today who can testify to what happened.

There are many perpetrators who have been accused, tried, convicted, and punished. Their trials have left extensive records from the testimony of witnesses and filings of exhibits. There are museums and libraries throughout the world filled with documents and artifacts of the Holocaust. The remains of extermination camps still exist, such as Birkenau near Auschwitz and Majdanek. There are films, memoirs, TV programs all grounded in the Holocaust. There are monuments commemorating what happened where the victims were killed and where the survivors now live, including a monument on the grounds of the Manitoba legislature [**Waw!**].

One has to ask what Holocaust denial means, given this historical record. When a person says that the Holocaust did not exist, given all these court cases, all the monuments and museums, all the memoirs and films, that person is alleging a fraud on a massive scale. Obviously, if the Holocaust did not happen, the survivors, the museum curators, the historians, the librarians, the prosecutors, the judges and juries, the movie and TV producers, the reporters are not just confused or forgetful. They are lying. Holocaust denial, by its very nature, is an allegation of massive fraud. Some forms of Holocaust denial actually assert this fraud. Others do not. However, it is not necessary to say the word "fraud;" the allegation of fraud is there even where it is unspoken. The United Nations Human Rights Committee in 1996 in the case of Robert Faurisson wrote about Holocaust denial that: "It is implied, under the guise of impartial academic research, that the victims of Nazism were guilty of dishonest fabrication."

One has to ask further who would be behind such a fraud, if one accepts the fraud in the first place. The answer of Holocaust deniers is the Jews. Although much Holocaust evidence comes from non-Jews and much of the documentation is Nazi German documentation, information from survivors and the organized Jewish community is essential to the memory of the Holocaust.

Again, some Holocaust denial material explicitly accuses the Jewish community of perpetrating the fraud of the Holocaust. However, even the Holocaust denial material that says nothing about Jewish fraud implies this accusation. It is impossible to extricate Holocaust denial from this allegation of Jewish fraud, even where it is not explicit.

If we continue to follow this line of inquiry, one has to ask how such a fraud could be committed. How could the media, the libraries, the museums, the courts be filled with information about the Holocaust, if the Holocaust never happened? The answer deniers give or imply is Jewish control of the media, the libraries, the museums, the courts. Holocaust denial is a mutant of the standard historical anti-semitic smear that Jews control the world for their own evil interests. Here too, some forms of Holocaust denial state this explicitly. Even the forms of Holocaust denial that do not have this anti-semitic conclusion out front have it hidden in the background.

Finally, we have to ask, continuing to assume the fraud, why the Jewish community would carry out such a hoax. The answer Holocaust deniers give, sometimes explicitly, but otherwise implicitly, is for sympathy, for support for Israel, for reparations. Again, here we see Holocaust denial as a modern dress for a traditional anti-semitic slur, the slur that Jews are greedy.

The Supreme Court of Canada, in 1992 when it found unconstitutional the false news prohibition in the Criminal Code under which Ernst Zundel had been prosecuted for Holocaust denial, observed that different considerations might well apply to a more finely tailored provision. Since Holocaust denial is nothing more than a form of incitement to hatred against Jews, making it a criminal offence makes eminent sense.

David Matas is a Winnipeg lawyer and senior counsel to **B'nai Brith Canada**. He is the author of *Bloody Words: Hate and Free Speech*.

Winnipeg Free Press, March 5, 2006

<http://www.israpundit.com/2006/?p=340>

DU NOUVEAU DANS LES BOITES À ORDURES

Le lieu du crime

Par l'Ahuri des poubelles

On sait que les nazis ont mis autant de méticulosité à exterminer un peuple, le peuple juif, qu'à effacer les traces du génocide: invention d'un langage masquant la réalité, destruction des chambres à gaz,

broyage des os des défunts, dispersion des cendres, remodelage du paysage. La négation du crime était au cœur même du processus, et le secret dont était entourée la "solution finale" constituait ainsi une des conditions de son accomplissement. Les négationnistes d'aujourd'hui ne font que prolonger ce dispositif: nier pour mieux accomplir. Ils ont compris que le meurtre racial de masse rejette le national-socialisme en dehors des frontières humaines, et que son refoulement de la conscience est le chemin obligé pour la réhabilitation du nazisme.

David Irving a été l'un des artisans acharnés de cette entreprise de falsification: ses trente livres sur la Seconde Guerre Mondiale, dont *Hitlers' War* (1977), lui ont valu le soutien d'une multitude de groupements fascistes à travers le monde. Une activité éditoriale que pourrait résumer une de ses plus fracassantes déclarations en 1991, au Canada: *"Davantage de femmes sont mortes à l'arrière de la voiture d'Edward Kennedy à Chappaquiddick qu'à l'intérieur d'une chambre à gaz à Auschwitz"*. Manière de dire que personne n'a été victime des chambres à gaz et donc qu'elles n'ont pas existé. Dénoncé comme négationniste dans le livre *Denying Holocaust* (1995), David Irving a aussitôt brandi le drapeau de la liberté d'expression, réclamant la condamnation de l'auteur de l'ouvrage, l'historienne Deborah Lipstadt. Mal lui en a pris. Une étude approfondie des écrits d'Irving a mis à jour tous ses mensonges, ses falsifications, et son procès s'est retourné contre lui, en avril 2000, avec à la clef 4 millions d'euros à déboursier!

En France, les négationnistes ont privilégié le terrain de la reconnaissance universitaire, s'infiltrant dans certaines Facultés comme Lyon, Nantes, Saint-Denis ou Toulouse, gangrenant certains laboratoires du CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique). Ainsi, le sociologue Serge Thion a-t-il pu pendant vingt années utiliser le matériel mis à sa disposition par l'État pour diffuser ses thèses, avant d'être révoqué. Plusieurs de leurs militants ont même réussi à décrocher des diplômes prestigieux sur la base de travaux d'inspiration nazie avant que les jurys ne soient désavoués.

Depuis 1990, les associations ont pu s'appuyer sur une loi, la loi Gayssot, condamnant les propos visant à nier la réalité de l'extermination raciale. Le principe sur lequel s'adosse cette loi est simple: le négationnisme ne constitue pas l'expression d'une opinion, mais c'est une violence, une attaque intolérable ciblée sur les victimes, les survivants, sur une communauté. Ce dispositif considère également que le négationnisme est une des formes modernes de l'antisémitisme, et qu'il doit être réprimé comme un abus raciste de la liberté d'expression. Dès sa promulgation, en 1990, cette loi a été combattue par l'extrême-droite. Le Front National y a immédiatement vu un obstacle à sa réhabilitation de la période de la Collaboration, à son désir de revanche sur l'Histoire. L'avenir lui a donné raison: Jean-Marie Le Pen est à ce jour la personne la plus souvent condamnée, en vertu de la loi Gayssot, pour ses multiples attentats verbaux.

Quinze ans plus tard, il est pour le moins paradoxal de voir des historiens de renom pétitionner pour demander l'abolition de la loi Gayssot et des lois de même nature concernant le génocide des Arméniens et l'esclavage. Ils le font, il faut le préciser, non pas au nom de la liberté d'expression revendiquée de manière perverse par les négateurs, mais par refus de voir s'instaurer une *"histoire officielle"* qui bornerait la recherche scientifique.

On peut pourtant constater qu'il n'y a jamais eu autant de publications, de colloques, de films, de débats sur cette question, et qu'aucun chercheur ne s'est vu opposer la moindre limite. Seuls les faussaires ont été frappés. Les historiens remplissent leur mission qui consiste à dire ce qui a été, à le préciser inlassablement, et cela dans la plus grande indépendance. La loi est d'une autre nature: elle prend en compte leurs travaux pour fixer les frontières de l'admissible dans une société humaine, elle réprime les atteintes à la dignité. Et cela dans un mouvement d'universalité: le génocide des juifs ne concerne pas que les juifs, le génocide des Arméniens ne concerne pas que les Arméniens, le crime contre l'humanité que représente l'esclavage ne concerne pas que les Noirs. La loi me permet de dire que rien de ce qui est humain ne m'est étranger.

Il y a près de 250 ans, le débat faisait déjà rage. Dans son *Dictionnaire philosophique portatif*, Voltaire écrivait, s'agissant des juifs:

"Vous ne trouverez en eux qu'un peuple ignorant et barbare qui joint la plus indigne avarice à la plus détestable superstition et la plus horrible haine pour tous les peuples qui les tolèrent et les enrichissent". Il ajoutait: "Il ne faut pourtant pas les brûler".

Il lui fut répondu par un écrit anonyme intitulé: *"Lettres de quelques Juifs portugais, allemands et*

polonais à Monsieur de Voltaire". On y lit ceci:

"Ce n'est pas tout que de ne pas brûler les gens: on les brûle avec la plume et ce feu est d'autant plus cruel que son effet passe aux générations futures".

Ce feu générationnel est en effet passé de main en main, jusqu'à enflammer Auschwitz. Et si des lois tentent de l'éteindre en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en France, c'est tout simplement que nous vivons sur les lieux du crime.

Amnistia.net 6 mars 2006-03-08

http://www.amnistia.net/news/articles/negdoss/lieucrime/lieucrime_306.htm

TOUCHER POUR Y CROIRE

L'Iran veut inspecter Auschwitz

Le gouvernement iranien a demandé la permission au gouvernement polonais de mener des inspections sur le site des camps de la mort nazis d'Auschwitz et de Birkenau dans le cadre de l'enquête visant à déterminer si l'Holocauste a eu lieu ou non.

Le magazine juif *Forward* écrit cette semaine:

"Dans l'épreuve de force internationale qu'il a engagée, l'Iran a une fois de plus bouleversé les organisations juives et soulevé la colère des Occidentaux en mettant en question l'Holocauste. Cette fois, l'Iran a proposé d'envoyer une équipe d'enquêteurs pour inspecter sur place les camps de concentration nazis, en préalable à une conférence organisée par Téhéran pour débattre de 'la véritable ampleur de l'Holocauste'."

Le projet a été rapidement rejeté par le ministre des affaires étrangères polonais Stefan Miller:

"Il n'est pas question que nous permettions une chose pareille", a dit M. Miller à l'agence de presse polonaise PAP. "Cela dépasse toutes les normes imaginables que l'on puisse discuter de cette question."

Le Musée d'Auschwitz-Birkenau a déclaré qu'il n'autoriserait pas les experts iraniens à faire leur enquête sur l'Holocauste dans le camp. Ces mois derniers, le président d'Iran Mahmoud Ahmadinejad a contesté à plusieurs reprises la véracité des données historiques concernant l'Holocauste, tout en demandant que l'Israël soit "rayé de la carte".

3 mars 2006

<http://www.newsmax.com/archives/ic/2006/3/3/111636.shtml>

LES "NON-DITS"

Interview accordée par le professeur Butz à l'étudiant André Francisco

Un étudiant de la Northwestern University a sollicité une interview auprès du Pr Butz. Voici cette interview:

— *Bonjour professeur. Merci d'avoir accepté de répondre à mes questions: Que pensez-vous des lois qui existent dans beaucoup de pays européens et qui interdisent toute représentation divergente concernant l'Holocauste?*

— Je pense qu'elles constituent le rejet, à un niveau fondamental, de tout ce à quoi nous avons cru depuis ces deux cents dernières années. Si l'histoire du récent passé, sensible politiquement, ne peut pas être étudiée et discutée, alors c'est l'élément le plus important de tout principe de liberté d'expression qui est abandonné et, avec lui, tout modèle sérieux de "démocratie".

— *Pensez-vous que les États-Unis adopteront jamais de telles lois? Pensez-vous qu'il existe déjà aux États-Unis des "codes de non-dits" de ce genre?*

— Je doute que les États-Unis adoptent jamais le même genre de lois. Mais les "non-dits" et les "tabous" (comme je l'ai dit dans mon article du 14 février paru dans le *Daily Northwestern*) sont bel et bien vivants. De plus, je n'exclus pas l'apparition de nouvelles lois aux États-Unis qui revêtiraient une apparence différente mais auraient des effets similaires à ceux des lois européennes. Leur formulation serait vraisemblablement subtile, par conséquent je ne peux pas préciser.

— Comment, selon vous, ces pays peuvent-ils concilier ces lois ou ces codes avec la notion de libre expression? Est-ce de l'hypocrisie, ou bien s'agit-il d'une exception?

— C'est de l'hypocrisie et on a pu en prendre pleinement conscience dans l'affaire qui fait encore rage des caricatures de Mahomet. Si vous voulez savoir comment ils "concilient ces lois ou ces codes avec la notion de liberté de parole", ma réponse est qu'ils ne peuvent pas le faire. Vous devriez leur poser la question.

— Avez-vous déjà lu du David Irving? Si oui, quoi?

— J'ai lu, il y a longtemps, *Hitler's War*, son livre sur Rommel (*On the Trail of the Fox?*) et *The Destruction of Dresden*. J'en ai peut-être lu d'autres. Ceci en dépit du fait que de tels livres n'ont qu'un rapport très lointain avec mes sujets d'intérêt.

Je considère qu'Irving est un historien militaire, pas un révisionniste ni un négationniste. Sur l'"Holocauste", ses déclarations ont été troubles et contradictoires, parfois paraissant révisionnistes, à d'autres moments non. A l'époque du procès Lipstadt, en 2000, Don Guttenplan avait publié un article dans une revue et noté qu'il était impossible de définir l'opinion d'Irving sur ces questions. Eh bien, c'est exact pour ce qui est de l'"Holocauste".

L'Autriche l'a mis en prison à cause des occasions où il s'était montré révisionniste. Bien souvent, et pratiquement aux mêmes moments, il ne se montrait pas révisionniste. Il n'est pas vrai qu'il ait changé d'opinion uniquement quand il s'est trouvé confronté à une peine de prison. La vérité, c'est qu'il n'avait pas d'opinion. Néanmoins, son emprisonnement doit être considéré à la fois comme un scandale et un danger par toute personne intellectuellement intègre.

26 Feb 2006 Traduit de l'américain.

PROCÈS ZÜNDEL

Jour 6 du procès Zündel

Encore une session avortée

Cette fois-ci il y avait au moins deux fois plus de visiteurs que le 16 février - beaucoup n'ont pu entrer dans la salle - et la séance a commencé avec 45 minutes de retard dans une ambiance acceptable. Les premiers échanges assez vifs ont eu lieu avec l'avocat Jürgen Rieger pour des questions de procédure. Par contre, le président a d'abord laissé l'avocate Stolz faire un assez long exposé sans l'interrompre. Puis il y eut à nouveau des incidents, avec interruptions plus ou moins longues, entre les avocats Bock et Rieger d'une part et le président d'autre part; ils concernaient une pièce écrite remise par M^e Stolz au tribunal. En liaison avec cette pièce il y eut alors une longue interruption à propos de la note que le tribunal veut insérer dans un document d'au moins quinze pages et aux termes de laquelle la chambre s'adresse à la Cour d'appel de Karlsruhe pour obtenir l'exclusion de Sylvia Stolz au motif que celle-ci abuse de sa position d'avocate pour contrecarrer l'action pénale en cours. Ladite note a été lue par le Dr. Meinerzhagen lui-même. L'avocat Schaller de Vienne a eu ensuite la parole pendant environ une demi-heure durant laquelle il a développé ses considérations sur la notion de notoriété publique en matière judiciaire et sur le rôle dévolu aux experts.

La séance a été close à 14 heures et la poursuite du procès différée à une date indéterminée. Il serait vain de compter sur la tenue d'une prochaine séance avant Pâques.

10 mars 2006

Rappelons qu'en Allemagne il est interdit, même dans les prétoires, de discuter de l'"Holocauste" ou des chambres à gaz qui sont censés être des faits "de notoriété publique" (Offenkundigkeit). On espère que l'avocat Schaller aura relevé l'absurdité de cette notion selon laquelle "tout le monde savait": car tout le monde savait sauf... les principaux acteurs de la guerre, Eisenhower, Churchill, de Gaulle, Staline, Benès, tous hommes politiques qui, dans leurs mémoires ou dans les écrits qu'ils ont pu laisser, n'ont jamais mentionné, même d'un mot, l'existence de ces impossibles abattoirs chimiques. Sur quoi repose alors cette "notoriété publique"?

UN RACKETT TOUJOURS FLORISSANT
LES VOLEURS AU POUVOIR

Hungary offers compensation for survivors' families

By Amiram Barkat

The Hungarian government will allow first-degree relatives of Jews who were killed in the Holocaust to submit claims for monetary compensation, it was reported yesterday during a meeting of the Conference on Material Claims Against Germany in Budapest yesterday. The president of the Conference, Israel Singer, said he welcomed the decision and that the compensation money would greatly assist many Hungarian Holocaust survivors who were in dire economic straits. Singer said no sum of money could compensate for the suffering and loss, but symbolic compensation had a great deal of importance.

The claims may be submitted until July 31, 2006. The amount of compensation, 400,000 forint (about \$1,800) is to be divided between spouses, siblings and children of victims. The Claims Conference will be issuing directives for submitting the claims in the near future. In 1997, Hungary proposed paying \$150 for a parent and \$70 for a sibling killed in the Holocaust. In 1999, under pressure from the Claims Conference, the Hungarian parliament increased the amount significantly, but conditioned payment on the claim being submitted before the original deadline, i.e., at the end of 1997. Hungarian government leaders who met this week with Singer and other senior Claims Conference officials, also promised to move ahead on the matter of returning private property seized from Jews who died in the Holocaust.

Ha'aretz 10 mars 2006-03-11

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/692622.html>

INTERVIEW

Request from the Spanish newspaper *El País* to Horst Mahler

Ana Carbajos

Q: What is your opinion on Irving trial? Why do you think he ended up denying the existence of gas chambers?

A: The Irving trial is a heavy blow against Jewish supremacy. Imagine! A world-famous historian having held almost twenty years ago a lecture on his findings earns for that a three-years-sentence! That is the revival of inquisition in Europe. The Europeans of today will not accept inquisition.

Inquisition is a crime. The "judges" of Vienna are perpetrators of a capital crime and will be punished for that. Europa is at the dawn of a revolution to free itself from the Jewish yoke. The Holocaust is the biggest lie of history. Do You think that in the third millennium after Jesus Christ lies are a solid fundament of world dominance?

Irving did what Galileo Galilei did to save his life. In Vienna the murderers of the freedom of speech could bring out a sentence up to 20 years of imprisonment. It's barbaric.

Q: Why do you think freedom of expression is defended in the issue of the cartoons and not for the revisionism?

A: The media put it as the Jews like it.

Q: Why the German authorities won't let you assist to the conference in Teheran? Could you tell me about other european academics or groups planning to assist?

A: There are no German authorities. The Federal Republic of Germany is a puppet-regime. The State of the German people is the German Reich. This was defeated twice by the western powers. The latter acted under the influence of the Jewish agencies. They are the winners of both world-wars. All-Europe and the white race is the loser. The puppet-regime is hindering me to go to Teheran because the enemy knows what I'll say.

Q: What kind of collaboration is it established between the Iranian regime and the European revisionism? Is there a joint platform?

A: The truth is universal and needs no "joint platform". The Iranians know all the stuff which the revisionists have gathered. The coming "Commission" will work like a burning glass. It will put fire on the heap of lies.

Q: To finish, I'm looking forward to talk to the people who are organizing the conference in Teheran to know when and where will take place. Can you suggest me someone to talk to in Iran?

A: The officials working for the conference in Teheran are known by reports in the *Teheran Times*.

22 février 2006

PIQUIRE DE RAPPEL

Spécialiste de Heidegger et décédé il y a cinq ans (en 1983) Le philosophe Jean Beaufret aurait cautionné les thèses "révisionnistes" sur les chambres à gaz

Michel Kajman

La revue *Annales d'histoire révisionniste*, qui véhicule notamment les thèses de M. Robert Faurisson dites "révisionnistes" sur l'existence et le rôle des chambres à gaz utilisées par les nazis au cours de la seconde guerre mondiale, publie dans son troisième numéro deux lettres du professeur de philosophie Jean Beaufret, adressées à M. Faurisson.

Jean Beaufret, décédé en août 1982, à l'âge de soixante-quinze ans, avait rencontré en 1946 Martin Heidegger dont il diffusa en France la pensée et les œuvres. Toute la vie intellectuelle de Jean Beaufret fut à partir de ce moment un long dialogue avec le philosophe dont l'attitude de soutien au nazisme fait depuis longtemps l'objet d'une âpre controverse, ravivée en France en 1987 par la parution du livre de Victor Farias *Heidegger et le nazisme*.

Jean Beaufret, qui avait lui-même activement participé à la Résistance à Lyon, a toujours défendu publiquement la thèse selon laquelle les rapports d'Heidegger avec le nazisme se sont limités "à dix mois de coopération administrative et d'accord publiquement proclamé". Ainsi s'exprimait-il dans un entretien accordé au *Monde* en 1974. Les deux lettres aujourd'hui diffusées par M. Faurisson sont présentées comme une réplique à la publication par *Le Matin de Paris* à la fin de 1987 des révélations d'un ancien élève de Jean Beaufret, M. Emmanuel Martineau, qui affirmait que Jean Beaufret "s'était converti in extremis aux positions dites révisionnistes du susnommé Faurisson".

Dans l'une de ces lettres, dont *Le Monde* n'a pu vérifier l'authenticité, datée du 22 novembre 1978, on lit:

"Ce mot simplement pour vous transmettre le témoignage de mon indignation devant l'acharnement contre vous — presque unanime — de la presse. Nous assistons visiblement à la «définition» d'un dogme historique, avec toute l'agressivité que le dogmatisme a coutume de déployer. Les introuvables «enfants aux mains coupées» dont parle Gide dans son *Journal* sont dépassés. Je crois que j'ai fait pour ma part à peu près le même chemin que vous, et me suis rendu suspect pour avoir fait état des mêmes doutes. Heureusement pour moi, ce fut oralement. Mais je ne m'en demande pas moins jusqu'où iront des gens au nom de la probité scientifique!

"J'ai eu vos coordonnées par Maurice Bardèche, qui est un vieil ami dont je suis bien loin de partager la «doctrine». Mais, ici, il ne s'agit pas de doctrine. C'est simplement, comme dit le Leibniz des *Nouveaux Essais*, «un point de fait ou d'histoire».

"Vous avez déchainé la meute. Bon courage pour les jours à venir. Peut-être se trouvera-t-il des collègues qui se réveilleront de leur léthargie? A moins que l'Université ne soit devenue — ce que je crois aussi — totalement obédientielle." (...)

Cette publication relancera probablement une polémique dans laquelle les aspects politiques et historiques le disputent, sans toujours échapper à un certain confusionnisme ou aux effets de mode successifs, à l'épineuse question des rapports entre la pensée et l'action.

Le Monde, 8 janvier 1988.

Le cuistre évite de donner la référence: *Annales d'histoire révisionniste*, n° 3, automne-hiver 1987, p. 204. La lettre est datée du 22 novembre 1978.

ENFILAGE DE PERLES

Commentaire sur: Valérie Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, Seuil 2000**Michel Volle**

15 juin 2003

Alors que le *révisionnisme* est en histoire une méthode nécessaire (il faut toujours, pour les améliorer et les enrichir, *réviser* les analyses des historiens antérieurs), le *négationnisme* s'entête à nier des faits avérés. Les chambres à gaz, disent les négationnistes, n'ont pas existé, ou si peu qu'elles ne sont qu'un *détail* de la deuxième guerre mondiale.

Faisant flèche de tout bois, ils tirent argument de certaines affirmations trop rapides. Il est vrai que les camps de concentration n'étaient pas tous équipés de chambres à gaz; que la chambre à gaz d'Auschwitz, que les SS avaient dynamitée, a été reconstruite par les Soviétiques; qu'un livre comme *Treblinka*, de Jean-François Steiner, relève non de l'histoire ni du témoignage mais d'une «forme proprement immonde d'appel à la consommation et au sadisme⁷». Tous ces faits vrais sont mobilisés pour étayer une thèse fausse, la négation du génocide commis par les Nazis.

Il ne faut pas en effet compter sur un négationniste pour soupeser les arguments *pro et contra*: son instruction, unilatérale, est étanche aux travaux des historiens les plus rigoureux qu'il s'acharne à contredire.

Les motivations des négationnistes sont diverses. Certains recherchent la notoriété que procure une position «originale», d'apparence héroïque. D'autres sont des antisémites qui veulent voir dans cette affaire une escroquerie montée par les juifs pour soutirer de l'argent aux Allemands. D'autres, ou les mêmes, sont des Nazis convaincus soucieux de restaurer l'image de leur doctrine. D'autres enfin, ne parvenant pas à concevoir la réalité d'un tel crime, préfèrent la nier.

Certains d'entre eux ont une bonne plume et l'appareil de leur érudition (recours aux archives, citations, bibliographie, index, notes en bas de page) est construit de façon à présenter les signes extérieurs du sérieux. Leur argumentation est d'autant plus agile qu'il ne se soucient aucunement de l'accord entre leur propos et les faits⁸.

La série de portraits tracée par Valérie Igounet permet de suivre la trajectoire des négationnistes les plus marquants: Maurice Bardèche; Paul Rassinier, ancien déporté (dans son camp il n'y avait pas de chambres à gaz, et il a éprouvé plus de rancune envers les déportés communistes qu'envers les Nazis); Robert Faurisson; Henri Roques, etc.

* * *

Les négationnistes sont des personnes à idée fixe. Suffit-il, pour les comprendre, de dire qu'elles sont un peu tapées? ce serait ne pas rendre justice aux mécanismes intellectuels de l'extrême droite.

Fondée sur le rejet de la philosophie des Lumières et de la Révolution française, cultivant la fidélité à la terre et au sang⁹, l'extrême droite refuse et méprise l'expérience. Elle se forge une «vérité» conforme à son rêve. Elle emprunte ses procédés à la magie, en entendant ici par «magie» l'action physique d'une volonté qui utilise des moyens exclusivement symboliques.

La «magie» est il est vrai parfois efficace. Une volonté qui s'affranchit de tout réalisme peut accéder à des modes d'action que des réalistes n'auraient pas envisagés: les Nazis ont efficacement innové en publicité. Par ailleurs l'action déraisonnable, voire loufoque, surprend un temps l'adversaire dont elle déconcerte les plans.

Cependant les succès du négationniste durent peu précisément parce qu'il se refuse à tirer les leçons de l'expérience. Si la Wehrmacht a réussi ses campagnes contre la Pologne en 1939, puis contre la France en 1940, ces succès, ayant accru l'autorité de Hitler, ont indirectement suscité ses échecs face à la Grande-Bretagne, puis à l'Union Soviétique et à l'Amérique. La magie, s'appuyant sur des symboles, ne peut être efficace que sur le terrain du symbole. Le symbole remue les foules mais la kinesthésie, effet immédiat du symbole sur la nature physique, ne fonctionne pas.

⁷ Pierre Vidal-Naquet, *Les assassins de la mémoire*, La Découverte 1987 p. 27

⁸ «In der Größe der Lüge [liegt] immer ein gewisser Faktor des Geglaubtwerdens»; cet allemand bizarre se traduit ainsi en bon français: «La taille du mensonge est un facteur de crédibilité» Adolf Hitler, *Mein Kampf*, Franz Eher Verlag 1933, page 252.

⁹ Cf. Zeev Sternhell, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Fayard 2000.

* * *

L'extrême droite aime à se décrire comme un système d'ordres de chevalerie dont les adeptes reçoivent une initiation. Alors le mot «vérité» ne recouvre pas le compte rendu des *faits*, jugés trompeurs et confus, mais la fidélité à une *doctrine* (religieuse, politique ou scientifique) à laquelle l'individu adhère parce qu'il l'a reçue d'une personne en qui il avait confiance¹⁰.

L'extrême droite est donc *essentiellement négationniste*. Son grand ennemi, ce n'est pas la gauche¹¹, mais la démarche expérimentale. Celle-ci est sceptique tout comme le négationnisme, mais ces deux scepticismes s'opposent diamétralement: la démarche expérimentale se défie des idées et veut donc éprouver leur solidité; le négationniste, lui, se défie des faits qui risquent de contredire sa doctrine (donc d'être «faux» puisque ce qui contredit la «vérité» est faux par définition).

Certes la démarche expérimentale élabore une «doctrine»: les modèles qu'elle construit, même hypothétiques, concrétisent un investissement auquel elle ne renonce pas facilement. La contradiction que les faits lui apportent ne sera donc pas acceptée sans examen. L'écart entre le négationnisme et la démarche expérimentale ne réside pas dans l'existence d'une doctrine – elle est présente dans les deux cas – mais dans le fait que la doctrine est, chez le négationniste, étanche à l'enseignement des faits, qu'il méprise.

Racines philosophiques

Le négationnisme peut se recommander d'une tradition théologique et philosophique.

Dans la tradition de la théologie catholique orthodoxe, l'autorité de la parole révélée, de l'enseignement des Pères de l'Église, des dogmes énoncés sous l'inspiration de l'Esprit Saint, s'impose de façon absolue. Certains accordent la même autorité aux règles de l'institution ecclésiastique. Mais pour la démarche expérimentale l'argument d'autorité est, en tant que tel, sans valeur. Le conflit entre la science et l'Église n'est pas lié à une conjoncture historique (la condamnation de Galilée, prononcée en 1633, a été annulée en 1992): il résulte d'une conception différente de la vérité <http://www.volle.com/lectures/igounet.htm> - [ftn6](#)¹².

Dans sa démarche critique, la philosophie s'est appliquée à souligner les illusions qui peuvent accompagner l'observation des faits bien plus qu'à débusquer entre l'expérience et la pensée les contradictions qui invalident cette dernière. L'idéalisme néo-platonicien (Plotin, 205-270) affirme la réalité des Idées qu'il oppose aux apparences (ou phénomènes¹³) que procure l'observation du monde: ainsi il dévalorise l'expérience.

Le négationniste peut s'appuyer sur ces traditions pour construire sa forteresse intellectuelle. La conversation avec lui est stérile: pour réfuter les faits qu'on lui oppose, il arbore le sourire entendu de l'initié. A vrai dire on se retient parfois d'argumenter avec lui: si l'on savait sa doctrine, sa personnalité s'effondrerait. Il est aussi fragile que rigide.

Négationnisme et liberté de pensée

La liberté de pensée fait peur: si chacun est libre de penser ce qu'il veut, n'est-ce pas l'anarchie? n'est-il pas préférable de consolider la société par l'adhésion de tous à une même doctrine?

Les êtres humains se distinguent les uns des autres par leur maturité, leur situation sociale et leur tempérament. Notre représentation du monde évolue entre l'enfance, l'adolescence, l'âge adulte et la vieillesse; notre position sociale détermine notre point de vue; notre tempérament, passif ou actif, introverti ou extraverti, le colore. Mais si nous suivons la démarche expérimentale, c'est le même monde que nous observerons et dont nous parlerons; si nous savons pratiquer le respect, chacun sera capable de comprendre comment sa «vue» du monde s'articule aux «vues» des autres: l'un des apports les plus précieux de la culture, de la lecture, est de nous accoutumer au voyage mental lors duquel on adopte, fût-ce transitoirement, le point de vue d'un autre. Ainsi la liberté de pensée, quand elle est associée au respect envers l'expérience, rassemble autour du même monde la diversité des points de vue particuliers entre lesquels s'entretient un dialogue.

Le négationniste par contre se réclame de la liberté de pensée non pour réviser la doctrine à la

¹⁰ Himmler avait organisé les SS comme un ordre de chevalerie. Leur devise était «Meine Ehre heißt Treue», «Mon honneur s'appelle fidélité».

¹¹ Extrême droite et extrême gauche se rejoignent dans le même négationnisme

¹² «The theologians who declined, when invited, to look through Galileo's telescopes, were certainly scholastics, and therefore already, as they thought, in possession of sufficient knowledge about the material universe. If Galileo's findings agreed with Aristotle and St Thomas there was no point in looking through a telescope; if they did not they must be wrong», «Les théologiens qui, lorsque Galilée les y invitait, refusaient de regarder dans le télescope, étaient des scolastiques: ils pensaient donc tout savoir sur le monde physique. Si les découvertes de Galilée étaient conformes à l'enseignement d'Aristote et de Saint Thomas, il n'était pas nécessaire de regarder dans le télescope; et si elles ne l'étaient pas, elles étaient nécessairement fausses» Joseph Needham, *Science and Civilisation in China*, Cambridge University Press 1991, vol. 2 p. 90

¹³ Φαίνω signifie paraître.

lumière de l'expérience, mais pour pouvoir nier l'expérience au bénéfice de la doctrine. Or les doctrines, lorsqu'elles s'affranchissent de tout lien avec la réalité, peuvent être d'une extrême diversité (ainsi les religions semblent très différentes tant qu'on ne les relie pas au fonds commun de l'expérience humaine). Alors elles sont un facteur de division sociale, de guerre de religion comme d'affrontement idéologique.

<http://www.volle.com/lectures/igounet.htm>

Encore un gugusse qui ne mérite qu'une appellation: minus habens. Il n'a aucune chance de pouvoir appréhender aucune réalité, avec la marmelade qui lui sert de cervelle.

SA SUFFISANCE PREND UNE ÉNORME BAFTE

H. Roques obtient la condamnation de P. Vidal-Naquet pour diffamation

Robert Faurisson

Ce 8 mars 2006, au terme d'un marathon judiciaire qui aura duré un peu plus de sept ans, Henri Roques a enfin reçu un chèque du montant de la somme au versement de laquelle avaient été solidairement condamnés, le 18 janvier 2001, Pierre Vidal-Naquet et les Editions du Seuil pour l'avoir **diffamé** dans un ouvrage paru en 1998.

Au sujet de la thèse universitaire d'H. Roques sur les différentes «confessions» du SS Kurt Gerstein, P. Vidal-Naquet avait eu l'aplomb d'écrire: «Si j'en crois un témoin bien placé pour le savoir, [cette thèse] aurait été rédigée non par Henri Roques, qui ne sait pas un mot d'allemand, mais par mon ancien camarade [de cagne], Robert Faurisson en personne» (*Mémoires*, 2, Seuil/La Découverte, 1998, p. 44, n. 1).

La vérité est qu'H. Roques avait une bonne pratique de l'allemand et que R. Faurisson l'avait conseillé dans ses recherches sans pour autant rédiger une seule ligne de la thèse.

Quant au témoin invoqué par le diffamateur, il écrivait dans une attestation remise au tribunal de Paris: «Je n'ai jamais eu d'entretien de vive voix avec M. Pierre Vidal-Naquet. J'ai eu seulement avec lui un échange de correspondance, où la thèse de Monsieur Henri Roques n'était pas évoquée».

Bref, P. Vidal-Naquet, pris au piège de ses inventions, ne pouvait, pour se tirer d'affaire, interjeter appel. Car quel argument nouveau aurait-il pu invoquer en cause d'appel?

C'est là que le diffamateur allait apporter d'autres lumières encore sur sa personnalité.

En effet, dans ses conclusions d'appel, il allait essentiellement faire valoir que la thèse d'H. Roques était *devenue* «contraire à l'ordre public» puisque, aussi bien, avec le temps, elle avait *fini par contrevenir* à la loi antirévisionniste, dite «loi Gayssot»!

La thèse datait de 1985 et la «loi Gayssot», de 1990! Par ailleurs, P. Vidal-Naquet, qui, dès 1986, avait appelé de ses vœux la création d'une loi antirévisionniste précisément à l'occasion de l'affaire déclenchée par la thèse d'H. Roques, était connu pour avoir ensuite fait profession de réprouver toute loi antirévisionniste et, en particulier, la «loi Gayssot»!

Dans son arrêt du 28 novembre 2002, la cour d'appel de Paris (M. Grellier, Mme Brongniart, M. Diximier), se fondant essentiellement sur l'existence de la «loi Gayssot», déclarait recevable l'étrange argument de P. Vidal-Naquet et irrecevable l'action d'H. Roques.

Heureusement, le 13 janvier 2005, la cour de cassation cassait et annulait dans toutes ses dispositions l'arrêt de la cour d'appel de Paris et renvoyait les parties devant la cour d'appel d'Orléans. Le 7 décembre de la même année, cette dernière, constatant le *désistement* de P. Vidal-Naquet et des Editions du Seuil, condamnait ces derniers au paiement des frais de tous les procès.

En conséquence, en ce même 7 décembre 2005, le jugement du 18 janvier 2001 reprenait force. Trois mois plus tard, le 8 mars 2006, H. Roques recevait son chèque et, par là même, l'ultime confirmation de sa victoire sur son diffamateur, P. Vidal-Naquet.

18 mars 2006

Pierre Vidal-Naquet n'a pas supporté d'être condamné à la demande d'un "assassin de la mémoire", membre de la "petite secte abjecte" et "satanique". Il fit appel, invoquant l'irrecevabilité de la plainte d'Henri Roques. Ce dernier fut condamné en appel. Le président de la Cour ayant été mis en minorité, l'arrêt fut obtenu dans des conditions curieuses. Il était assorti de dommages et intérêts, à la charge du condamné. Henri Roques se pourvut en cassation et, le 13 janvier 2005, il apprit que la Cour avait cassé l'arrêt. Toutefois, la Cour de cassation renvoyait les parties devant la Cour d'appel d'Orléans, fixant la date limite pour prendre une décision au 22 juin 2005.

Convaincu qu'il n'obtiendrait jamais de dommages et intérêts substantiels, H. Roques laissa l'initiative à ses adversaires. Ces derniers tentèrent une opération vouée à l'échec en saisissant la Cour d'appel d'Orléans le 5 septembre 2005, c'est-à-dire deux mois et demi après la date limite. Finalement, le 5 décembre 2005, Vidal-Naquet et le Seuil se désistèrent. Il ne restait plus à la Cour d'appel d'Orléans réunie en chambre solennelle qu'à constater le désistement réciproque des protagonistes, à condamner aux dépens des différentes juridictions Vidal-Naquet et son éditeur, et à reconnaître comme seul valable le jugement du tribunal de grande instance de Paris, prononcé le 18 janvier 2001, jugement qui donnait satisfaction à Henri Roques. Le 6 janvier 2006, dans une interview donnée à Libération, Vidal-Naquet se vantait d'avoir "écrabouillé les révisionnistes comme des cafards", ajoutant que c'était lui qui les avait "vraiment tués, comme tout le monde le reconnaît". "C'est une des fiertés de ma vie" concluait-il. "A chacun sa fierté", dit le Dr Roques. "La mienne c'est d'être le premier révisionniste à avoir réussi, malgré bien des obstacles, à faire condamner Vidal-Naquet." Shylock a dû se séparer de sa livre de chair!!!

LES GRANDES PANURGIES LYONNAISES

LES ZOLOMANIAQUES CONFITS EN DÉVOTION

Enfants déportés de Lyon: retour vers le passé en DVD

Les enfants déportés de Lyon et de son agglomération sont sortis de l'ombre. Un DVD initié par le Centre de documentation sur la déportation des enfants juifs exhume avec justesse leur destin fauché

Yves Picard ypicard@leprogres.fr

Les 388 enfants juifs déportés de Lyon et de son agglomération ne sont plus uniquement des numéros sur les listes allemandes des convois qui les ont emmenés vers la mort.

Au cours de l'année 2005, la région Rhône-Alpes, en partenariat avec le Rectorat de l'académie de Lyon, avait déjà pris l'initiative de **sceller des plaques commémoratives** dans les lycées et les collèges, où ces enfants étaient scolarisés à Lyon, Villeurbanne ou Saint-Fons. Mais grâce aux recherches effectuées par les bénévoles du Centre de documentation sur la déportation des enfants juifs (CCDEJ) de Lyon, ces jeunes victimes de la Shoah sont véritablement sorties de l'oubli grâce à un DVD destiné à être utilisé par les enseignants des établissements scolaires de l'agglomération.

Ce projet de longue haleine est né en 1987, à l'époque du procès Barbie, du simple constat «que nulle trace n'avait été conservée des enfants déportés de Lyon». A partir des listes dressées par Serge Klarsfeld, une quarantaine de bénévoles du CCDEJ avec l'aide de l'Association des fils et filles de déportés, et avec l'accord et l'appui de l'Inspection académique et du Rectorat ont mené **un véritable travail de titan**, retrouvant les documents scolaires de 76 des 145 enfants scolarisés déportés de l'agglomération, recoupant documents et témoignages des familles ou des témoins.

Des visages pour parler aux jeunes générations

La Région Rhône-Alpes et la ville de Lyon ont alors émis le vœu que, **d'une certaine façon**, ces documents d'archives, pour la plupart inédits, soient **d'une certaine façon** restitués. C'est ainsi qu'ils ont subventionné le DVD. Ce dernier, réalisé par l'association lyonnaise Fréquence écoles, avec l'aide pédagogique du CHRD, nous replonge avec justesse et sensibilité dans le quotidien de ces enfants promis à un destin tragique. Des visages sortent de l'oubli pour parler aux jeunes générations de leur vie d'enfants ou d'adolescents. Des poèmes parlent d'un monde sans guerre. Bulletins scolaires, cartes d'identité, registres de livres ou photos de classes attestent de vie fauchées pour le simple fait d'être né juif. «Chaque fois qu'un de ces élèves était sorti de l'anonymat, le courage nous était rendu pour mener ces recherches à leur terme» témoigne **Gérard Panczer** coordinateur du CCDEJ. **[Tiens, ça faisait longtemps que l'on n'avait pas eu de nouvelles de notre**

calomniateur et de son électroluminescence.]

Philippe Videlier, historien chercheur au CNRS et attaché au Centre de la mémoire de Villeurbanne a servi de guide dans l'analyse historique des documents retrouvés. **[Ce connard devait immanquable surgir...]**

Dire l'indicible de la barbarie nazie n'est pas aisé, mais le DVD trouve l'équilibre entre l'émotion qui submerge et le pur raisonnement.

La Shoah sort des livres d'histoire pour parler aux écoliers d'aujourd'hui de vrais élèves des années quarante, en leur racontant leur tragique destin. Il reste maintenant à tester auprès des enseignants l'efficacité pédagogique de cet outil qui leur est destiné. En effet pour l'instant le DVD et son livret pédagogique est réservé à cet usage et ne devrait pas être commercialisé. La ville de Lyon a commandé pour l'instant 300 exemplaires.

Le Progrès, 21 février 2006.

LES GUIGNOLOS PRENNENT DES CLAQUES

Non-lieu pour Bruno Gollnisch après une plainte du Mrap

Le juge d'instruction lyonnais Jacques Chauvot a rendu une ordonnance de refus de mise en examen et de non-lieu en faveur du numéro 2 du Front national, Bruno Gollnisch, poursuivi pour "contestation de crime contre l'humanité" à la suite d'une plainte déposée par le Mrap, apprend-on de source judiciaire.

Pour justifier sa décision, le juge d'instruction considère qu'il n'est "pas douteux que Bruno Gollnisch ait manifesté clairement sa réprobation des crimes nazis évoquant les millions de morts et les massacres perpétrés dans les chambres à gaz".

"La réalité des camps d'extermination organisés quasi-industriellement n'a pas été contestée lors de cette conférence de presse par Bruno Gollnisch qui, sur ce point, répondait à des questions de journalistes", ajoute le magistrat.

Vendredi soir, Bruno Gollnisch a qualifié cette décision de "coup de théâtre judiciaire". "Il s'agit d'une première étape dans le démontage d'une manipulation dont beaucoup ont été intoxiqués à leur corps défendant mais que quelques-uns ont délibérément instrumentalisée, à commencer par le ministre de la Justice, Dominique Perben", a-t-il estimé.

Le parlementaire européen fait néanmoins l'objet d'une autre procédure pour les mêmes faits. Il est poursuivi en citation directe par le parquet de Lyon, sur demande de Dominique Perben, garde des Sceaux au moment des faits, en 2004. Cette audience est toujours fixée au 23 mai prochain.

Le parquet a fait appel de la décision du juge, de même que les instances nationales du Mrap. Les parties civiles demandent que les deux procédures soient jointes.

L'Express, 17 mars 2006.

<http://www.lexpress.fr/info/infojour/reuters.asp?id=16635&2108>

Perben, prépare-toi, on a les plumes, on met le goudron à chauffer...

L'AMUSANTE AFFAIRE GUYOT

Lyon III soutient son ancien président condamné par la justice

Le président de l'université Lyon III Guy Lavorel a annoncé mercredi qu'il ne souhaitait pas se séparer de Gilles Guyot, ancien président de l'université et actuel directeur de l'IAE de Lyon, condamné à quatre mois de prison avec sursis et à 10.000 € d'amende pour «prise illégale d'intérêt». L'association Hippocampe, l'UNEF et l'UEJF avaient demandé mardi à Guy Lavorel de prendre des mesures disciplinaires à l'encontre de Gilles Guyot et de lui d'interdire l'accès à l'université.

Lyon Mag 13 avril 2006

<http://www.lyonmag.com/>

L'Université Jean Moulin Lyon 3 victime de Gilles Guyot

Communiqué de l'UNEF

Gilles Guyot vient d'être condamné par la justice pour prise illégale d'intérêts à 4 mois d'emprisonnement avec sursis et à 10.000 euros d'amende. Présent à l'audience, il a déclaré vouloir

faire appel de cette cinglante condamnation. Nous déplorons qu'après avoir été traînée dans la boue raciste et **négaionniste**, l'image de notre université soit désormais encore une fois écornée par les faits graves reprochés au professeur Gilles Guyot.

Par conséquent, nous demandons à Gilles Guyot:

— de démissionner de tous ses mandats électifs au sein de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Nous demandons à Guy Lavorel, président de l'Université Jean Moulin Lyon 3:

— de se positionner publiquement **quant à** la condamnation de son prédécesseur afin de rassurer l'ensemble de la communauté universitaire **quant à** sa volonté de se démarquer de telles pratiques

— de s'expliquer publiquement **quant à** son refus de se constituer partie civile dans cette affaire, alors même que juridiquement, l'Université Jean Moulin est considérée comme "victime" des agissements condamnés aujourd'hui

— de saisir dans les plus brefs délais la section disciplinaire de l'Université à l'encontre de Gilles Guyot

— à titre conservatoire, dans l'attente de jugements définitifs, de retirer toutes les missions confiées à Gilles Guyot par la Présidence de l'Université

— de refuser de régler sur les fonds de l'Université les frais d'avocat de Gilles Guyot. En effet, ce dernier tente de se prévaloir de la fameuse "protection des fonctionnaires". Nous rappelons à Guy Lavorel que le délit de prise illégale d'intérêt ne saurait être assimilé à une «faute de service». Nous informons le président Guy Lavorel que nous sommes déterminés à obtenir des réponses à nos demandes.

Romain Kanta L'Huillier, Elu UNEF au conseil d'administration de Lyon 3

Stéphane Kanta Nivet Président de l'association Hippocampe

Arthur Kanta Dreyfuss Président de l'UEJF Lyon

LES GUIGNOLS À PLUME

Un stalinien atroce

Raphaël Ruffier

L'ancien président de l'université Lyon 3 (1997-2002), Gilles Guyot, passait vendredi après-midi en procès pour "faux" et "prise illégale d'intérêt", suite à un signalement de la chambre régionale des comptes. La justice lui reproche d'avoir, à l'été 2002, dans les derniers jours de sa présidence, recruté sa propre sœur, Geneviève Guyot, sur un contrat de professeur agrégé, alors qu'elle n'avait pas cette qualification. La justice lui reproche en outre d'avoir antidaté son contrat de travail, signé en réalité deux jours après la fin de son mandat de président, et d'avoir mentionné une discipline erronée sur ce même contrat.

Le procès n'a assurément pas été une partie de plaisir pour Gilles Guyot. Pendant trois heures, il a dû répondre à un feu nourri de questions d'un président de tribunal bien au fait de son dossier. Ses supporters, qui remplissaient la moitié de la salle d'audience, ont essayé de venir à son secours en gémissant lorsque leur idole se trouvait acculée. Le président du tribunal les a calmés aussi sec: "Si cela continue, vous sortez. C'est inadmissible! Je ne veux pas entendre une mouche voler". Lors de la pause, une supportrice de Guyot ne s'en était toujours pas remise: "Ce président c'est un stalinien atroce." Au contraire, les militants des associations étudiantes Unef et Hippocampe, habitués à retrouver Guyot face à eux au tribunal, jubilaient.

Gilles Guyot a d'abord essayé de convaincre le tribunal que ce n'était pas lui qui avait décidé du recrutement de sa sœur, qu'il s'était contenté de signer le contrat que les services lui présentaient. Il prétendit même qu'il n'était pas au courant du recrutement de sa sœur, et qu'il l'a appris en découvrant son contrat. "Pourquoi n'avez-vous pas demandé à votre successeur, Guy Lavorel, de signer ce contrat?" lui a demandé l'un des juges, constatant un "conflit d'intérêt". Guyot reconnaît alors une "maladresse".

Le tribunal a surtout été interpellé par le fait que le recrutement concerné n'a pas été fait selon la loi. Geneviève Guyot, n'étant pas agrégée, ne pouvait être recrutée que si aucun candidat agrégé ne se présentait. Mais le poste n'ayant pas été publié, comme le prévoit la loi, elle était la seule candidate. Une "pratique courante" dans l'université a répondu Gilles Guyot, selon qui, lorsque l'université a sous la main un candidat qui "fait l'affaire", elle ne publie pas. "Ce n'est pas parce que vous décrivez une pratique qu'elle est régulière! (. . .) Il se trouve que c'est votre sœur qui en a bénéficié. Et c'est susceptible de constituer une prise illégale d'intérêt" le poste. [**cette phrase est incomplète**] "Ce

n'est pas parce que vous décrivez une pratique qu'elle est régulière! (...) Il se trouve que c'est votre sœur qui en a bénéficié. Et c'est susceptible de constituer une prise illégale d'intérêt", lui a rétorqué le président.

Gilles Guyot a essayé de se refaire grâce à ses témoins. Le premier, Claude Marsot, s'est fait retoquer sur le même sujet: "En tant que secrétaire général de l'université, vous ignorez la loi. C'est assez consternant!" lui a envoyé le président. Le second témoin, Francine Demichel, ancienne enseignante de Lyon 3 et directrice de l'Enseignement supérieur de 1997 à 2002, a défendu: "Peut-être que la loi le dit. Mais, dans la pratique, si vous publiez tous les postes, vous étouffez le système." "Qu'est-ce qui vous empêchait de suggérer une modification de la loi?" lui répond le juge. Interrogée sur les "recrutements familiaux", elle répond: "Si on doit interdire à un universitaire de recruter un membre de sa famille, on vide l'université française." Le magistrat lui rétorque: "Beaucoup d'enfants de magistrats deviennent magistrats. Mais ils passent le concours de l'ENM".

En conclusion, le procureur rappelle que la loi existe pour éviter l'"endogamie", le "népotisme" et la "vénalité". Il requiert "une amende relativement lourde", de 10.000 euros. L'avocat de Gilles Guyot défend alors l'"honnêteté" de son client et demande une relaxe. Verdict le 7 avril.

Lyon Capitale - le journal des esprits libres (c'est trop drôle!!!)

Semaine du 21 février 2006

On trouve cette perlouze et beaucoup d'autres dans un dossier de presse rassemblé par les succubes de l'UNEF:

<http://www.uneflyon3.net/pageLibre000101f4.php>

L'ignare journaliste ignore que Francine Demichel était chargée de fonctions de direction à Paris VIII au moment où Roger Garaudy est venu y faire une conférence, tout au début de "l'affaire Garaudy", il y a 10 ans, c'est-à-dire dans une ère géologique antérieure. Les critiques n'avaient pas manqué.

Rappelons que le principal et énorme crime de Gilles Guyot est de ne pas avoir obéi aux injonctions des organisations judéo-sionistes de faire le ménage sur les bancs de Lyon 3. C'est son manque de souplesse d'échine qu'il paie aujourd'hui.

* * * * *

ARCHÉO

Six decades later, doomed Jews' belongings unearthed in Nazi death camp

Israeli archaeologists helped by survivors are excavating grounds long thought to be empty, writing a new chapter in the terrible history of a death camp.

by Associated Press

A child's ring. Twisted reading glasses. A few gold coins: scraps of personal dignity, hurriedly buried in a last act of defiance to keep them from falling into Nazi hands. **Israeli archaeologists** helped by survivors are writing a new chapter in the terrible history of the German death camp at Majdanek, Poland, by excavating grounds long thought to be empty. Their findings show how the doomed Jews furiously dug into the grassy ground with their hands to bury what personal possessions they had with them before they were murdered in the camp's gas chambers. The objects aren't worth much financially but "the value as a human story is immeasurable," said Yaron Svoray, an **Israeli journalist** who made his name **infiltrating neo-Nazi groups** some 10 years ago.

"This is where the testimony led us," said Matt Mazer, the American who organized the project and produced a documentary film about it. "We get to reconstruct a crime scene of one of the greatest crimes of humanity." Barbed-wire fences now surround empty fields and the few barracks still standing at the camp. Here some 235,000 people died, according to the camp museum. The crematorium's brick smokestack stands on a small hill. People occasionally cross the

camp on their way to the adjacent Roman Catholic cemetery, unaware of what the ground still holds. For two years, Svoray collected survivor testimony and researched the site. He then teamed up with Mazer to form Historical Media Associates, and with **private financial backing from America** came to the camp this fall to dig. Four Majdanek survivors now living in Australia accompanied them. It turned out that Majdanek's Middle Field 2 which in 1943 had been a gently sloping stretch of grass, still had stories to tell. In the spring of 1943, around 15,000 Jews from the destroyed Warsaw Ghetto arrived in the camp on the outskirts of the eastern Polish city of Lublin. The camp administration couldn't process the sudden influx, so they were dumped in the fenced-in field to await "selection" – separation of those to be immediately killed from those to be starved, beaten and worked to death.

Family members and friends talked and hugged during their brief respite. "To their horror, on the far right side there is a **gas chamber**, and on the far left side there is a crematorium. It's rather obvious what is going to happen," Svoray told The Associated Press in a telephone interview from his home in Caesaria, Israel. And so they dug, "with their fingers or with a spoon or something else," Svoray said. The team of amateur archaeologists, led by an Israeli, Yoseph Palath, carved out a checkerboard grid on a small portion of the field, then started sifting through the soil. They found the first item - a semiprecious stone for a ring - toward the end of the first day. By the end of the three-day dig they had collected over 50 items, which they turned over to the camp museum. "The story became bigger than us once we actually proved that, in a field that everyone thinks they know everything about, there are still some hidden stories," Svoray said. Mazer said he plans to return in the spring, but feels the dig has already made an important contribution to the camp's history, and more generally the Holocaust, during which some **6 million Jews** died. "It provides yet another way for us to try to understand," he said, "and somehow the objects and the story that the survivors told when linked to the objects gives us another perspective on the **unknowable**."



Jewsweek

<http://www.jewsweek.com/bin/en.jsp?enDispWho=Article%5E1914&enPage=BlankPage&enDisplay=view&enDispWhat=object&enVersion=0&enZone=Stories&>

L'OFFICINE DE DÉLATION TOUJOURS EN ACTIVITÉ

Négationnisme: Recyclage au Temps des Cerises...

La maison d'édition Le Temps des Cerises, présente au Salon du Livre de Paris, compte 600 titres à son catalogue. Selon la présentation qui en est faite sur son site, "Le Temps des Cerises a été créé en 1993 à l'initiative de 33 écrivains qui voulaient ouvrir un espace d'expression, hors des sentiers battus de la pensée dominante. En choisissant comme nom le titre de la chanson de Jean-Baptiste Clément, ils voulaient indiquer à la

fois leur attachement aux idéaux de la Commune et à une certaine tradition de poésie populaire, le plus souvent occultée".

La référence à la Commune et à l'occultation de l'histoire prend une résonance particulière lorsque l'on constate les précautions et la manière clandestine dont a été publié un des plus récents ouvrages du Temps des Cerises.

Le livre en question, "La grande braderie à l'Est" apparaît sur le catalogue sans mention du nom des auteurs qui pourtant figurent sur la couverture de l'ouvrage.

Cette discrétion inhabituelle tient vraisemblablement au fait que l'un des auteurs se situe à l'opposé des idées généreuses de Jean-Baptiste Clément et de la sensibilité au message humaniste de la poésie populaire.

Cet auteur, recyclé par le Temps des Cerises, est surtout connu pour avoir prononcé cette phrase dépourvue de toute ambiguïté:

"Je crois qu'effectivement les chambres à gaz n'ont pas existé; un certain nombre de vérités de l'histoire officielle ont fini par être révisées".

Il s'agit de Claude Karnoouh, chercheur au CNRS, qui intervenait alors, en juin 1981, devant la 17ème chambre correctionnelle du palais de justice de Paris, comme témoin du chef de file des négationnistes français, Robert Faurisson,. Il faisait alors partie de la petite bande qui autour de Serge Thion menait cette offensive violemment antisémite.

Par la suite, Claude Karnoouh n'a cessé d'être un habitué des colloques de la Nouvelle Droite d'Alain de Benoist, en compagnie de nombre de gens du Front National de la tendance païenne comme Pierre Vial. Il a participé récemment à un livre d'hommage au gourou de cette officine d'extrême-droite avant de se voir remercier par de Benoist qui lui a dédié une série de textes de conférences. On a retrouvé Claude Karnoouh sur toutes les pétitions manipulées par la Nouvelle-Droite, celle qui, sous couvert de prôner la paix dans les Balkans, par exemple, fonctionnait comme un soutien à Slobodan Milosevic. Celle plus récente demandant la libération immédiate des sbires de Saddam Hussein (voir notre article [Rouges-Bruns: une nouvelle passerelle, via Bagdad...](#)).

Il n'est pas très étonnant de retrouver sur ces listes de signatures les noms de certains dirigeants des éditions Le Temps des Cerises et celles de tout le fonds de sauce de la droite extrême. Plus récemment, Claude Karnoouh s'est fait élire à la direction du Réseau Voltaire, en compagnie du co-auteur de son livre au Temps des Cerises, Bruno Drewski. (Voir notre article [La fin du Réseau Voltaire](#))

En 1996, les éditions Le Temps des Cerises s'apprêtaient à publier un ouvrage de Roger Garaudy quand éclata le scandale de l'adhésion de l'ex-dirigeant communiste au combat négationniste.

Le comité de direction de la maison d'édition décida alors d'ajourner cette publication pour ne pas cautionner la dérive antisémite de Garaudy.

Dix années plus tard les choses ont évolué. Dans le mauvais sens, puisque, en catimini, un Karnoouh peut venir, en toute impunité, se nicher dans un nid de cocos.

Amnistia.net 23 mars 2006.

http://www.amnistia.net/news/articles/multdoss/tcerises/tcerises_125.htm

MARIE-JO SE LÂCHE

La première partie de ce ramas de poncifs:

Le Patriote résistant, de décembre 2005.

<http://www.fndirp.asso.fr/racinesdunazisme.html>

Réhabilitation du nazisme: des voies multiples depuis 60 ans

2e partie: Thèmes et cibles des négationnistes (1945-1990)

Marie-José Chombart de Lauwe

Tout au long de la seconde moitié du XX^e siècle et en ce début du XXI^e, des falsificateurs de l'histoire se nomment «révisionnistes» pour se faire passer pour des scientifiques qui approfondissent la connaissance du passé¹⁴. Leur but final est la réhabilitation du nazisme en l'exonérant de ses crimes ou en les relativisant, souvent en approuvant le régime de Pétain. En même temps, ils s'efforcent d'abattre le prestige des vainqueurs, des armées alliées et des résistants. Symétriquement, ils idéalisent les héros nazis. **[Si elle pouvait savoir jusqu'à quel point on s'en fout du nazisme, Marie-Jo, une bête immonde morte et enterrée il y a 60 ans!!! Cette imputation est totalement grotesque. A bas le nazisme et à bas la connerie!]**

Dès la Libération...

Une première étape vise à disculper les vaincus dès la Libération. Maurice Bardèche, professeur de Lettres, fasciste, **[ça, pour une fois, c'est vrai]** entre en politique contre l'épuration quand son beau-frère, le collaborateur Robert Brasillach, est fusillé. Il entreprend une subversion des culpabilités: selon lui les vainqueurs sont les tueurs réels, les nazis étant les victimes. Les témoins ne sont pas fiables, car, essentiellement communistes, ils ne peuvent pas l'être. Les Alliés et surtout les juifs ont inventé les camps de la mort, supercherie montée de toutes pièces pour s'exonérer de leurs propres crimes; les atrocités constatées sont de la faute des déportés.

Après son premier ouvrage important de révisionnisme, [*Nuremberg ou la terre promise*](#), qui lui a valu une condamnation, Maurice Bardèche poursuit ses activités fascistes avec la création d'une maison d'édition et d'une revue, *Défense de l'Occident*; il circule en Europe pour tenter de coordonner les mouvements fascistes, faisant l'apologie de la collaboration. En 1961, il publie un essai politique, *Qu'est-ce que le fascisme?* où il dessine un fascisme idéal, épuré de ses applications historiques. Lors de son décès, en 1998, toutes les générations de l'extrême droite lui rendent hommage. Le Pen publie un *In memoriam* où il salue «l'historien d'avant-garde... indéfectible compagnon du combat national».

On considère que c'est Maurice Bardèche qui a lancé le révisionnisme par ses écrits, la mise en place de moyens de diffusion offerts aux idéologues sympathisants du fascisme et de divers courants de l'extrême droite¹⁵.

Parmi eux, Paul Rassinier occupe une place particulière. Homme de gauche, ancien déporté, il publie d'abord *Le Passage de la ligne* en 1949, sur sa vie de déporté, puis en 1950: *Le Mensonge d'Ulysse, Regard sur la littérature concentrationnaire*. Il y critique l'image trop manichéenne des camps qui oppose les SS et les communistes qui, d'après lui, se seraient aussi comportés cruellement. Il avance également que la solidarité entre les détenus serait une légende.

Bardèche l'ayant cité, Rassinier perçoit qu'avec lui seul il a une écoute. Les deux hommes se rencontrent, vont s'estimer. Bardèche publie Rassinier. Qu'ont-ils en commun? Ils partagent le même antisémitisme, qui se développe chez Rassinier au fur et à mesure de ses publications, mais qui existait déjà quand il demandait à Albert Paraz, écrivain antisémite connu, de préfacer *Le Mensonge d'Ulysse*. Ils partagent également la volonté de ne pas culpabiliser l'Allemagne afin de préparer la coopération franco-allemande pour édifier le «Nouvel Occident», la future Europe.

Le «cas» de Rassinier, basculant de l'anarchisme à l'extrême droite, rapprochés par le négationnisme, n'est pas unique. L'ultra-gauche libertaire de *La Guerre sociale* et de Pierre Guillaume, éditeur de *La Vieille Taupe*, professera aussi le négationnisme quelques années plus tard.

Les années 1970, les années Faurisson

Les années 1970 sont marquées par plusieurs avancées du négationnisme, avec des émergences

¹⁴ Sur le négationnisme, consulter l'excellente thèse de Valérie Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, Ed. du Seuil, 2000.

¹⁵ Cf. Valérie Igounet.

dans plusieurs pays, des tentatives faites vers les universités et dans les médias.

Publication d'ouvrages dans plusieurs pays, suivies d'opérations de traduction et de diffusion. En Allemagne, Thies Christophersen publie *Le Mensonge d'Auschwitz*, en Angleterre, Harwood, pseudonyme de Richard Verral du National Front, [Six millions de morts le sont-ils réellement?](#) et aux États-Unis, [Arthur Butz, L'Imposture du XX^e siècle](#), pour ne citer que les plus marquants dans la négation du génocide et des chambres à gaz. François Duprat contribue à la traduction et à la diffusion de ces textes, jouant un rôle essentiel de propagandiste du négationnisme. Membre de l'instance dirigeante du Front National, toute l'extrême droite, Jean-Marie Le Pen en tête, salueront en lui un «*martyr du nationalisme*» après sa mort dans l'explosion de sa voiture, en mars 1978.

Tentatives pour pénétrer dans le monde universitaire et toucher des spécialistes de la Seconde Guerre mondiale du monde entier. Un maître de conférences en Lettres de l'Université Lyon II, Robert Faurisson, entre en action en 1974. Il adresse une circulaire à des personnalités pour leur demander leur opinion sur les chambres à gaz: mythe ou réalité? Outre sa spécialité, la «*critique de textes et de documents, la recherche (...) du vrai et du faux*», il a entrepris depuis la fin des années 1960 une quête de données sur les chambres à gaz. Il trie les archives au Centre de documentation juive contemporaine (CDJC), puis au Musée d'Auschwitz, relevant des inexactitudes qui confortent ses *a priori* (1975, 1976). Auparavant, il a déjà visité les camps du Struthof et de Majdanek. En 1978, il rédige des tracts, publie dans *Défense de l'Occident*. En janvier 1978, dans l'état des travaux qui est demandé aux enseignants, on relève, entre autres études, ses recherches sur «*Le journal d'Anne Frank est-il authentique?*»; et «*Recherches sur la genèse et la légende des chambres à gaz et préface sur ce thème à la traduction française de L'Imposture du xxe siècle d'Arthur Butz*». À la même époque, il demande à intervenir dans un colloque d'historiens, où ses déclarations suscitent un scandale. Désormais le négationniste Faurisson est connu des milieux universitaires. Il va continuer à propager sa «bonne nouvelle», la non-existence des chambres à gaz et du génocide des juifs: il affirme que Hitler n'a jamais ordonné leur extermination, que la solution finale consistait en leur émigration ou leur évacuation vers l'est. Et que si certains sont morts, c'est du fait de la guerre. L'invention du génocide est une tactique sioniste aux retombées politico-financières au bénéfice de l'État d'Israël, prétend-il. Ces thèmes se répètent dans tous les écrits des négationnistes. Mais ils vont toucher l'opinion et l'ensemble des médias quand éclate l'«affaire» Darquier de Pellepoix.

L'ouverture des médias à la réécriture négationniste de l'Histoire va engendrer de nombreux débats, faire ressortir les crimes des nazis et de la collaboration, mais demander un travail d'histoire pour éclairer des zones d'ombre et approfondir les connaissances sur le monde concentrationnaire. En octobre 1978, le magazine *L'Express* publie une interview de Louis Darquier de Pellepoix, en Espagne où il est exilé. L'ancien commissaire aux questions juives du gouvernement de Vichy y défend sa fonction à Vichy, une fonction «humanitaire»..., dénigre le peuple juif, et affirme: «*À Auschwitz on n'a gazé que les poux*». Les réactions sont très vives chez les anciens déportés, dans les organisations antiracistes ainsi que dans la classe politique et tous les médias, presse et télévision. Puis c'est *Le Matin* qui fait paraître un entretien avec Robert Faurisson. Pierre Sudreau, ancien résistant déporté, député du Loir-et-Cher, intervient devant l'Assemblée nationale au nom du groupe des anciens résistants et déportés. Il demande «*une enquête sur ce professeur qui a tenu des propos scandaleux (...), véritable apologie des crimes de guerre*» (17 novembre 1978). À son tour le 29 décembre, *Le Monde* donne à lire un tract de Faurisson, provoquant des mises au point de spécialistes pour démonter les affirmations du négationniste. Le 21 février 1979, 34 historiens, enseignants ou chercheurs publient une déclaration sur les chambres à gaz dont l'existence, écrivent-ils, est incontestablement établie et ne peut être un sujet de débat.

Les émules de Faurisson

Faurisson va continuer à défendre ses positions, soutenu par le courant de *La Guerre sociale*, par Pierre Guillaume et un chercheur du CNRS, Serge Thion¹⁶, qui publie à La Vieille Taupe un

¹⁶) On appréciera mieux l'ironie de toute cette histoire si l'on se souvient que le mari de Marie-Jo (ancienne déportée à Mauthausen) était un sociologue connu, spécialiste de la ville, Paul-Henri Chombart de Lauwe, décédé en 1998, qui siégeait à la Commission de sociologie du CNRS en 1970. Il avait appuyé la candidature de Serge Thion. Aïe aïe aïe!!! [note de l'aaargh].

document pour la défense de Faurisson lors de son procès: [Vérité historique ou vérité politique - Le dossier de l'affaire Faurisson](#). La question des chambres à gaz (avril 1980). La Vieille Taupe fait aussi circuler un tract «*Qu'allaient-ils donc faire dans cette galère?*» qui explique leur soutien à Faurisson lequel a perdu sa chaire à l'Université.

Leurs arguments trahissent leur conception du nazisme et leur volonté de laisser la liberté de tout dire: «*Car les thèses de Faurisson seraient-elles fausses, absurdes ou criminelles que les moyens pour écraser Faurisson et enterrer La Vieille Taupe n'en seraient pas moins inacceptables, scandaleux et révélateurs d'un climat intellectuel où la menace totalitaire n'est même pas identifiée et perçue lorsqu'elle s'habille d'une idéologie démocratique et antifasciste et ne revêt pas les oripeaux maintenant folkloriques des totalitarismes des années trente et quarante.*»

Ils relèvent des erreurs dans les récits sur la déportation, telles des gazages à Dachau, la fabrication de savon avec la graisse des cadavres, etc. Erreurs que les anciens déportés et les historiens ont depuis longtemps dénoncées. De plus, ils ridiculisent les «remémorisations»: «*Ainsi la plus haute barrière contre le retour du fascisme serait la remémorisation et non l'action politique, ainsi l'incompréhension historique deviendrait un rempart, ainsi l'aveuglement politique deviendrait une arme. Si Hitler a été vaincu, depuis tous les États démocratiques ou totalitaires ont employé des moyens similaires aux siens et avec les mêmes résultats. Quelle différence y a-t-il entre un enfant brûlé au napalm au Viêt-Nam et un enfant détenu à Auschwitz? Quelle différence y a-t-il entre un zek du Goulag sibérien et un déporté d'un camp allemand en Pologne?*»

Finalement, cette ultra-gauche rejoint l'extrême droite en banalisant les crimes nazis. Ses protagonistes passent de la critique de la création de l'État d'Israël - attribuée au Tribunal de Nuremberg, et rendue possible grâce au «*mythe du génocide et aux fonds extorqués à l'Allemagne par les juifs*» - à un antisionisme où l'impérialisme sioniste s'apparente à l'impérialisme nazi. Cette ultra-gauche est composée de plusieurs petits groupes, parfois en conflit (cf. le livre de Valérie Igounet, déjà cité, car je ne retiens ici que leur apport plus spécifique).

Les années 1980

À la fin des années 1970 et durant les années 1980, les falsificateurs de l'histoire poursuivent leurs travaux, se donnent de nouveaux outils et institutionnalisent leurs liens internationaux. En 1979, ils ont créé l'Institut[e] for Historical Review, près de Los Angeles. Ils se réunissent régulièrement en «conventions». En 1983, Faurisson y est filmé. Ils ont une revue: *Journal of Historical Review*. On découvre par une publication de La Vieille Taupe en 1986, qu'un chercheur allemand, Wilhelm Stäglich, a réalisé une nouvelle étude sur [Le Mythe d'Auschwitz, légende ou réalité](#). En fait, son édition allemande en RFA avait été détruite en 1979, et son titre de docteur en droit supprimé en 1982. Les relations internationales des négationnistes fonctionnent.

En juin 1985, Henri Roques¹⁷ (4), agronome proche de la retraite, soutient une thèse de Lettres modernes à l'Université de Nantes, sur [Les confessions de Kurt Gerstein. Étude comparative des différentes versions. Étude critique](#).

Kurt Gerstein est un militant chrétien, engagé dans la SS. Bouleversé en découvrant les opérations de gazage au camp de Belzec, il décrit à un secrétaire de l'ambassade de Suède ce qu'il a vu. Il raconte les mêmes faits à un diplomate suisse, tente de toucher la légation pontificale à Berlin, qui l'éconduit. À la Libération, il rédige ses «confessions» en allemand et en français et se livre à l'occupant français qui l'interne à la prison du Cherche-Midi où il se suicide. Les différentes versions de ses confessions contiennent des contradictions, des erreurs, dont Roques s'est emparé pour montrer que les données concernant les chambres à gaz ne sont pas valables.

Pourtant, à Belzec, Gerstein était en compagnie d'un médecin SS, Wilhelm Pfannensti[e]l, qui a confirmé l'essentiel de sa déclaration.

Roques va soutenir sa thèse installée tardivement, à Nantes, devant un jury composé de membres de la Nouvelle Droite. De qui s'agit-il? Le directeur de la thèse, qu'en fait il n'a pas dirigée, est Jean-Claude Rivière, directeur de l'UER de Lettres de Nantes; il est membre du comité de rédaction de *Nouvelle École*, revue du Groupement de recherches et d'études pour la civilisation européenne (GRECE). Le président du jury, Jean-Paul Allard, est professeur de langue et littérature germaniques à l'Université Lyon III, où il dirige un «Centre d'études indo-européennes», d'inspiration «aryaniste». Dans cette université s'est implanté un important noyau d'extrême droite et de négationnisme [*ce thème sera traité séparément dans la suite de notre étude*]. J.-P. Allard collabore aussi à *Nouvelle École*. Quant à Pierre Zind, professeur associé au département des Sciences de l'éducation de Lyon II, il collabore à *Éléments*, autre revue du GRECE. Autonomiste alsacien, il écrit dans *Nouvelle voix d'Alsace-Lorraine*, rubrique *Neue Stimme*, un long article sur *Le drame d'Oradour*

¹⁷ Sur le négationnisme et les extrêmes droites, cf. Marie-José Chombart de Lauwe, *Vigilance, Vieilles traditions extrémistes et droites nouvelles*. Ligue des droits de l'Homme, 1987, et ses archives sur Roques.

signé Dr Pierre Zind (n° 66 et 67). Son frère, Charles Zind, dirige la publication. Dans le n° 75, un long questionnaire en 22 points met en doute le crime de masse et la mort de six millions de juifs. Un quatrième membre du jury, Thierry Buron, historien membre du Parti des Forces Nouvelles (concurrent du Front National et dirigé par Jean-Louis Tixier-Vignancourt), était absent, sa signature fut imitée.

La thèse d'université de Roques fut annulée pour les multiples irrégularités de sa soutenance et de son jury, et donc pour des motifs administratifs. Jean-Claude Rivière fut suspendu pendant un an par l'Université de Nantes et affecté au Centre national d'éducation à distance (CNED), comme l'avait été Faurisson à Lyon II. Le président de cette université a condamné la thèse de Roques et n'a pas renouvelé le contrat de P. Zind.

Cependant, quelques mois après la soutenance, un communiqué de presse intitulé «*Du nouveau dans la controverse sur les chambres à gaz*» est adressé à des historiens et à des journalistes, pour présenter «*une thèse révisionniste*» voulant démontrer que les sources sur lesquelles s'appuient «*les thèses exterminationnistes*» ne sont pas fiables.

Commence alors une nouvelle «*affaire*», comme pour Faurisson, avec des médias qui, en quête de découvertes scandaleuses, ouvrent leurs tribunes à Roques, organisent des débats avec contradicteurs, etc. Roques est comblé que sa thèse ait été l'amorce d'un débat sur un sujet tabou.

Le procès Barbie et l'extrême droite

L'événement le plus marquant de cette décennie a été le procès Barbie, premier procès contre un SS, jugé en France pour les crimes contre l'humanité qu'il y a commis. Les résistants, les déportés, les survivants du génocide se mobilisent, mais, de leur côté, les négationnistes et l'extrême droite la plus dure mettent en route leurs tactiques, s'efforcent de faire parler d'eux dans les médias, diffusent des tracts. À l'ouverture, le 11 mai 1987, Klaus Barbie déclare devant le Tribunal de Lyon qu'il n'a pas de haine contre les minorités et s'en remet à son avocat, M^e Vergès. Celui-ci adopte une tactique de défense relativiste, minimisant les crimes allemands, et évoque les fautes commises par l'armée française pendant les guerres de décolonisation. Quelques jours avant l'ouverture du procès, paraît la revue *Annales d'histoire révisionniste* dirigée par Pierre Guillaume. Elle est vendue en kiosque et à la librairie d'extrême droite Omnios. Sa sortie est annoncée par TF 1 et France Inter. On y trouve les négationnistes habituels, Robert Faurisson, Serge Thion, l'italien Carlo Monttognio et un jeune négationniste, Alain Guionnet. Le «*mythe de l'extermination nazie*» y est longuement développé. Le 14 mai, une décision de justice interdit la diffusion de la revue, mais ses abonnements se poursuivent.

Les jeunes négationnistes du CLAN et du GUD manifestent durant le procès. Un tract signé «*Collectif lycéen Lyon-Nancy-Strasbourg*», intitulé «*Info-Intox... Histoire-Intox... Ça suffit/Chambres à Gaz-Bidon*» est adressé aux avocats de la partie civile, à diverses organisations et à des établissements scolaires. Quand Elie Wiesel, prix Nobel de la Paix, vient témoigner, un tract est distribué à l'entrée du Palais de justice, «*Un grand faux témoin, Elie Wiesel !*» Le tract Info-Intox..... marque le début d'actions dans les lycées. À Paris, il arrive au lycée Voltaire où d'anciens déportés témoignent souvent, accompagné d'autres documents négationnistes, et une lettre au proviseur lui demandant de les distribuer aux chefs de classe. Hésitation de sa part, faut-il censurer? Le président de la Ligue des Droits de l'Homme, Yves Jouffa, consulté, respectueux du droit à l'information, propose que cette action se retourne en notre faveur, elle est l'occasion d'expliquer aux lycéens le but de ce mensonge et la réalité des crimes nazis. Le 4 juillet 1987, Klaus Barbie est condamné à la prison à vie. Bientôt un film, *Shoah*, de Claude Lanzmann, est projeté sur le petit écran, provoquant la colère des anti-Shoah, leurs tracts, etc.

Le rapport Leuchter et l'existence des chambres à gaz

Durant ces années 1980, l'Institut for Historical Revue continue à organiser ses «*conférences révisionnistes internationales*». Avec les négationnistes déjà cités figurent quelques personnages importants comme Ernst Zündel. C'est à l'occasion d'un procès intenté contre lui par la justice canadienne, pour ses publications antisémites, après plainte d'une ancienne déportée, que Faurisson a tenté d'apporter des preuves scientifiques de l'impossibilité des assassinats dans les chambres à gaz. Zündel, d'origine allemande, installé au Canada, fait partie du mouvement néo-nazi nord-américain, il y dirige les publications *Samizdat* qui diffusent du matériel négationniste. Après un premier procès cassé, et alors qu'un nouveau se prépare pour juger Zündel, Faurisson contacte un expert américain en «*technologie des exécutions capitales*» dans des États américains, Fred Leuchter. Celui-ci se rend à Auschwitz et à Birkenau et y effectue des prélèvements sur les murs des chambres à gaz en ruine. Au

retour, il publie un document, le *Rapport Leuchter*¹⁸ censé démontrer l'impossibilité du fonctionnement de «chambres à gaz homicides». Lors du procès de Zündel, le Tribunal de Toronto dénie toute valeur au fameux rapport. De plus, Fred Leuchter, interrogé fermement par le procureur du tribunal, doit reconnaître qu'il n'a aucune formation de chimiste ou de toxicologue, et qu'il ne peut se prévaloir du titre d'ingénieur. Des spécialistes comme Georges Wellers, biologiste, survivant d'Auschwitz, dès juin 1989, et plus tard [Jean-]Claude Pressac dénonceront la supercherie qu'est ce rapport, auquel les négationnistes continuent à se référer.

Dans la ligne des quêtes de preuves par les négationnistes de la non-existence des chambres à gaz «homicides», le cas de [Jean-]Claude Pressac est très remarquable, puisque ce négationniste proche de Faurisson a, à l'issue de longues recherches, admis qu'elles ont bel et bien existé. Aujourd'hui, ce pharmacien apparaît comme celui qui a apporté les données sur leur fonctionnement technique. Dans un long entretien avec Valérie Igounet, [Jean-]Claude Pressac a décrit sa trajectoire¹⁹. Il indique qu'il a constaté de grossières erreurs dans la description des gazages, à Natzweiler-Struthof puis Auschwitz, tant dans l'interprétation des plans que du produit utilisé. Mais en approfondissant les données, il a découvert l'organisation pratique du gazage. De plus, les documents d'archives de la firme Topf, d'Erfurt, constructeur de fours crématoires à Auschwitz, montrent que plusieurs domaines de ses activités se rapportaient à «la machinerie du meurtre de masse». [Jean-]Claude Pressac publie aux États-Unis en 1989: *Auschwitz: Technique and Operation of the Gas Chambers*, qui paraît en France en 1993 sous le titre: *Les crématoires d'Auschwitz. La machinerie du meurtre de masse*. [**Non, c'est un autre livre**]. L'ouvrage apporte un nouveau calcul, en baisse considérable, du nombre des victimes, et des changements dans les dates des premiers gazages. Cette forme de révision lui vaudra les critiques d'historiens comme Denis Peschanski et Jacques Bariéty. Pour eux, l'approche technique des chambres à gaz constitue un apport nouveau remarquable, mais le reste n'est pas acceptable.

Des «post-révisionnistes» violemment antisémites

Un autre phénomène marque la fin des années 1980, l'apparition d'un négationnisme très violemment antisémite, qui considère que le mensonge des chambres à gaz est totalement établi, et qu'il faut le dépasser en analysant «la domination juive durant les deux derniers millénaires». Ce courant se déclare «post-révisionniste». Il est lancé par une nouvelle génération, inspirée au départ par les négationnistes traditionnels. En mars 1989, Alain Guionnet crée une petite publication, *Révision*, y dénonçant le «complot juif». L'auteur, né en 1954, tient des propos si violents qu'il est condamné à de multiples reprises. Il a pourtant une formation universitaire dont une maîtrise d'histoire. On doute de son équilibre mental. La publication, épisodique, est interdite à la vente mais circule discrètement. Alain Guionnet y publie par tranches les *Protocoles des sages de Sion*, faux antisémite notoire. Il se cache sous plusieurs pseudonymes dont le plus connu est l'Aigle noir.

Un autre jeune journaliste d'extrême droite, Olivier Mathieu, né en 1960, le rejoint avec la même volonté de renouveler le négationnisme. Il admire Hitler, le national-socialisme, adhère aux théories raciales. Il participe au congrès d'histoire révisionniste de Los Angeles en 1989. Il fait une conférence sur le post-révisionnisme pour les activistes d'extrême droite réunis au château du Corvier, à Vouzon, dans le Loir-et-Cher²⁰. En décembre 1989, une rencontre internationale, en Europe cette fois, a lieu à Haguenau. Avec Faurisson et Zündel se trouve l'Anglais David Irving. Cet historien de Hitler et du III^e Reich ne nie pas la grande mortalité des juifs mais récuse la culpabilité de Hitler et la volonté d'un plan concerté d'extermination par les nazis. Il se rapproche des négationnistes et fera des conférences en Allemagne. Un Allemand, Udo Walendy, spécialiste de la propagande négationniste, s'efforce de montrer que les documents sur les camps nazis sont truqués²¹. À cette époque, Robert Faurisson et Henri Roques soutiennent encore les post-révisionnistes mais ils les désavouèrent par la suite, estimant que leurs excès nuisent à leur cause. Au cours de la décennie suivante et jusqu'à nos jours, les négationnistes poursuivront méticuleusement leur travail de sape mais trouveront aussi sur leur chemin des forces qui les combattent.

¹⁸) *The Leuchter Report, the first examination of Auschwitz*. *Le Patriote Résistant*, 1990, (n° 615), mars 1992 (n° 629), juin 1993 (n° 644).

¹⁹ Igounet, *op.cit.*

²⁰ Edwy Plenel, "Les vigiles de la «race» blanche", *Le Monde*, 26 septembre 1989. Michel Soudais, "Le Hitler's Fan Club", *Politix*, 21 septembre 1989.

²¹ Peter Gros, *Revision*, in Rapport CRIDA, 1996.

Réhabilitation du nazisme: des voies multiples depuis 60 ans

3e partie: sur la scène négationniste de 1990 à 2005

À la fin du XX^e siècle, les divers falsificateurs de l'histoire poursuivent leurs activités et cherchent de nouvelles voies et cibles. De la première génération, seul Henri Roques se manifeste encore, Maurice Bardèche, Paul Rassinier et Thies Christophersen sont décédés. La deuxième génération conserve comme chef de file Robert Faurisson, dont le parcours est jalonné de nombreuses activités, conférences, etc., et d'une suite d'affaires judiciaires. Des rencontres internationales ont encore lieu, avec A. Butz (États-Unis), W. Stäglich (Allemagne), R. Harwood (Grande-Bretagne), E. Zündel (Canada) puis David Irving (Grande-Bretagne). L'Italien Carlo Monttognio cherche à établir que les fours crématoires de la firme Topf, étudiés par [Jean-]Claude Pressac, ne peuvent avoir été utilisés pour des gazages «homicides». La classification par génération, en fonction de la date de naissance, semble parfois arbitraire. Ainsi, la troisième génération est composée de négationnistes nés à partir de 1940. Le représentant le plus connu de cette tranche d'âge, Pierre Guillaume, soutient R. Faurisson depuis le début des années 1980. Serge Thion, chercheur au CNRS (né en 1942), s'inscrit dans la même orientation d'ultra-gauche (cf. PR de janvier).

En revanche, à la période contemporaine, de jeunes négationnistes élargissent leur champ d'action. Ils s'implantent sur le terrain local, comme l'Association normande pour l'éveil du citoyen (ANEC), ou créent un outil pour soutenir les négationnistes condamnés par application de la loi Gayssot²², l'ANIV (Amnistie nationale pour les internés et les victimes de la loi Gayssot). Les responsables de l'ANEC, Vincent Reynouard et Rémi Pontier, viennent d'un groupe néo-nazi, le Parti nationaliste français et européen (PNFE). Pierre Costa, ingénieur à l'EDF, appartient au Front national. Il use de sa spécialité de physicien pour tenter de démontrer l'impossibilité technique des chambres à gaz. Les deux créateurs de l'ANEC sont aussi trésorier et secrétaire de l'ANIV. L'ANEC publie un bulletin, *Nouvelle Vision*. Dès le premier numéro, en juin 1990, Vincent Reynouard prend des positions «post-révisionnistes». Il donne au «révisionnisme» un sens plus large qui dépasse le seul «révisionnisme historique», lequel devrait s'étendre à toutes les époques, et pas seulement à la Seconde Guerre mondiale. Il s'attaque à toutes les lois qui, à ses yeux, interdisent l'expression des idées «*au nom des faux crimes*»... Une autre *Revue d'histoire révisionniste*, dirigée par Henri Roques, donne une large place au compte rendu des activités internationales des négationnistes. Ces diverses publications sont généralement interdites de diffusion, mais circulent jusqu'à leur disparition et leur remplacement. Il en va de même pour les divers groupes qui dissous, se reconstituent, d'où l'intérêt de suivre la carrière des négationnistes à travers les avatars des associations.

Reynouard, un activiste du négationnisme

Le cas de Vincent Reynouard intéresse particulièrement les anciens déportés, puisque celui-ci **est allé jusqu'à contredire les témoignages qu'ils font** devant les élèves. En 1990, étudiant en sciences à Caen, il diffuse avec Rémi Pontier des tracts sur le campus universitaire et dans des établissements secondaires: «*Faut-il brûler les négationnistes?*» et «*Testez-vous*», questionnaire sur la réalité des chambres à gaz. La FNDIRP et SOS-Racisme portent plainte. Il n'a que 22 ans, il devient un activiste de la falsification de l'histoire. Avant même son procès, il envoie à des lauréats du Concours national de la Résistance et de la Déportation des documents pour leur faire découvrir «*un autre aspect de la vie concentrationnaire*». En 1991, il est condamné ainsi que Rémi Pontier à une peine d'amende et de prison avec sursis. En faisant appel, la condamnation est confirmée. Cette affaire mobilise l'ensemble des négationnistes, de Faurisson à Pierre Guillaume.

En 1995, Vincent Reynouard publie un livre, *Les Crimes libérateurs contre la paix*, où il affirme que l'histoire de l'entre-deux-guerres doit être révisée et que Hitler n'a pas voulu conquérir l'Europe. Il prépare ensuite un ouvrage pour démontrer que le massacre d'Oradour-sur-Glane ne serait qu'une mise en scène. Il a obtenu un poste de mathématiques-physique dans un lycée professionnel du Calvados. Mais des passages de ce futur ouvrage ainsi que deux textes négationnistes sur le génocide des juifs sont découverts sur le disque dur de l'ordinateur du lycée. En 1996, Vincent Reynouard est suspendu d'enseignement par le Rectorat de l'Académie de Caen et, en 1997, le ministre de l'Education nationale, François Bayrou, le révoque définitivement. Il va poursuivre une carrière de militant très

²²) Votée le 13 juillet 1990, la loi Gayssot ajoute à la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse un nouvel article par lequel la contestation du crime contre l'humanité devient une infraction.

actif, publiant son livre [Le massacre d'Oradour, un demi-siècle de mise en scène](#), interdit en 1998, puis une cassette vidéo qui est interdite de vente sur tout le territoire national en octobre 2001. Lui-même est jugé et condamné, mais il fait appel ²³.

Demeurant vigilants, les Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, dont une militante s'est portée partie civile, la FNDIRP et les Amis du musée de la Résistance du département de la Haute-Vienne, veillent au maintien de la mémoire d'Oradour²⁴. Jean-Jacques Fouché, commissaire de l'exposition permanente du Centre de la mémoire d'Oradour, historien, publie un excellent ouvrage, *Oradour*, qui décrit avec rigueur la réalité du massacre²⁵.

La propagande massive du VHO

Cependant, Oradour n'est pas la seule cible de Vincent Reynouard, qui travaille avec la Fondation européenne pour le libre examen historique (VHO) - Recherche historique libre. Cette organisation belge flamande au départ, a été créée en 1985. Son dirigeant, Siegfried Verbeke, est un des principaux porte-parole du courant négationniste en Europe. Parmi ses fondateurs, il y a des membres du parti d'extrême droite flamand, le Vlaams Block, dont son président André Van Hecke. Le VHO appartient à l'internationale négationniste. Siegfried Verbeke est aussi cofondateur du parti d'extrême droite Vlaams Belang, ex-Vlaams Blok²⁶. Le VHO produit et diffuse une masse énorme de documents. Il a été l'objet de perquisitions avec saisies de documents, ses responsables ont encouru des condamnations.

Avec Siegfried Verbeke travaille également son frère Herbert; c'est lui qui a interviewé Vincent Reynouard dans la brochure: *Les Camps de concentration allemands 1941-1945, Mythes propagés et réalités occultées*, diffusée dans les établissements scolaires durant l'année 1999-2000. Ce texte typiquement négationniste montre des photos de déportés en bonne santé, les autres photos étant qualifiées de truquées. Les déclarations des témoins sont démontées, et d'autres sont citées qui confirment leur thèse, comme celles contenues dans le témoignage d'une soi-disant déportée polonaise médecin, qui aurait à Auschwitz mis au monde 300 bébés (et même 3000, peut-on lire plus loin!), sans aucun décès! Alerté par les déportés, le ministre de l'Éducation nationale saisit et interdit la brochure.

Deux ans plus tard, deux ouvrages arrivent dans des lycées: [La Controverse sur l'extermination des juifs par les Allemands, tome I: L'Examen des preuves](#), et [tome II: Réalités de la «solution finale»](#). Ces livres sont signés **Jean-Marie Boisdefeu** et proviennent du VHO. Ils sont accompagnés d'une lettre adressée au directeur de l'établissement, émanant d'une «Fondation pour la Mémoire de la Déportation» dont la dénomination est complétée par «...de ses martyrs et de ses Héros», sur papier à lettres de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, reproduisant son logo et ses références; seule l'adresse a été changée. Elle est signée de la présidente, dont le nom est un peu modifié: *Marie Chambart de Mauwe*, et la signature exacte. Naturellement la circulation de ces livres a été stoppée et j'ai porté plainte auprès du procureur de la République. [**Manque d'humour, Marie-Jo.**]

Le VHO se tient au courant des activités de la FMD. Il a lu un numéro de *Mémoire et Vigilance*, bulletin des Amis de la Fondation (AFMD), citant une conférence où je dénonçais ces méthodes. Il s'en justifie en se référant aux méthodes de la Résistance: «Marie-José Chombart de Lauwe s'offusque face aux ruses qui ont pu être employées afin de diffuser les écrits révisionnistes (rédaction de fausses circulaires, copies de logos, etc.). Nous lui rappelons que la Résistance et les services secrets anglais ont agi ainsi pendant la guerre, imprimant de faux journaux, de fausses lettres, etc. Ce sont les procédés habituels de la "propagande noire"» (*Sans concession*, n° 11, mars 2005).

Dans ce numéro de *Sans concession*, revue du VHO, Herbert Verbeke rend hommage à Ernst Zündel, «ce général d'armée, héroïque révisionniste», qui a été «déporté vers l'Allemagne, son pays d'origine», par les États-Unis. Le 8 novembre 2005, Zündel a comparu devant le tribunal de Mannheim. C'est aussi à Mannheim que Fred Leuchter (auteur d'un «rapport» niant les chambres à gaz dans les années 1980), avait été inculpé et écroué en 1994. Il avait été mis en accusation par le parquet de cette ville, suite à des réunions en Allemagne, où il niait le génocide, incitant à la haine raciale et «portant atteinte à la mémoire des morts»²⁷.

²³ En juin 2004, la Cour d'appel de Limoges condamnait Reynouard à six mois de prison ferme (et dix-huit avec sursis) pour «apologie de crime de guerre». Mais en avril 2005, la Cour de cassation annulait la condamnation au motif que Reynouard n'aurait pas fait l'apologie de ce crime de guerre, qu'il l'aurait seulement «contesté» - la loi ne réprimant que la contestation du crime contre l'humanité et l'apologie de crimes de guerre (NdR).

²⁴ Par exemple «La nouvelle condamnation de Vincent Reynouard sera-t-elle dissuasive?», *Le Patriote Résistant*, janvier 2004.

²⁵ *Oradour*, Ed. Liana Levi, 2001.

²⁶ Jean-Yves Camus (coordonné par), *Extrémistes en Europe*, CERA (Centre européen de Recherche et d'Action sur le Racisme et l'Antisémitisme), Ed. de l'Aube, 1997.

²⁷ *Ras l'Front* janvier 1994.

À son tour, Siegfried Verbeke a été arrêté en Hollande le 5 août 2005. Il fait l'objet d'un mandat européen lancé en juillet 2004 par le parquet de Mannheim, qui demande son extradition.

Garaudy et l'antisionisme

Durant les années 1990 également, les actions des négationnistes vont s'étendre à deux secteurs particulièrement sensibles. Plusieurs affaires dévoilent l'implantation d'une extrême droite négationniste dans une université, Lyon III (cette question sera développée dans le prochain numéro du PR). Et le monde arabe va être sensibilisé au négationnisme par les positions antisionistes de Roger Garaudy. En 1995, ce dernier publie un document, [*Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*](#) à la Vieille Taupe, qui est ainsi relancée. Il y dénonce le «mythe théologique» (la terre promise aux juifs), «*les mythes du XX^e siècle*» (le génocide) et l'«*utilisation politique du mythe*», le «*lobby juif*» l'exploitant, affirme-t-il, au profit de l'État d'Israël. Ce philosophe a suivi une trajectoire plutôt chaotique. Né en 1913, agrégé de philosophie, il a été d'abord membre du Parti communiste dont il est exclu en 1970. Il glisse vers l'extrême droite et participe à des colloques du GRECE (Groupement de recherches et d'études pour la civilisation européenne). C'est la guerre du Golfe qui déclenche cette évolution: il s'affirme antisioniste, anti-israélien. Son parcours religieux est aussi sinueux: de parents athées, il se convertit adolescent au protestantisme, passe par le catholicisme, puis, en 1982, annonce sa conversion à l'islam. En 1996, Roger Garaudy circule dans plusieurs pays arabes. Dans son ouvrage, réédité et traduit dans plusieurs langues dont en arabe, il demande la révision du procès de Nuremberg et s'appuie sur David Irving. Il cite aussi le rapport Leuchter.

Cette affaire fait grand bruit, d'autant plus que R. Garaudy reçoit le soutien d'un ami de longue date, et qui l'est resté, l'abbé Pierre, qui s'en prend au «mouvement sioniste avec ses puissants chefs». Lors de son procès pour «complicité de contestation de crimes contre l'humanité», R. Garaudy bénéficie de l'appui de journaux arabes. Pourtant, certains intellectuels arabes le critiquent: «L'idée d'exterminer les juifs ne porte-t-elle pas en elle le germe de l'extermination de toute autre race ou peuple?» (Liban). Au Maroc l'entrée d'une université lui a été interdite²⁸. Robert Garaudy est condamné lors de son procès en première instance, à Paris (27 février 1998), à une amende de 120.000 francs pour «contestation de crimes contre l'humanité» et «diffamation à caractère racial». Jugé en appel en octobre suivant, il soutient les mêmes thèses. Profitant des conflits au Moyen-Orient, le négationniste Jürgen Graf en fuite a trouvé refuge à Téhéran. À Berne, le département fédéral des Affaires étrangères a lancé un mandat contre lui, le 16 février 2001. Mais il n'y a pas de traité d'extradition entre la Suisse et l'Iran. Dans *Le Monde* du 18-19 février 2001, le journaliste Jean-Claude Buhner constate qu'est publié à cette époque, dans le journal *Teheran Times*, une série de seize articles intitulés «Une conspiration sioniste: le mensonge d'Auschwitz».

Bientôt deux organisations négationnistes, la Suisse «Vérité et justice», que préside J. Graf, et l'Institut[e] for Historial Review (IHR) annoncent qu'une conférence se tiendra à Beyrouth du 31 mars au 3 avril 2001: «Des chercheurs et activistes révisionnistes célèbres de différentes nationalités doivent y participer», proclame le site Internet de l'IHR où l'on précise qu'ils viendront d'Europe, des États-Unis et du Proche-Orient. Alors quatorze intellectuels arabes «indignés par cette entreprise antisémite» lancent un appel pour la dénoncer et la faire interdire²⁹. Le Premier ministre libanais déclare qu'une telle réunion visant à contester l'ampleur de «l'Holocauste» durant la Seconde Guerre mondiale ne sera en aucun cas autorisée. Les ambassadeurs et délégués arabes auprès de l'UNESCO saluent cette décision et publient un communiqué: «Cette décision est conforme à l'esprit de cohabitation millénaire entre les Juifs et les Arabes, elle vise à préserver de toute altération une mémoire commune fondée sur cette cohabitation et sur la contribution reconnue de la communauté juive à l'épanouissement de la civilisation arabo-islamique»³⁰. Dans le monde musulman, comme en Iran actuellement, les charges contre l'État d'Israël vont cependant continuer à s'appuyer sur la négation du génocide des juifs.

Carpentras... Münch et toujours M. Le Pen...

D'autres affaires ont ému l'opinion au cours des années 1990. Ainsi en mai 1990, la profanation du cimetière juif de Carpentras soulève un tollé, une vaste manifestation mobilise une foule

²⁸ *Le Monde* 13 janvier 1998.

²⁹ *Le Monde* 16 mars 2001.

³⁰ *Le Monde* 28 mars 2001.

nombreuse. Les enquêtes pour retrouver les coupables sont menées sans succès dans différents milieux de la ville. Finalement, on découvre une équipe de néo-nazis, admirateurs de Hitler, qui ont voulu faire un coup d'éclat contre le 8 mai ou pour commémorer la mort du *Führer*. C'est seulement en 1997 qu'ils sont arrêtés et jugés.

Pendant que se poursuit l'affaire Garaudy, les déclarations d'un ancien médecin SS, le Dr Münch, qui n'a aucunement mauvaise conscience, prouvent la réalité des gazages à Auschwitz. Après avoir témoigné dans l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, Münch a été interrogé à la radio française (1998). Il déclare qu'il a collaboré à Auschwitz avec Joseph Mengele, qu'il est allé voir la sélection sur la rampe. «Étant donné les conditions dans le camp, sélectionner les gens était une méthode humaine. (...) Les laisser crever dans le camp était certainement plus inhumain». «On se fait très vite à vivre tout tranquillement à un endroit où des centaines de milliers de gens sont gazés. Cela ne m'a pas pesé.» «Éliminer les juifs, c'était, à ce moment-là, le métier des SS». «Le matériel humain, c'était des femmes qui sans cela auraient été gazées. Je pouvais faire sur des humains des expériences qui sinon ne sont possibles que sur des lapins. C'était un travail important pour la science»³¹. Naturellement, les associations de déportés ont porté plainte.

En 1997, Jean-Marie Le Pen a, encore une fois, réitéré ses propos sur les chambres à gaz, «point de détail» de la Seconde Guerre mondiale, à Munich, le 5 décembre. Une nouvelle affaire aboutit à sa condamnation par le tribunal de grande instance de Nanterre. Il doit verser le franc de dommages et intérêts à 11 des parties civiles et verser une somme de 300.000 francs pour la publication de son jugement dans la presse. D'autres membres du FN sont également condamnés, par exemple en 1994 et 1996, Jean-Claude Varanne, directeur de *National Hebdo*, et deux de ses journalistes, Martin Pelletier et François Brigneau, pour «contestation de crimes contre l'humanité».

M. Le Pen poursuit quant à lui ses provocations tentant toujours de faire parler de lui... Au début de 2005, année du 60^e anniversaire de la fin des camps et de la victoire sur le nazisme, il déclare que «l'occupation allemande en France n'a pas été particulièrement inhumaine, même s'il y a eu des bavures, inévitables dans un pays de 500.000 kilomètres carrés». Il doute du «drame d'Oradour», il décrit la Gestapo comme une police protectrice de la population³². Dans un communiqué commun du 13 janvier, la Fondation de la Résistance et la Fondation pour la Mémoire de la Déportation «... dénoncent avec la plus extrême fermeté cette ignominie et appellent les Français à se souvenir des innombrables victimes assassinées, torturées ou déportées du fait de cette organisation criminelle.» Dans le même temps, la FNDIRP «clame son indignation et réaffirme sa volonté de barrer la route aux provocations des dirigeants du Front national».

Persistance de l'action violente

Les activistes de l'extrême droite violente font de nouvelles apparitions, de façon spectaculaire en 2002: Maxime Brunerie, néo-nazi du groupe Unité radicale tente d'assassiner le président de la République pendant le défilé du 14 juillet. Cet homme de 25 ans est passé par plusieurs formations extrémistes. Partant du mouvement skinhead, il participe au groupe de «rock identitaire» *Bleu-Blanc-Rock*. Comme Vincent Reynouard, il fait un passage au PNFE. Il tente de se présenter à une élection municipale sur une liste du MNR, le Mouvement national républicain de Bruno Mégret. Unité radicale, créée en 1998, veut rassembler l'ensemble des organisations d'extrême droite. À la tête du mouvement, on trouve alors d'anciens membres du GRECE, de l'Action française et du Front national de la jeunesse (FNJ). Unité radicale possède sa maison de disques, un site Internet et des petits journaux. Elle organise des réunions publiques, tient ses «Assises de la radicalité» (22 septembre 2001, Paris). D'un nationalisme exacerbé, anti-immigration, antijuif: «Notre combat est antidémocratique, antirépublicain. Il faut nous débarrasser de la République française», «Un bon juif est un juif mort.» «Allez foutre le bordel partout (...)»³³, elle pousse à la violence et prépare des attentats.

Dissoute le 6 août 2002, Unité radicale s'est tout de suite reconstituée sous les noms de Bloc identitaire et de Jeunesses identitaires. Dès le 9 novembre, un large rassemblement des extrêmes droites en marge du FN et du MNR a créé la «Maison de l'identité», salle Wagram. Les forums et les stands y exposent les publications habituelles et des documents négationnistes et racistes. Le 7 décembre, les Jeunesses identitaires organisent à Lyon un meeting sur le thème «Immigration? Invasion? La jeunesse européenne dit non!». Un an plus tard, le 15 novembre 2003, au palais des congrès de Versailles se tient la deuxième fête de «l'identité et des libertés». Cette fois, la «Maison de

³¹ *Presse Nouvelle Magazine* janvier 1999.

³² *Le Monde* (Entretien avec l'hebdomadaire négationniste *Rivarol*, 13 janvier 2005, Christiane Chombeau).

³³ *Le Monde* 16 juillet, 17 juillet, 30 juillet et 7 décembre 2002.

l'identité» regroupe à la fois le Front national de la jeunesse et de jeunes skinheads du mouvement le plus dur, «Blood and Honor», admirateur de Hitler (12). Rappelons encore qu'en Alsace, le 31 juillet 2004, près de 300 néo-nazis se réunissent à Hipsheim (Bas-Rhin). Dans cette région, plusieurs actions de néo-nazis ont été signalées, croix gammées sur des monuments, tombes souillées... Un rapport est demandé aux Renseignements généraux (DCRG) sur ces groupes. Il est remis à la mi-janvier 2005 au ministre de l'Intérieur, Dominique de Villepin, qui proposera au conseil des ministres leur dissolution et des mesures empêchant leur reconstitution sous de faux noms. Seule une partie des diverses actions visant à la réhabilitation du nazisme, et des ripostes qui leur ont été apportées, heureusement, durant la période considérée, ont été exposées dans ces pages. Nous poursuivrons leur description dans les prochaines éditions du *Patriote Résistant*.

<http://www.fndirp.asso.fr/scenenegationniste2.html>

Réhabilitation du nazisme: des voies multiples depuis 60 ans

4e partie: Négationnistes à l'oeuvre à Lyon III

C'est avec l'affaire Notin que se révèle l'existence d'un important noyau d'extrême droite et de négationnistes implanté dans l'Université Lyon III. En janvier 1990 sort un numéro de la revue *Économies et sociétés* daté d'août 1989, publication de l'Institut des sciences mathématiques et économiques appliquées (ISMEA). Le coordinateur de ce numéro spécial est Frédéric Poulon, professeur à l'université Bordeaux I. L'objectif du numéro est de défendre la langue et la culture françaises face au danger de leur submersion par la culture anglo-américaine. Le titre du numéro, «France vassale», situe son orientation générale. Neuf auteurs y présentent leurs réflexions mais parmi eux s'est glissé Bernard Notin, un négationniste qui, sous le titre «Le rôle des médias dans la vassalisation nationale: omnipotence ou impuissance», accuse l'univers des médias qui imposerait l'existence de réalités sans fondements. Il cite comme exemple: «Le thème, historique, des chambres à gaz homicides est très révélateur de ce procès. Les preuves proposées pour en démontrer l'existence évoluent au gré des circonstances et des époques, mais s'extraient d'une boîte à malice comprenant trois tiroirs. Tout en bas la visite des locaux (peu crédibles). Au milieu l'affirmation des vainqueurs (elles ont existé). En haut: les on-dit (histoire de l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'homme qui...). Au total on en postule l'existence, et qu'importe la réalité de cette réalité»...

Le directeur d'*Économies et sociétés* découvre cet article après la sortie du numéro, il convoque les responsables de l'ISMEA qui diffuse un communiqué contre ce texte «au contenu raciste, révisionniste et ascientifique». Mais le responsable du numéro ne veut pas se désolidariser de Bernard Notin, qui a pourtant substitué ce nouveau texte à celui présenté à l'ISMEA avant publication - au nom de la liberté d'expression. Le CNRS retire alors la subvention qu'il accordait à la revue. Bernard Notin fait partie du Conseil scientifique du Front national et du comité de rédaction de *Nouvelle École*. Maître de conférences en sciences économiques à l'Université Lyon III, dont il est membre de son conseil scientifique, il doit cesser d'y faire cours le 9 mars 1990, tout en continuant son enseignement à l'Institut d'administration des entreprises. Mais des étudiants et des enseignants réagissent très rapidement. Pierre Vidal-Naquet tient une conférence à l'Institut d'études politiques de Lyon (le président de Lyon III lui ayant refusé une salle) sur *Révisionnisme et négationnisme, démythification d'une falsification*. En septembre 1990, une association René-Cassin est fondée pour «veiller au respect scrupuleux des principes alliant la liberté d'opinion de chacun à la plus extrême rigueur morale». [**La Liberté d'opinion consiste dans ce cas à faire taire les malpensants.**] 70 enseignants de Lyon III sur les 350 y adhèrent. À côté de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), toujours très présente, les étudiants ont créé une association loi 1901 appelée «Hippocampe» (l'hippocampe étant la zone du cerveau où siège la mémoire). Elle regroupe des étudiants en histoire et de l'IUFM et veut alerter les nouveaux étudiants de la présence des enseignants et des étudiants d'extrême droite. Fondée en 1993, elle demeure très vigilante encore actuellement. Bernard Notin a été sanctionné par le conseil d'administration de l'Université, qui l'interdit d'enseignement pendant un an, mais seulement après l'intervention du maire de Lyon et du ministre de l'Éducation nationale: le recteur, son représentant, est venu lui-même supplier la section disciplinaire d'agir. Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche cassera la sanction pour vice de forme, la remplaçant par un retard d'avancement. De toute façon, les manifestations des étudiants ont rendu impossible la reprise de cours de Bernard Notin. Il demande sa mutation. Assigné en justice, il est condamné par le Tribunal de grande instance de Paris, suite à une plainte du MRAP, à une amende de

20.000 francs.

Un premier rapport

L'affaire Bernard Notin s'est déroulée à travers de nombreux épisodes, dont il n'est possible de décrire dans ce texte que les points les plus marquants. Un Conseil lyonnais pour le respect des droits a été mis en place et validé par le conseil municipal du 17 octobre 2001, avec pour mission de «faire la lumière sur les faits de négationnisme imputés à l'Université Lyon III». La lettre de mission du maire confie à M^e Alain Jakubowicz, président délégué du Conseil [**et sioniste absolument fanatique**], la charge de la réalisation d'un rapport, et se félicite d'une autre initiative, celle du ministre de l'Education nationale, qui a demandé à une commission spécifique (d'historiens), sous la direction d'Henry Rousso, de mener une étude sur le même sujet; nous y reviendrons. En juin 2002, le Conseil lyonnais présente son Rapport sur le négationnisme et le racisme à l'Université Lyon III, qui constate que «des dérives négationnistes sont le fait d'une minorité d'individus pour la plupart très engagés à l'extrême droite. Les enseignants ont leur liberté d'opinion. C'est pourquoi ce rapport ne s'attarde pas sur les appartenances politiques de chacun, mais s'intéresse surtout à l'utilisation de l'Université Lyon III pour diffuser des idées contraires aux droits de l'homme. Ces utilisations idéologiques ont été accompagnées d'actions violentes au sein de l'Université». Le rapport conclut avec un point de vue juridique: «En se réfugiant derrière l'autonomie des universités, un légalisme formel et des déclarations de principe, en minimisant ou en niant des faits, pour refuser de sanctionner les dérives, ils (des responsables) portent une plus lourde responsabilité par rapport à l'image négative de l'Université Jean Moulin. Le légalisme affiché est d'ailleurs purement formel, puisque certaines de ces dérives tombent sous le coup de la loi». Mais le rapport note aussi la réduction du noyau négationniste et raciste.

Le cas Jean Plantin

En mai 1999, un éditeur lyonnais est condamné pour «publicité» en faveur d'ouvrages négationnistes. Commence alors l'«affaire Plantin». Dans sa revue négationniste *Akribeia* (exactitude, en grec), il publiait des notes de lecture sur des ouvrages interdits par le ministère de l'Intérieur, par exemple le *Rapport Rudolf*, de l'ingénieur Germar Rudolf, niant la possibilité de gazage de masse, *Oradour, un demi-siècle de mise en scène* ou les revues négationnistes, *Révision* et *Annales d'histoire révisionniste*. Cette dernière avait été lancée durant le procès Barbie (cf. PR de janvier 2006). Dans son numéro 1 (printemps 1987), la traduction française du chapitre de Carlo Monttognio, *Le mythe de l'extermination des juifs*, a été effectuée par Jean Plantin. Depuis octobre 1997, quatre numéros d'*Akribeia* ont été diffusés par abonnement et dans des librairies de Paris, Lyon et Toulon. Jean Plantin est condamné à six mois de prison avec sursis et à 10.000 francs d'amende. Mais il réitère et, en octobre 1999, il est de nouveau condamné. Le 21 juin 2000, la cour d'appel de Lyon assortit le sursis d'une mise à l'épreuve de trois ans avec interdiction d'exercer son métier d'éditeur, ce que la Cour de cassation confirme le 13 mars 2001. Cependant, l'éditeur ne règle pas ses amendes et les indemnités dues aux parties civiles en se disant insolvable. Il a cédé les parts de sa société à Faurisson et à sa mère, tout en continuant à publier plusieurs ouvrages depuis 2000. Il diffuse ses textes sur Internet, via un site domicilié aux États-Unis. La cour d'appel de Lyon, saisie par le juge d'application des peines, révoque le sursis en juin 2003. Son avocat, Me Éric Delcroix, se pourvoit en cassation.

Cette cour annule la peine avec le motif que le sursis avec mise à l'épreuve n'était applicable qu'au délit de droit commun, alors que la contestation de crime contre l'humanité relève de la loi sur la presse de 1881. Durant les étapes successives de l'affaire Plantin, celui-ci est soutenu par les négationnistes et par des groupes néonazis du monde entier, avec lesquels il reste en liaison par Internet: le VHO en Belgique, le British National Party (GB), *The Journal of Historical Review* (USA), *Revistas NS* (Espagne), liaisons repérées sur Internet. Plantin s'y présente comme un historien persécuté. En 1990, il a réalisé un mémoire sur Paul Rassinier, à l'université Lyon III, et l'année suivante, à Lyon II, un DEA en histoire contemporaine, sur *Les épidémies de typhus exanthématiques dans les camps de concentration*, responsables pour les négationnistes de la grande mortalité des déportés. Au moment où Jean Plantin comparaît au tribunal pour sa revue négationniste *Akribeia*, en 1999, sous la pression des associations d'étudiants et des antiracistes, les deux universités reconsidèrent les diplômes de cet ex-étudiant. Lyon II profite de quelques irrégularités dans la soutenance pour invalider le DEA, en novembre 2000. Huit mois plus tard, Lyon III reconvoque le jury qui avait attribué la mention «très bien» au mémoire de maîtrise de Jean Plantin qui le requalifie en «inacceptable». Les deux professeurs qui avaient accepté les travaux du négationniste, Régis

Ladous et Yves Lequin, ont démissionné de leur direction de maîtrise et DEA. Ils n'avaient pas su percevoir la dimension négationniste de ses travaux, se contentant seulement, par exemple, de demander la retouche d'un passage inacceptable dans le mémoire qui déclarait «qu'au total, le nombre de juifs morts pendant la guerre se situe entre un million et 1,5 million au maximum». Mais Jean Plantin saisit le tribunal administratif de Lyon. Les magistrats se réfèrent alors à une jurisprudence du Conseil d'État qui pose qu'une administration ne peut retirer une décision créatrice de droit (comme un diplôme) au-delà de quatre mois après sa ratification. Jean Plantin peut donc de nouveau se prévaloir de ses titres en histoire bien qu'il ait été reconnu comme négationniste et antisémite. Encore une fois, la forme et des arguties juridiques empêchent de condamner des positions visant à gommer la monstruosité des crimes nazis.

L'offensive de Bruno Gollnisch

Pendant l'affaire Plantin, Bruno Gollnisch, professeur à Lyon III de droit international et de civilisation japonaise, et député FN européen, a soutenu Jean Plantin. Lors du premier rapport annuel de l'Union européenne sur les droits de l'homme, il évoque les violations de ces droits par une «législation stalinienne» contre les intellectuels qui rectifient des «erreurs historiques auxquelles n'adhèrent plus aucun historien sérieux»³⁴. Il va réagir quand la commission d'historiens sur le racisme et le négationnisme à Lyon III rendra son rapport, en 2004 et, cette fois, ses propos seront sanctionnés. Décidée en 2001, cette commission a été instituée le 11 février 2002 par le ministre de l'Éducation nationale Jack Lang. Sa mission consistait à «faire la lumière sur le racisme et le négationnisme, qui ont pu trouver leur expression au sein de l'Université Lyon III». Henry Rouso, directeur de l'Institut d'histoire du temps présent en est président et constitue son équipe. Pendant plus de deux ans, les experts dépouillent les archives de l'université, du rectorat et du ministère et interrogent les personnes impliquées dans ces problèmes, qui avaient entraîné de vigoureuses actions des associations de défense de la mémoire et des droits de l'homme. L'image de cette université a été dégradée. Le 6 octobre 2004, la commission remet son rapport au ministère de l'Éducation nationale, François Fillon, dans lequel elle affirme alors que Lyon III n'est pas une «fac facho»: elle a bien abrité un noyau d'une douzaine de militants actifs, sur un total de quelque 300 à 400 enseignants³⁵. Le rapport est sévère pour l'ancien président de 1980 à 1990, Jacques Goudet, incapable de condamner le négationnisme, pour la réticence de la direction à punir les auteurs de thèses inacceptables, et l'attitude des responsables se réfugiant derrière des obstacles administratifs, et, enfin, leur «incapacité à mesurer la dimension politique, publique de la question du négationnisme»³⁶. Par ailleurs, le rapport reproche aux associations comme SOS Racisme, et Hippocampe et à la presse de s'être livrées à une surenchère dans le combat contre le négationnisme. Entre des historiens effectuant un long et patient travail d'étude et des étudiants et des militants de terrain, les méthodes peuvent s'opposer.

Quelques jours après la remise du rapport, Bruno Gollnisch organise à Lyon, le 11 octobre, une conférence de presse pour la rentrée du Front national. Il y conteste la «légitimité et la légalité» de la commission qu'il qualifie de «police de la pensée»³⁷ et met ensuite en doute la neutralité d'Henry Rouso, «historien engagé»... «une personnalité juive, une personnalité estimable mais sa neutralité n'est pas assurée». Personne, en lisant les travaux de cet historien incontesté, n'avait eu l'idée de s'interroger sur ses origines. Bruno Gollnisch le fait et révèle une fois de plus l'antisémitisme de l'extrême droite. Le délégué du Front national justifie aussi les thèses de ses collègues négationnistes soutenues à Lyon III: «Il n'y a plus un historien sérieux qui adhère aux conclusions du procès de Nuremberg». Il ne «remet pas en cause l'existence de camps de concentration», mais estime le nombre des morts à «quelques centaines de milliers». Pour les chambres à gaz, «il appartient aux historiens de se déterminer». Il se rallie ainsi au point de vue de Jean-Marie Le Pen pour qui il s'agit d'un «point de détail». Mais il est accompagné lors de cette conférence par un conseiller régional du FN de Rhône-Alpes, pour lequel ces chambres «ont servi à désinfecter des milliers de prisonniers, pouilleux ou atteints du typhus».

Dès le lendemain, le ministère de l'Éducation nationale condamne ces déclarations scandaleuses. Tout propos négationniste relève du pénal. Le président de Lyon III, Guy Lavorel, demande au ministre de suspendre B. Gollnisch de ses fonctions et saisit la section disciplinaire de

³⁴ [Rapport sur le négationnisme et le racisme à l'Université Lyon III](#) d'octobre 2004.

³⁵ Voir à propos de ce rapport l'article de Danièle Baron dans le *Patriote Résistant* de décembre 2004.

³⁶ Sophie Landrin, *Le Monde*, 8 octobre 2004.

³⁷ Sophie Landrin, *Le Monde*, 13 octobre 2004.

l'université. Le recteur lui avait précisé qu'il pourrait lui-même saisir cette section car «dans la mesure où Bruno Gollnisch s'est servi de cette chaire à l'université pour se crédibiliser au plan politique, il est logique qu'après avoir tenu des propos aussi scandaleux il soit décrédibilisé dans sa fonction enseignante. Ce qui est en cause, c'est l'honneur et l'éthique de Lyon III»³⁸. Le président le suspend d'abord pour un mois, au terme duquel l'enseignant tente de reprendre ses cours; mais les associations étudiantes l'en empêchent. Le président lui interdit alors l'accès à l'université jusqu'à la remise du rapport de la section disciplinaire. Le Conseil d'État annule cet arrêté, et Bruno Gollnisch tente de donner ses cours à la Manufacture des tabacs, entouré de ses gardes du corps. Le lendemain, le ministre décide lui-même une suspension d'un an pour l'intérêt du service. Finalement, le 3 mars 2005, après quatre mois de procédures cahotantes, le verdict de la section disciplinaire tombe: Bruno Gollnisch est exclu de son enseignement pour cinq ans, avec traitement réduit de moitié. C'est la première fois qu'une université française prend une sanction aussi lourde contre un négationniste. **[Cette décision vient d'être cassée au tribunal administratif.]** Trois associations d'étudiants, l'UNEF (Union nationale des étudiants de France), l'UEJF (Union des étudiants juifs de France) et Hippocampe publient un communiqué commun: Cette exclusion est «un signal fort lancé à ceux qui voudraient donner une caution universitaire à une idéologie négationniste et antisémite» et elle rend son honneur à l'université lyonnaise. Si les actions de ces étudiants ont été critiquées par la commission Roussio, leur intolérance aux symptômes de remontée des idées dédouanant le nazisme de ses crimes, allant jusqu'à créer des scandales, a alerté l'opinion et mobilisé les responsables. Bruno Gollnisch devra aussi rendre compte de ses propos devant la justice, comme s'y était engagé le garde des sceaux, Dominique Perben³⁹. Le 23 mai prochain, il comparaitra devant le tribunal correctionnel de Lyon pour contestation de crimes contre l'humanité.

Concluons avec cette réflexion d'Yves Lescure, directeur général de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation: «S'ériger en victime permanente fait partie de la stratégie bien connue du Front national. Les menées négationnistes procèdent d'une logique d'hygiène historique qui veut réhabiliter des idées et des régimes qui ont mené l'humanité au bord de l'abîme. (...) La dénoncer et s'en protéger est aussi un devoir moral. (...) La démocratie ne peut pactiser avec ses assassins potentiels»⁴⁰.

La bonne Marie-Jo, bretonne, résistante militante, ne peut s'empêcher. Par exemple, elle dit des fafs des années 60: "Ces petits mouvements représentent un nombre faible d'adhérents, mais ils sont dangereux et n'hésitent pas à tuer." Sans autre précision. Passons à la phrase suivante: "François Duprat avait créé les Groupes nationaux révolutionnaires (GNR) de base, courant dur du Front National. Ces GNR passeront à la FANE après la mort de Duprat." Et bien cette excellente Marie-Jo ne peut pas se résoudre à dire que Duprat n'est pas simplement "mort". Elle ne peut pas avouer qu'il a été assassiné (voiture piégée). Elle a laissé entendre que ces fafs étaient des assassins, alors elle ne peut pas dire qu'ils ont été assassinés! C'est comme ça, à ces petits détails malhonnêtes et sordides qu'on voit comment une belle conscience morale se discrédite d'un coup, entièrement. En crachant sur un cadavre. Marie-Jo, tu n'iras pas au paradis!

MORT D'UN MENTEUR

Auschwitz escapee who told the world dies in B.C.

Mark Hume

Vancouver -- When Rudolph Vrba fled Auschwitz in the spring of 1944, he made what may have been the most monumental escape of all time, slipping past Nazi guards and attack dogs that were trained to rip prisoners to pieces.

Although his life ended quietly this week in Vancouver, where he succumbed to cancer at age

³⁸ Sophie Landrin, *Le Monde*, 6-7 mars 2005.

³⁹ Deux autres membres du FN, le conseiller régional Albert Rosset et Georges Theil, ancien élu régional, ont aussi été poursuivis pour leur négation des chambres à gaz, Theil ayant été condamné récemment à six mois de prison ferme dans deux affaires différentes.

⁴⁰ *Mémoire et Vigilance*, 15 septembre 2004.

82, his escape shook the world 62 years ago because of the secret he and a fellow prisoner revealed.

They told the world about Auschwitz.

Dr. Vrba's feat was remarkable not merely because of what he did -- managing, with prisoner Alfred Wetzler, to confound a Nazi security system that killed hundreds of thousands, perhaps millions of Jewish prisoners -- but because of why he did it.

He did not flee to save his own life. He made the suicidal escape bid, which succeeded against all odds, to warn Hungarian Jews that they were about to be rounded up by the SS and sent to the gas chambers.

He and Mr. Wetzler, who died in Slovakia in 1988, brought the first eyewitness accounts of Auschwitz-Birkenau, writing a shocking and detailed report about what was taking place in the death camp.

Although their warning, which became known as the Auschwitz Protocols, was delayed in its release until after mass transports of Hungarian Jews had started, Dr. Vrba and Mr. Wetzler are widely credited with sounding an alarm that saved 100,000 lives.

Ruth Linn, dean of education at Haifa University in Israel, and author of a book about Dr. Vrba's experiences, described the emeritus professor of pharmacology at the University of British Columbia yesterday as a hero.

"We have lost a rare history maker that the history tellers are yet to find the right words to describe," she said in an e-mail.

"Dr. Vrba was an exemplary courageous hero and warrior, an independent thinker who had never feared confronting the establishment.

"He was a scholar who knew the power of knowledge, a person who believed that the deportees to Auschwitz should have been given that power too. He believed that if they knew the fate [that] awaits them upon arrival in Auschwitz, many lives would have been saved. He promised himself to bring them that knowledge, and he kept his promise."

Bernie Farber, CEO of the Canadian Jewish Congress, said he first heard Dr. Vrba speak about his experiences in Auschwitz when **he appeared as a prosecution witness in Ernst Zundel's 1985 hate trial.**

"There are very few stories from those that were actually there . . . [and] his story was breathtaking," Mr. Farber said yesterday.

"He had what's been described as a photographic memory. He was able to recall the numbers of those who were killed. He was able to give eyewitness testimony that was unshakable, and he played a pivotal role in Zundel's conviction. . . . He was able to tell the story with such clarity that people were able to understand the Holocaust." [...]

Globe and Mail, Toronto, 31 March 2006.

<http://www.theglobeandmail.com/servlet/story/LAC.20060331.AUSCHWITZ31/TPStory/National>

Une mémoire si "photographique" qu'elle lui permettait d'inventer librement et astucieusement. Bernie Farber qui a été l'un des plus gros persécuteurs judiciaires de Zündel dans les années 70-80 oublie de mentionner la déroute qui a emporté Vrba lorsqu'il a été mis sous le feu roulant des questions préparées par la défense, au premier rang de laquelle ferraillait Robert Faurisson. Nous avons, en ligne, le compte rendu sténographique de ce moment étonnant, où Vrba, à la fin, piteux, déconfit, est obligé de dévoiler ses mensonges et ses inventions et de les excuser par l'invocation pathétique d'une "licence poétique" qui justifierait tous ses tours de cochon! Lui qui était si peu poète! Au moment où cette baudruche se dégonfle, (mars 2006) les hagiographes font comme si ce moment de vérité n'avait pas eu lieu. Nos lecteurs le retrouveront (dans l'original anglais) à

<http://aaargh.com.mx/fran/livres/vrb.zip>

Un autre infernal baratineur vient également de lâcher la rampe, un historien bidon particulièrement toxique, nommé Gerald Fleming, de son vrai nom Gerhard Flehninger, né en 1921 dans une famille juive de Mannheim. Voir son hagiographie dans le Guardian du 30 mars 2006:

<http://www.guardian.co.uk/secondworldwar/story/0,1742407,00.html>

Fidèles au dicton chinois, nous demeurons assis au bord du fleuve et nous regardons passer au fil de l'eau les cadavres de nos ennemis. Nous n'en tirons aucune satisfaction particulière (notre tour viendra) mais il faut bien constater que les joues de la Vérité rosissent de plaisir quand passent les visages verdâtres des menteurs professionnels.

L'INTANGIBLE

Le dur noyau du mythe

On sait qu'une religion nouvelle doit d'abord sécréter un noyau mythologique, un "kérygme" comme disent les théologiens, ensuite sélectionner un clergé et recruter des adorateurs. Au bout d'un certain temps d'autres besoins se font sentir. Il faut identifier des lieux sacrés et fabriquer des saints, qui engendrent de nouvelles représentations mythiques. Les lieux sacrés permettent des fusions affectives et des trances chamaniques, à condition d'être régulés par un clergé idoine.

On ne songe plus à la façon dont, à la fin du Moyen-Age, les collectivités locales se sont lancées avec entrain dans un commerce effréné, favorisé par les Croisades, celui des reliques, qui servaient comme "produit d'appel" pour les nouvelles églises "gothiques" en construction. On trouve dans de nombreuses localités de telles églises surdimensionnées. Leurs promoteurs avaient surestimé la capacité d'attraction de telle ou telle relique, achetée à des pèlerins plus ou moins intéressés, revenant d'un Orient un peu fabuleux, où les margoulins ne devaient pas manquer. A l'achat comme à l'usage, la relique était d'abord marqué par une valeur monétaire. On pouvait la débiter en morceaux. Saint Marc à Venise (racheté en Égypte), Saint Nicolas sur toute une trajectoire qui commence à Bari, sont des exemples classiques.

La religion naissante de l'Holocauste n'a pas échappé à la règle. Formulé dans les années 60, le kérygme reste interchangeable. Les reliques se trouvent à la tonne. Vous pouvez enlever du chiffre des victimes tous les millions que vous voudrez, la sacro-sainte somme totale reste toujours la même. Étonnante mathématique! Le clergé est devenu abondant, hiérarchisé, et il recrute sans difficulté. Le présent pape se nomme Wiesel I^{er}. La foule des adorateurs, des communicants et des pèlerins double tous les deux ans. Le processus d'élection des lieux saints continue à fonctionner, sous nos yeux. De grandes réunions internationales ont pour objet le maintien en l'état (supposé d'origine) des camps de concentration, qui subissent les outrages du temps. On a totalement oublié qu'ils ont fait l'objet de soins et de travaux secrets de la part des commissions soviétiques dans les années 50. Il faut donc restaurer. On ne parle pas ici de la multiplication vertigineuse des "mémoriaux" et autres musées qui se répandent partout. Ne mentionnons pas celui de Berlin, totalement dépourvu de sens, que la population s'approprie sous forme de vaste pisseoire publique.

Les camps de concentration sont évidemment, par nature, des lieux saints, rayonnant de souffrances, bourrés de reliques, qu'un clergé spécial entretient en récoltant de grasses subventions, qui ne sont pas perdues pour tout le monde. Récemment, un lieu particulier est devenu candidat à la sanctification. Il s'agit de l'usine désaffectée de la firme Topf et fils à Erfurt, dans l'ancienne Allemagne de l'Est. L'entreprise a périclité en 1994. Les locaux sont devenus la proie des tagueurs et des clodos. Un parti de squatters s'est installé. La municipalité ne semblait pas se soucier du sort de l'usine où la Topf avait conçu et fabriqué des fours crématoires pour différents camps, dont Auschwitz, parmi beaucoup d'autres institutions. Le processus de sanctification est donc remonté en amont des camps et plane aujourd'hui sur le terrain de la Topf. Il n'est pas inopportun de rappeler que le sanctificateur et hagiographe Pressac s'est longuement penché sur les archives de la Topf, dont il espérait, disait-il, tirer un nouveau morceau d'évangile. Les squatters eux-mêmes, saisis par la caractère des locaux qu'ils utilisent pour bouffer, "teufer" et fumer des joints, se sont fendus d'un site internet où ils balbutient leur révérence pour ce fragment supposé de la Nouvelle Histoire Sainte.

http://topf.squat.net/topf_eng/virtueller_rundgang/navigation.html

Il s'agit maintenant de "sauver" ce lieu saint menacé par un poison terrible, celui de l'indifférence alimentée par l'ignorance. Le *Spiegel* a dépêché un envoyé, Charles Hawley, pour rendre compte de l'état lamentable des lieux et de l'absence de révérence perceptible chez les édiles locaux. Il rapporte que parvenir jusqu'aux locaux est déjà en soi un exploit! On n'est pourtant qu'à un quart d'heure à pied du centre ville. Quand on y arrive, c'est un paysage de ruine qui s'offre au regard: murs effondrés, toits crevés, fenêtres cassées, tout cela tordu, disjoint pas la neige qui fond avec peine.

Mais heureusement un "réseau informel" d'historiens locaux et de "personnes qui ne voulaient pas voir disparaître ce site" (sans plus de précision) a entrepris de faire pression sur la municipalité et sur la région de Thuringe. Il semble que la municipalité songerait à acheter tout ou partie du site pour "en faire quelque chose".

<http://service.spiegel.de/cache/international/0,1518,407592,00.html> (*Spiegel*, en anglais)

Pour le transformer en "mémorial", il faut des sous. Il est question de les chercher. Le Mémorial de Buchenwald, qui se trouve non loin, fait circuler une exposition qui pourrait ramener une première mise de fonds. A l'heure actuelle, elle est visible à Essen, grosse ville de la Ruhr, sous un titre ronflant : *Les ingénieurs de la "Solution finale"*. Évidemment, c'est absurde : ces ingénieurs n'ont jamais tué personne et n'ont certainement jamais eu le sentiment qu'ils participaient à un ...zolocoste. Mais en octobre dernier, la ville d'Erfurt a engagé une "historienne", Annegret Schüle, pour développer un embryon de "centre d'information" et écrire un livre, celui

peut-être que Pressac n'a pas pu faire aveant de mourir, sur l'histoire de la Topf. Avec un peu d'huile de coude et beaucoup de bras de fer, on devrait arriver à ériger un lieu d'adoration présentable qui attirerait des pèlerins, à recruter d'abord chez les gros cons d'Américains, crédules à souhait, afin de revigorer le commerce local qui bat de l'aile, comme partout à l'Est.
ST

OÙ PASSENT NOS IMPÔTS ?

Nos impôts servent à financer les restitutions, ou prétendues telles, aux victimes juives de la seconde guerre mondiale. Les victimes françaises, par exemple, des énormes bombardements américains ou anglais (Caen et ailleurs), elles, ne seront pas prises en compte. D'après le site *Jewish Week* (Semaine juive) la République a déjà décaissé l'équivalent de 300 millions de dollars. Ces sommes couvrent la perte de la machine à coudre du tailleur comme aussi les collections de tableaux. En moyenne, on donne 32.000 dollars à chacune des 15.000 personnes qui ont fait des demandes. Ce n'est sûrement pas fini. On ne parle pas de ce que les juifs étrangers ont déjà soutiré de l'Allemagne fédérale dans les années 60-70. C'est oublié.

<http://www.thejewishweek.com/news/newscontent.php3?artid=12260>

VŒU PIEUX

«L'histoire du négationnisme se résume à quelques personnes»

Henry Roussio

historien et directeur de l'Institut d'histoire du temps présent (Cnrs), spécialiste de la période de la guerre et de l'occupation, vient de remettre son rapport sur l'université Lyon III, considérée comme un fief des négationnistes. Une université où enseigne Bruno Gollnisch, numéro deux du FN. (Janvier 2005)

par **Christophe Forcari**

Quand apparaissent les premiers écrits négationnistes? Dès la fin de la Seconde Guerre Mondiale et en France sous l'impulsion de Maurice Bardèche, le beau-frère de Robert Brasillach. Contrairement à une idée assez répandue, le négationnisme n'est pas né à l'extrême gauche mais bien à l'extrême droite. Nier le génocide participe alors à la tentative de réhabilitation du fascisme. Ces idées se diffusent dès 1947 et trouvent après à s'exprimer dans les colonnes de périodiques comme *Défense de la France* ou *Rivarol* qui regroupent, au début des années cinquante, les anciens collaborateurs. Le négationnisme est un élément structurant du discours d'extrême droite. Il devient une arme utilisée contre l'État d'Israël en faveur du nationalisme arabe.

Qui en a été le premier théoricien? L'histoire du négationnisme se résume à quelques personnes. Les auteurs de ces thèses ne se renouvellent pas et s'autocitent. Le premier à les avoir véhiculées a été Paul Rassinier, lui-même ancien déporté. C'est lui qui fait la jonction avec l'extrême gauche pour des motivations obscures. Une d'entre elles tient à ce que l'ampleur du génocide faisait passer au second plan les crimes commis par d'autres systèmes politiques comme le régime stalinien contre lequel une partie de l'extrême gauche a toujours lutté. Et puis il existe également un antisémitisme de gauche qui associe le juif au grand capital. Jusque dans les années 70, ce négationnisme reste sans impact. Il acquiert une visibilité avec Robert Faurisson. Alors que Rassinier se fondait sur sa légitimité de "témoin" (bien qu'il ait été déporté à Buchenwald, qui n'était pas un camp d'extermination mais un camp de concentration), Faurisson s'appuie, lui, sur une démarche universitaire et pseudo-scientifique et s'exprime dans un tout autre contexte avec notamment une interview au *Matin de Paris* en 1978. Le scandale éclate alors. Depuis les négationnistes ont toujours cherché à obtenir une reconnaissance universitaire en décrochant des diplômes.

La loi Gayssot⁴¹ a-t-elle permis de limiter la diffusion des thèses négationnistes? Oui et

⁴¹ L'article 24bis, dit «loi Gayssot» de la loi sur la liberté de la presse sanctionne l'expression publique des discours négationnistes à savoir la négation de l'ampleur ou de la réalité du génocide juif perpétré par les Nazis pendant la 2ème Guerre Mondiale.

paradoalement en ayant été assez peu appliquée. Elle a été une protection même si en quelque sorte, elle signe une certaine défaite de la science qui n'est pas parvenue à empêcher la diffusion de cette pensée. Par ailleurs elle arrange l'extrême droite qui se pose en victime. Mais il faut, dans nos sociétés, réprimer l'expression publique de la haine de l'autre, ce qu'est l'antisémitisme dont le négationnisme n'est qu'une composante.

Libération, 31 janvier 2005 (attention à la date!)
<http://www.liberation.fr/page.php?Article=271244>

Cet olibrius se pare du titre d'"universitaire"! Rappelons que la "toge" est en fait une survivance de la soutane, du temps où l'université était peuplée par des curetons amateurs de bûchers. Haut-lieu de l'intolérance et de la bigoterie, elle personnifiait l'oppression intellectuelle. C'est encore la cas aujourd'hui après les épurations des dernières décennies.

DÉNONCIATION AU CONGRÈS DES ETATS-UNIS

Anti-Semitism in Ukraine

Dennis Kucinich speaking from the Floor of the House

[Link to this entry in the Congressional Record](#) Mar 8, 2006

(Extract]

Ukraine University MAUP: Schooling in Anti-Semitism

MAUP is the main source of anti-Semitic agitation and propaganda in Ukraine. It organizes anti-Semitic meetings and conferences, regularly issues anti-Semitic statements and publishes two widely distributed periodicals, *Personnel* and *Personnel Plus*, which frequently contain anti-Semitic articles.

At the same time, MAUP is a *bona fide* university -- its English name is the Interregional Academy for Personnel Management -- accredited by Ukraine's Ministry of Education, with more than 50,000 students enrolled at campuses in various locations. Business, political science and agriculture are among the subjects taught.

The anti-Semitic activities are directed by MAUP's President, Georgy Tschokin, and a number of his colleagues. In addition, Tschokin is the head of another body called the "International Personnel Academy" (IPA), which he also uses to issue anti-Semitic statements.

White supremacist David Duke has close links with MAUP: he "teaches" a course on history and international relations, has been awarded a doctorate for a thesis on Zionism and was a key participant in MAUP's June 2005 conference on "Zionism: Threat to World Peace."

On November 22, Tschokin issued a statement of solidarity with Iranian President Ahmadinejad's threat to wipe out Israel. The statement blended traditional Christian anti-Semitism with anti-Zionism: "We'd like to remind that the Living God Jesus Christ said to Jews two thousand years ago: 'Your father is a devil!' . . . Israel, as known, means 'Theologian', and Zionism in 1975 was acknowledged by General Assembly of UNO as the form of racism and race discrimination, that, in the opinion of the absolute majority of modern Europeans, makes the most threat to modern civilization. Israel is the artificially created state (classic totalitarian type) which appeared on the political Earth map only in 1948, thanks to good will of UNO . . . Their end is known, and only the God's true will rescue all of us. We are not afraid, as God always together with his children!"

MAUP's June 2005 anti-Zionist conference was attended by anti-Semites from all over the region, as well as Duke, French Holocaust denier Serge Thion and Israel Shamir, a Russian Jew who converted to Christianity and is notorious for publishing anti-Semitic essays on the internet. The Palestinian Authority representative in Ukraine, Walid Zakut, was also reported to have attended.

MAUP's anti-Semitic activities can be traced back to at least 2002. MAUP's leading figures have been at the root of attempts to bar Jewish organizations in Ukraine and, more recently, a call to ban *The Tanya*, a classic work of Hassidic Jewish literature, on the grounds that it promotes racism against non-Jews.

MAUP: Context and Responses

At the Auschwitz liberation ceremonies in January 2005, Ukrainian President Viktor Yushchenko declared that his country had adopted a policy of "zero tolerance" towards anti-Semitism. Yet over this year, there has been a sharp spike in anti-Semitic incidents, including the brutal beating

in August of a Yeshiva student in Kiev, who remains hospitalized in Israel in a coma. Following this attack, 30 Ukrainian rabbis declared: "Calls to violence against Judaism and Jews are published in the press, freely distributed and sold. On the walls of synagogues, buildings, bus stops and along the road, anti-Semitic symbols appear more and more often."

Critically, Mr. Yushchenko has done nothing against MAUP, aside from resigning from its Board.

Ukraine needs to take decisive action now. Measures could include the following: Invoking anti-incitement laws against Tschokin and his colleagues; the Education Ministry revoking recognition of MAUP diplomas; a statement of condemnation by Mr. Yushchenko and a ban on David Duke entering Ukraine.

Sur le site du comité pour la réélection du congressman Kucinich, qui se trouve être un "Ethnic Ukrainian"... qui fut maire de Cleveland, et qui est démocrate. Peut-on dicter plus clairement aux autorités ukrainiennes leur devoir? Et qu'est-ce qui rend aux autorités ukrainiennes, abondamment infiltrées par les sionistes locaux, la tâche difficile? C'est un secret, mais on va vous le dire en confidence: il y a des élections...

LA CONNERIE AMÉRICAINE À SON SOMMET.

Kean to offer master's degree in Shoa studies

by Elaine Durbach

Seeking to boost its commitment to "the most weighty moral issues of our time," Kean University [*dans le Nouveau Jersey*] this fall will introduce **a master of arts degree in Holocaust and genocide studies. [Une licence en études holocaustiques et génocidales]**

Students pursuing the degree will focus on the Holocaust and anti-Semitism and select two other genocides to study. The 36-credit program will cover a range of associated subjects, including history, theology, philosophy, ethics, literature, psychology, sociology, and law. [*Il faut choisir, outre le Zolocauste, deux autres génocides, à prendre dans une liste.*]

Kean, in Union, becomes the second institution of higher learning in the state to offer such a degree: The Richard Stockton College of New Jersey, near Atlantic City, offers a master of arts in Holocaust and genocide studies. Seton Hall University in South Orange includes Holocaust courses in its post-graduate Jewish and Christian studies program but doesn't offer a master's program centered on genocide.

While the program is expected to **appeal** to graduate students studying the liberal arts and social sciences, educators are its primary prospective candidates. The response from teachers has been "very enthusiastic," said Dr. Bernard Weinstein, a professor of English **and** Jewish studies who will coordinate the degree program. "They are people who have taken the courses we have been offering and wanted more."

Weinstein, who wrote the curriculum for the new program and composed the proposal, said that while the idea had been in the works for some time, concrete planning began in late 2001, lent urgency by the events of 9/11. "That really galvanized us," he said.

The university, working in conjunction with its Holocaust Resource Center, has offered post-graduate courses for many years, but only as part of more general degrees.

"I'm really very honored and happy to be doing this," Weinstein said.

This past February, the program passed muster with the New Jersey Presidents' Council, the group that coordinates what degree programs are offered at the state's institutions of higher learning.

Weinstein said that the new degree would offer an opportunity for study for people involved in diverse career fields in addition to teaching. Participants will examine the concepts of freedom, justice, tyranny, and human responsibility, "which many people would agree are the most weighty moral issues of our time." [*On n'étudiera pas le génocide des Irakiens pratiqué par les forces armées US en Iraq, probablement. Peut-être dans cinquante ans.*]

The staff at Kean saw just how extensive interest in the subject is in 2002, when they hosted *The Genocidal Mind*, an international conference held in conjunction with the Annual Scholars Conference on the Holocaust and the Churches. Cosponsored by the university's Jewish studies program, the symposium drew more than 300 participants from 16 countries for the 30-topic examination of the relationship between literate civilizations and genocidal mass murder. A book based on the papers presented at the conference will be used for the course.

Kristie Reilly, dean of the university's Nathan Weiss Graduate School, which will offer the

program, said it would focus on historic events but would also explore atrocities currently unfolding in the world. "That's what is unique about it. The course will focus on the Holocaust, but the students will be looking at issues going on today," she said. If all goes according to plan, they will have a chance to travel to some of the sites they study. [*Doit-on supposer que les pratiques génocidaires israéliennes en Palestine ne seront pas au programme?*]

Reilly said students would also have a chance to tackle a multi-media outreach project. They will work with the Holocaust Resource Center in digitizing its collection of over 200 tapes of survivors' testimonies so that they can be used to develop a Web site. They will also have the opportunity to work on producing a 90-minute documentary featuring the voices of those who witnessed the Shoa.

Kean president Dawood Farahi has made a priority of promoting Holocaust education as well as genocide and human rights studies. Reilly said Farahi's support was crucial to the establishment of the master's program. Farahi also initiated plans to create a human rights institute and to make it a requirement that **every student** enrolled at Kean take a course in genocide and Holocaust studies.

"He wants our graduates to be equipped to become professionals in the work force, but he feels it's equally important that they become responsible citizens," Reilly said.

Paul B. Winkler, executive director of the NJ Commission on Holocaust Education, welcomed the introduction of the Kean program this September. "They have been doing an outstanding job with their workshops and training programs for teachers so that they can educate students about the Holocaust and genocide," he said. "We feel that now, with this curriculum, they will be training them to teach other teachers as well."

Winkler, who has been involved in the development of the course, said he was very pleased with the comprehensiveness of the curriculum. "It stretches from Armenia to Darfur today and shows the breadth and depth of genocide throughout the generations."

He said the commission, knowing the excellence of the instruction, would identify the teachers coming through the Kean program as leaders of Holocaust education in the state.

Effrayant, non? C'est ce qui se passe si on laisse les juifs prendre le pouvoir dans l'institution de l'enseignement. Ils le transforment en enseignement juif qui phagocyte tout le reste.

LA PIERRE DANS LE JARDIN

Grave erreur de Robert Fisk sur le journal de Victor Klemperer

Robert Faurisson

Robert Fisk est ce journaliste de l'*Independent* de Londres qui s'est signalé par de nombreux reportages sur la situation actuelle des Palestiniens, qu'il décrit courageusement en victimes de l'invasion et de l'occupation de leur pays par l'Armée juive. Sa hardiesse lui a valu des ennemis. Est-ce pour désarmer ces ennemis-là que, de temps à autre, il prend bruyamment fait et cause pour la religion de «l'Holocauste des juifs» et part en guerre contre les révisionnistes?

Le 4 avril 2006, il vient encore de signer un article intitulé: «Une leçon de l'Holocauste pour tous. Un compte rendu à vous emplir de rage à la pensée qu'on puisse nier la réalité du génocide juif.»

Le «compte rendu» en question est le livre qu'on a tiré du témoignage du juif allemand Victor Klemperer sur la période allant de 1933 à 1945. V. Klemperer (1881-1960) était le cousin du chef d'orchestre Otto Klemperer. Il a vécu à Dresde jusqu'à l'atroce bombardement de février 1945, puis en Allemagne occidentale. Après la guerre, il a regagné Dresde où il a repris son enseignement des langues romanes et il s'est inscrit au Parti communiste, peut-être par opportunisme ou nécessité. En matière de convictions politiques, comme beaucoup de juifs de son époque, il récusait le sionisme et tenait Hitler pour un promoteur de cette idéologie juive. Ce qu'on a publié des 5 000 pages de ses carnets, malheureusement avec de nombreuses coupures, est passionnant. A vrai dire, son témoignage est comme une pierre dans le jardin de ceux qui cultivent soigneusement le mythe de «l'Holocauste». Aussi est-on surpris que R. Fisk ait pu voir dans ce témoignage comme une preuve dudit «Holocauste».

R. Fisk décrit V. Klemperer sous les traits d'un homme «infiniment héroïque» et en butte à la cruauté de la Gestapo de Dresde. Or, V. Klemperer n'a jamais fait montre d'héroïsme. Si, en 1941, il a passé 192 heures dans une cellule de la prison de la préfecture de police de Dresde, c'est seulement pour ... n'avoir pas respecté le black-out ordonné par la défense passive! En outre, d'après ses propres dires, le personnel de la prison s'est, dans son ensemble, montré aimable à son égard, poli et bon enfant et, comme le prisonnier se plaignait de s'ennuyer, on lui avait fourni, sur sa demande, crayon et papier. Rentré chez lui, à la «Maison des juifs» de

Dresde, V. Klemperer avait été, dit-il, «fêté un peu comme une sorte de martyr». Jusqu'au bout l'État national-socialiste a continué de lui verser sa pension de professeur d'université. R. Fisk évoque la «compassion» de son héros en une certaine circonstance pour trois soldats allemands perdus en forêt vers la fin de la guerre. Or, s'il est des traits qui frappent à la lecture de son journal, c'est, au contraire, l'égoïsme de V. Klemperer, son judéocentrisme, sa dureté parfois, son désir de vengeance contre les ennemis des juifs et son dégoût de voir le peuple allemand décidé à se battre jusqu'au bout, même après le bombardement de Dresde. Pourtant il est bien obligé d'admettre que, dans son ensemble, la population allemande se montre capable de prévenance à l'égard du porteur d'étoile et multiplie les attentions les plus touchantes. A telle enseigne que ses mémoires, parus en 1995 (en allemand), en 1998 (en anglais) et en 2000 (en français), infligent un démenti à la thèse soutenue par Daniel Jonah Goldhagen dans *Hitler's Willing Executioners. Ordinary Germans and the Holocaust* (1996) sur le caractère intrinsèquement pervers et antijuif du peuple allemand. Même Martin Chalmers, qui préface l'édition anglaise du livre de V. Klemperer, s'en permet la remarque. V. Klemperer écrit: «Il ne fait pas de doute que le peuple [allemand] ressent la persécution des juifs comme un péché» («*Fraglos empfindet das Volk die Judenverfolgung als Sünde*», note du 4 octobre 1941). Il rapporte en ce sens une abondance d'anecdotes ou de «petits faits vrais» de la vie quotidienne d'un juif en pleine Allemagne hitlérienne.

En ce qui concerne le «génocide des juifs», R. Fisk nous présente comme une vérité établie «le meurtre de six millions de juifs» («*Six Million murdered Jews*»). A propos d'Auschwitz, il précise que V. Klemperer en a entendu parler dès mars 1942 «bien qu'il n'ait pas su l'échelle de ces meurtres de masse avant les derniers mois de la guerre». En réalité, V. Klemperer a, comme beaucoup, recueilli des rumeurs sur Auschwitz à différents moments de la guerre mais c'est seulement après la fin du conflit et sous l'occupation soviétique qu'un certain «Docteur Kussy» lui rapportera «des choses effrayantes d'Auschwitz» et, notamment, les gazages de «tous les gens sans force» et de «tous les porteurs de lunettes» (note du 24 septembre 1945; la version anglaise ne va pas au-delà de juin 1945). En matière de «gazages», V. Klemperer n'avait, pendant la guerre, noté que la remarque suivante: «On dit que [les juifs] sont gazés dans des wagons à bestiaux pendant le transport, que le wagon s'arrête pendant le trajet près de fosses communes creusées à l'avance» (note du 27 février 1943), ce qui n'était qu'une invention parmi tant d'autres de la propagande de guerre en provenance des milieux hostiles à l'Allemagne.

Aucun révisionniste ne conteste que de multiples épreuves ont été infligées aux juifs par l'Allemagne nationale-socialiste et ses alliés. Ces épreuves se sont aggravées avec l'aggravation même du conflit. Mais puisque «juger, c'est comparer», il importe de comparer les mesures prises contre les juifs avec celles que les Alliés, pendant et après la guerre, ont infligées à leurs adversaires, à leurs prisonniers, aux populations civiles, aux minorités qu'ils jugeaient hostiles ou dangereuses. De ce point de vue, le bilan reste à établir. De toute façon, le sort de V. Klemperer a été enviable par rapport à ce que des dizaines de millions de civils et de militaires des deux camps ont eu à subir, au moins de 1939 à 1950.

R. Fisk a voulu nous dire sa foi en «l'Holocauste» et, pour cela, il a choisi d'invoquer le témoignage de V. Klemperer. Ce faisant, il a commis une grave erreur historique, car le journal tenu par le juif allemand V. Klemperer durant toute l'époque nazie prouve à l'évidence que jamais le III^e Reich n'a suivi une politique d'extermination des juifs. Les nationaux-socialistes ont traité les juifs d'abord en minorité indésirable, puis en groupe hostile et dangereux en temps de guerre. Ils ont envisagé une «solution finale territoriale de la question juive». Ils n'ont cessé de proposer aux Alliés de leur céder tous leurs propres juifs. La guerre venant, ils ont multiplié les mesures de police, de sûreté, d'interdiction ou de confiscation. Ils ont mis beaucoup de juifs au travail forcé. Ils en ont déporté d'autres et les ont internés dans des camps de concentration. D'autres juifs encore ont été en quelque sorte traités comme des prisonniers en liberté surveillée. Tel a été le cas de V. Klemperer, qui pouvait aller et venir, dans et autour de Dresde, au milieu de la population allemande, mais seulement dans les strictes conditions édictées par la réglementation en vigueur.

En 2002, à Los Angeles, lors d'un congrès de l'Institute for Historical Review, j'avais eu à prononcer une conférence sur la répression exercée par les autorités, notamment militaires, du III^e Reich, dans les cas de crimes commis contre les juifs. Lors de cette conférence, j'avais aussi évoqué, en passant, le journal de V. Klemperer. Ayant eu vent de l'affaire, R. Fisk avait vivement protesté contre ce qui lui paraissait une invention de ma part et je me souviens d'avoir eu à me justifier. Aujourd'hui, je constate qu'il a voulu nous montrer qu'il avait lu le journal de V. Klemperer. Je crains qu'il ne l'ait hâtivement parcouru et je l'invite donc à en relire de près l'intégralité, soit dans la version allemande en huit petits volumes et 1800 pages (Berlin, Aufbau Taschenbuch, 1999), soit dans la version anglaise en deux gros volumes et 1120 pages (Londres, Weidenfeld & Nicholson Paperback, 1998). Il en apprendra beaucoup sur le mythe de «l'Holocauste» et sur les révisionnistes, le président Ahmadinejad compris, auquel, dans son article, il s'en est pris si vertement et tout à fait à tort.

Pour la seule période du 12 septembre 1931 au 17 juillet 1945, le tapuscrit des notes prises par Victor Klemperer comporterait 5000 pages (Bibliothèque régionale de Saxe, à Dresde).

Edition allemande: *Tagebücher*, herausgegeben von Walter Nowojski unter Mitarbeit von Hadwig Klemperer, Berlin, Aufbau-Verlag, 1995. Edition consultée: en 8 volumes (1800 pages) du livre de poche ATV, 1999, qui couvrent la période du 14 juin 1933 au 10 juin 1945.

Edition en anglais: *A Diary of the Nazi Years*, translated by Martin Chalmers, Weidenfeld & Nicholson, London & Random House, New York, 1998. Edition consultée: en 2 volumes (1120 pages en petit caractère), The Modern Library, New York, 1999, qui couvrent la même période que l'édition allemande.

Edition en français: *Journal*, traduit par Ghislain Riccardi, Paris, Seuil, 2000. En 2 volumes (1851 pages) qui couvrent la même période que les éditions susmentionnées ainsi que la période du 17 juin au 31 décembre 1945, sans compter, en annexe, une lettre du 6 janvier 1947. Traduit par Michèle Küntz-Tailleur et Jean Tailleur, ce supplément est intéressant par l'éclairage qu'il apporte à la fois sur la période en question et sur l'auteur.

6 avril 2006

LES CHAROGNES DE CATALOGNE

La Généralité sous le talon sioniste

Les charognes de la police politique de la Généralité de Catalogne, un État "émergent" de la péninsule ibérique, nommés les Mossos d'Esquadra, sont venus arrêter Pedro Varela, libraire à Barcelone, une nouvelle fois, le 10 avril 2006. Il y a dix ans, au cours d'un raid sur la même librairie, ils avaient saisis 7000 ouvrages. Deux ans plus tard, au cours d'un procès grotesque, Varela avait été condamné à cinq ans de prison pour apologie de génocide... Il a fait appel auprès du Tribunal Constitutionnel, qui n'a pas encore eu le temps de dire si cette imputation du code pénal était compatible avec la liberté d'expression qui est, en principe, reconnue au citoyen espagnol. Pour faire bonne mesure, la librairie avait ensuite été incendiée. Aujourd'hui les Mossos de la Police Politique disent qu'ils venaient perquisitionner le siège des éditions Ojeda qui se trouve dans la librairie Europa de Varela. Ces braves pandores se seraient aperçus, il y a trois mois, que ces éditions publiaient des ouvrages qui ne sont pas interdits mais qui mériteraient de l'être comme le *Mein Kampf* d'un certain Hitler Adolf. *Mi Lucha*, dans une des langues locales. Ils ont emporté un millier d'ouvrages.

Pedro Varela est un nazi convaincu, ce n'est pas l'insulter que de le dire. C'est sa conviction politique, à l'antipode des nôtres. Ceci est clair. Mais en même temps, il n'a jamais fait de mal à une mouche. Il défend ses idées. A-t-on le droit, dans cette Europe si "démocratique", si "libérale" de défendre des idées? On nous répondra: ça dépend lesquelles!

Prenez le génocide. Si vous encouragez le génocide des Ubikwakwais ou si vous excusez celui des Patamouchetôts, vous serez censurés et punis. Mais si vous approuvez la politique du gouvernement sioniste de massacrer les dirigeants palestiniens, d'affamer les populations et leur voler la terre et l'eau, vous serez considéré comme un citoyen modèle. Bref, défendre des idées n'est peut-être pas permis à tout le monde. Comme pour la chasse et la pêche, il faut un permis. Il n'a pas de nom mais nous proposons de l'appeler "Permis européen de port d'idées". Ce serait plus clair. Et Varela n'en n'a pas.

Or il se trouve que parmi ses livres, il vend des ouvrages révisionnistes qui n'ont rien de nazi, comme cette réédition de la traduction castillane du *Mensonge d'Ulysse* de Paul Rassinier, l'un de nos pères fondateurs.

Fermer des librairies, brûler des livres, emprisonner des éditeurs, ça nous rappelle quelque chose. Si les régimes "démocratiques" font la même chose que les régimes dits "totalitaires", pourquoi devrait-on choisir les uns au détriment des autres?

Photo et documents dans notre édition espagnole, *El Paso del Ebro*, printemps 2006, visible à:
<http://aaargh.com.mx/espa/solavaya.html>

OÙ EST LA CASSETTE?

Impressions d'audience

Georges Theil

6 avril 2006, Lyon, Cour d'Appel; G. Theil contre ministère public

Dans le prétoire, 6 ou 7 sympathisants du prévenu face à une quarantaine de jeunes scolaires, rameutés par les organisations parties civiles; 5 ou 6 avocats de ces mêmes parties civiles, qui sont au nombre de 12...

G. Theil, questionné par le président, confirme ses dires antérieurs, tels que la vidéo les avait déjà montrés au prétoire de première instance. Il affirme qu'il n'est en fait pas poursuivi pour ce tête-à-tête avec le journaliste de *Télé8-MontBlanc* mais qu'en réalité on le juge, à tort, responsable de la diffusion du lendemain soir sur l'antenne de cette interview spontanée, ce qui pose immédiatement la question de la responsabilité.

G. Theil exprime ensuite, dans ses motivations d'appel, le reproche qu'il fait aux premiers juges de ne pas avoir osé aborder le problème sur le fond; il réitère les impossibilités physiques et chimiques, documentaires et budgétaires du processus allégué de gazage massif suivi d'incinération en continu, dans des lieux impropres à cette destination (il cite divers rapports scientifiques). Le président s'impatiente quelque peu et veut faire dire à G. Theil qu'il y a bien eu et délibérément négation de crime contre l'humanité; au contraire, Theil insiste sur le fait qu'on se trouve là devant la notion de crime impossible, qui "désintègre" tout témoignage ou aveu.

Le président annonce alors qu'il va visionner à nouveau, face au public, la vidéo, pour tirer au clair le fait qu'il s'agissait ou non d'un tête-à-tête entre le journaliste et Theil. Horreur! La cassette reste introuvable! Une pièce à conviction, sous scellés au greffe, qui a disparu...

Les parties civiles se montrent pauvres en arguments, réitérant à l'envi qu'il s'agit chez Theil de racisme et d'antisémitisme, dans le droit fil de l'antisémitisme d'un Faurisson qui avait martelé sa fameuse déclaration à Ivan Levaï; l'avocat en question, tentant de la citer de mémoire, oublie, parmi les victimes, de citer le peuple palestinien et la jeune génération juive...

Un autre, M^e Lorach, besogneux, sort des jeux de photocopie du "Journal" de Goebbels, de discours de Himmler, d'un numéro tout récent du *Monde* qui parle d'un nouveau truc: La "Shoah par balles", perpétrée par les terribles Einsatzgruppen, avec les témoignages irréfutables d'Ukrainiens et Biélorusses, 64 ans après les faits, donc gamins au moment des "faits"... M^e Jacobowicz, toujours aussi méchant et haineux, compare G. Theil à Klaus Barbie en 1987 dans le même lieu; on a droit aux 44 enfants d'Izieu; à leur sujet, il assure avoir reçu les confidences d'une déportée qui "les a vus, **de ses yeux**, entrer dans la chambre à gaz". Et Theil qui ose nier l'existence de ces mêmes chambres à gaz!

Le réquisitoire de l'avocat général a été un modèle de soumission à la religion dominante de "l'Holocauste"; il a osé annoncer que G. Theil était l'incarnation du mal dans ses propos; il s'est interrogé sur le pourquoi de son obstination, sur son insensibilité à la souffrance des associations et de leurs membres, il a parlé "d'abomination", réclamant le renforcement des peines et amendes pour Theil.

Plaidoirie brillante de Maître Eric Delcroix qui à son habitude s'attache à démontrer l'inanité de la référence à Nuremberg, comme dénuée de valeur par défaut de publication au *Journal Officiel de la République française* et autres carences de procédure. Il martela que le parquet avait fait une lourde erreur en citant Theil sur une interprétation fautive (diffusion, le lendemain, de la vidéo, donc de la seule responsabilité de la rédaction du journal TV en question). Il cite abondamment un texte du professeur Faurisson énumérant les stupéfiantes "contestations" du jugement de Nuremberg quant à l'extermination des juifs et quant aux chambres à gaz, par quinze sommités de l'histoire orthodoxe, il cite aussi les propos d'Hélène Carrère d'Encausse et la position anti loi Gayssot prise en novembre et décembre 2005 par des dizaines de personnalités.

Enfin, à la barre pour en terminer, G. Theil fit remarquer, sur les propos de M^e Jacobowicz, qu'à tout prendre les quelque 16.000 enfants brûlés vifs au phosphore dans l'attaque de Hambourg par l'aviation anglaise (65.000 morts) valaient bien la peine d'être mis en vis-à-vis des 44 enfants d'Izieu...

Jugement le 17 mai 2006.

On ne sait pas pourquoi, Lorach fait toujours penser à Dupont et Dupond, réunis en une seule et même personne... Jakubowicz, lui, serait plutôt le genre pitbull. Bavant de rage. Pas beau à voir.

NN

§==== Ça devait arriver.

Des T-shirts révisionnistes, marqués "Ernst Zundel Political Prisoner", et même un nounours... On les trouve sur internet, bien sûr:

<http://www.cafepress.com/revisionist>

§==== **Le texte de Robert Faurisson** sur la résolution anti-révisionniste des Nations Unies, a été publié, dans sa version anglaise, par la *Barnes Review*, January/February 2006 – Volume XII, Number 1. Elle est dirigée par le clan Willis Carto avec lequel l'auteur français n'entretient pas de relations. Il est donc à présumer que la revue publie ce texte sans autorisation.

§==== **Signalons la présence** dans la "blogosphère" d'un blog tenu en anglais par un ou des révisionnistes portugais. Très bien présenté, on y trouve un choix des articles essentiels parus dans le mois:

<http://revisionisttimes.blogspot.com/>

§==== **Dachau, 1933-1945**, will stand for all time as one of history's most gruesome symbols of unhumanity. There our troops found sights, sounds, and stench horrible beyond belief, cruelties so enormous as to be incomprehensible to the normal mind. Dachau and death were synonymous." Col. William W. Quinn, 7th U.S. ARMY

Tout sur Dachau, y compris les pires âneries...

<http://www.scrapbookpages.com/DachauScrapbook/Contents.html>

§==== Internet / Le site de Chantal Cutajar «visité»

Le «défi» négationniste

Chantal Cutajar, professeur de droit à Strasbourg, a déposé plainte hier auprès du procureur de la République après avoir reçu un courrier électronique sur son site personnel mardi dernier. La conseillère municipale UDF est prise à partie pour «son jugement sévère» sur le négationnisme.

L'auteur du mail renvoie Chantal Cutajar vers un site révisionniste et lui propose un «défi» qui consiste à démontrer que «les chambres à gaz ont existé», «au terme d'un débat loyal».

L'auteur du site, qui dit appartenir à la Vérité Historique Objective (VHO, groupuscule négationniste), propose 3000 € de récompense.

Depuis la loi Gayssot de 1990 - qui a révisé l'article 24 bis de la loi de 1881 sur la presse - la contestation de crimes contre l'humanité est passible d'un an d'emprisonnement et de fortes peines d'amende.

Dernières Nouvelles d'Alsace 9 mars 2006

Ce défi lui a donné des vapeurs à cette mijaurée... elle a couru au plus proche poste de police, épouvantée à l'idée de devoir prouver l'existence des chambres à gaz!!!

§==== **Times on line** (*The Times* and *the Sunday Times*) a lancé une sorte d'enquête sur le thème: est-ce que la négation de l'Holocauste devrait-elle être un délit?

Should Holocaust denial be a crime?

David Irving, the extremist historian who described the Nazi gas chambers as a 'fairytale', languishes in jail in Austria, where it is a crime to deny the Holocaust. If convicted, he faces up to ten years in prison. He has been called an anti-Semite, a racist and a neo-Nazi sympathiser and most find his views

abhorrent. Ben MacIntyre while finding his opinions repulsive, thinks that he should have the right to air them. Does everyone have the right to free speech, even if their views are offensive and wrong? Send us your comments using the form below

Les lecteurs curieux iront voir les multiples réponses apportées à cette question insolite par des lecteurs anglos et saxons.

<http://www.timesonline.co.uk/article/0,,564-2001941,00.html> 20 janvier 2006

et comme le dit Geoffrey Wright, de Sydney: Ou nous avons la liberté d'expression, ou nous n'avons pas la liberté d'expression.

§==== Dans la "ville sainte" de Mashhad, en Iran:

The Mashhad 'Holocaust' Conference - Avec Frederick Töben, et Richard Krege, venus d'Australie
http://www.adelaideinstitute.org/Iran/conference_program2.htm

§==== En arabe, aux éditions Dar Al-Awael, à Damas (nouvelles données par les atteints de *dementia praecox* de l'Arche; décembre 2005):

"Citons encore un livre à la couverture flamboyante: *Comment les Juifs ont inventé l'Holocauste*, par Norman Finkelstein, traduction de Mary Shaharstan (2003). Il s'agit évidemment du livre qui a été publié en français, sous le titre *L'industrie de l'Holocauste*, aux éditions La Fabrique.

"Enfin, lui aussi traduit par Mary Shaharstan mais en 2004, un livre signé Alberto d'Anzul et intitulé *Les Juifs et l'amour du prochain: les non-Juifs vus par les Juifs*. La notice de l'éditeur précise que l'auteur est un écrivain français. Ce livre, est-il annoncé, met au jour «les interprétations juives secrètes du Talmud». Il «expose le rôle maléfique du Talmud dans la formation du caractère juif, faisant du Juif le pire ennemi de l'humanité». En fait, il s'agit d'une traduction d'une brochure intitulée *Judaïsme et altérité*, publiée en 1997 par les éditions négationnistes de La Vieille Taupe."

§====Publication en Iran d'un livre justifiant la position anti-holocauste

Iran Focus, Téhéran, Iran [= Londres, en fait], 2 mars – Une agence gouvernementale iranienne a sorti un nouveau livre ayant pour objet de prouver la position officielle selon laquelle l'holocauste est un «mythe» et un «mensonge historique» monté de toutes pièces pour justifier la création d'un État juif en Palestine. *The Place of Holocaust in the Zionist Project – Fact or Myth?* (Place de l'holocauste dans le projet sioniste: fait ou mythe?) est le titre de ce nouveau livre publié par Islamic Revolution's Documents Centre, agence gouvernementale dirigée par l'ecclésiastique radical Ruhollah Hosseinian. Son auteur, Seyyed Mehdi Tarahi, est très peu connu. Dans son édition de mercredi, le quotidien radical *Kayhan*, qui reflète la position du guide suprême de l'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, a accordé une place importante à ce nouveau livre, le dernier en date sur près de 300 livres antisémites en persan qui ornent les librairies de Téhéran.

Le quotidien cite plusieurs passages de l'introduction du livre, tel que le suivant: «Lorsqu'à la fin de la seconde Guerre Mondiale, le monde a découvert des scènes macabres de prisonniers des camps de guerre, des tas de corps de prisonniers de guerre morts de la typhoïde, les Sionistes ont commencé à répandre la rumeur selon laquelle les Juifs avaient été exterminés par les Nazis avec des armes spéciales appelées chambres à gaz. Ainsi, un nouveau phénomène nommé holocauste, ou massacre des Juifs, est apparu». Selon *Kayhan*, le livre examine le «mythe de l'holocauste et le rôle qu'il a joué dans l'établissement des bases politiques et économiques d'Israël». Les journaux d'État iraniens ont consacré une large couverture aux allégations des contradicteurs de l'holocauste qui mettent en doute le génocide des Juifs par l'Allemagne nazie après que le président radical iranien Mahmoud Ahmadinejad ait proclamé que l'holocauste était un «mythe» et menacé qu'Israël soit «rayé de la carte». En plus des articles et commentaires qui paraissent chaque jour dans la presse contrôlée par le gouvernement niant l'holocauste, le président de l'association des caricaturistes d'Iran, Masoud

Shojai, a créé un site Internet, www.irancartoon.com, où sont publiés des dessins et caricatures tournant l'holocauste en ridicule. Le ministre des Affaires Étrangères iranien a annoncé un projet de conférence anti-holocauste dans le printemps afin de débattre des «questions qui restent sans réponse» au sujet de l'holocauste.

<http://www.iranfocus.com/french/modules/news/article.php?storyid=2789> 2 mars 2006.

Notre commentaire:

Le livre en question n'est pas ou pas encore en vente à Téhéran. *Iran Focus*, basé à Londres, est une émanation du mouvement de Massoud Rajavi, pseudo-Moudjahidines du peuple, passé au service Saddam Hussein et maintenant de la CIA et des services secrets de Son Impérialiste Majesté, et probablement aussi du Mossad. (Pour plus de détails, voir la *Gazette du Golfe et des banlieues* du printemps 2006.) Ils sont spécialisés dans les fausses nouvelles.

En revanche, notre correspondant à Téhéran nous a fait parvenir deux ouvrages en persan, dit là-bas "farsi", c'est-à-dire langue du Fars, la province de la belle Shiraz, nom qui porte jusqu'à nous celui de l'antique Perse. Le tombeau de Cyrus est dans une plaine, à quelques kilomètres de Shiraz. Ce sont les traductions du livre de **Norman Finkelstein**, *L'Industrie de l'Holocauste*, trad. de Suzan Samilzad, ISBN 964-422-087-0, et le *Mémoire en défense* de **Robert Faurisson**, dûment précédé de l'Avis de Noam Chomsky, ISBN 964-91720-5-X. Traduction du Dr. Saïd Abu al-Farid Dia al-Din. On voit qu'avant de se réclamer du révisionnisme, les Iraniens sont allés puiser à bonne source.

§===Un site iranien consacré aux dessins humoristiques, avec le concours international de dessins sur l'Holocauste!!!

<http://www.irancartoon.com/>

International cartoon contest-Holocaust Where is The Border for western "Liberty of Expression"? aTheme:1- Why should the "Palestinian people" pay for the "holocaust" story? 2- About Danish cartoons **Number of Cartoons:** 5 cartoons **Sending cartoons:** 1)Sending original Cartoons through the post. 2)Sending cartoons by E -mail by format JPG and DPI 200 to: info@irancartoon.com **Dimension:** Min. A4 and Max. A3. There will be no restriction in techniques of performance of cartoons. Cartoons without name will also be accepted. **Deadline:** May 15, 2006. **Awards: First prize:12000\$ Second prize:8000\$ Third Prize:5000\$ + 12 Special Prize** Book of selected opuses will be send to all the artists. **Address: Iranian House of Cartoon** No. 60, Golnabi(ketabi) St., Shariati Ave. Tehran, I.R.Iran Tel/Fax:(+98 21) 2868600

§===Le mythe du complot

Thion et son ami Tlass: négationnisme, antisémitisme, «Protocoles»

Extrait de *L'Arche* n° 572, décembre 2005

Un livre consacré à la négation de la Shoah, *Vérité historique ou vérité politique?* du négationniste français Serge Thion (licencié du CNRS pour ses activités antisémites), est paru cette année en langue arabe aux éditions Dar Tlass de Damas. L'auteur s'en réjouit sur son site internet; ce site est désormais interdit d'accès aux internautes français, suite à une décision de justice, mais il est des citations qu'il serait dommage de laisser perdre. Voici donc en quels termes Serge Thion décrit ses bonnes relations avec la junte syrienne et, accessoirement, avec Yasser Arafat.

«L'histoire de cette traduction est assez mouvementée. Décidée en 1982, elle avait été entreprise par un éditeur de Beyrouth qui devait la sortir au mois de juin. Le projet avait reçu l'approbation d'Abou Amar (Yacer Arafat). Le 5 juin, les panzers sharoniens ont créé une situation chaotique qui allait durer 18 ans. L'éditeur a disparu et la traduction s'est perdue. D'autres projets ont vu le jour, à Chypre et ailleurs, mais sans aboutir. C'est aujourd'hui la maison Tlass qui réalise ce vieux projet qui répond à un seul souci: "Pourquoi le public arabe, concerné au premier chef par les prétendues justifications de l'existence d'Israël, ne pourrait-il pas avoir accès aux documents concernant cette question dans sa propre langue?".»

Serge Thion ajoute: «Toutes les commandes sont à passer aux Éditions Dar Tlass, à Damas», et

il précise: «Dar Tlass, P.O. Box 16035, Bustan al-Mahjar, Damas, Syrie, et dans toutes les bonnes librairies arabes». Les négationnistes et conspirationnistes arabophones seront comblés.

Les éditions Dar Tlass ont été créées par Moustafa Tlass, qui fut jusqu'à une date récente l'inamovible ministre de la défense du gouvernement syrien, et l'un des hommes forts du régime dictatorial qui règne à Damas. On trouve au catalogue des éditions Dar Tlass, au côté du livre négationniste de Serge Thion: deux livres (présentés l'an dernier, à la Foire internationale du livre de Francfort) sur «le rôle des Juifs» dans les attentats du 11-Septembre; un livre de Moustafa Tlass lui-même, *La Matza de Sion*, qui affirme qu'en 1840 les Juifs de Damas ont égorgé un moine et son domestique afin d'utiliser leur sang pour la fabrication du pain azyme (ce livre a connu de nombreuses rééditions, dont la dernière en date a été présentée en 2002 à la Foire du livre de Damas, ainsi que des traductions en anglais et en français); et, naturellement, une version arabe des *Protocoles des Sages de Sion*.

Nous reproduisons ici la couverture de la version des *Protocoles* publiée en 1997 par les éditions Dar Tlass. La traduction utilisée est celle d'Ajaj Nouwayhid, un militant nationaliste palestinien des années 30. Publié pour la première fois par Dar Tlass en 1984, l'ouvrage (en deux volumes) en est déjà à sa huitième réédition. La quatrième de couverture est consacrée à un «avertissement au lecteur», où on lit notamment: «Ne vous laissez pas guider par ce que vous saviez jusqu'ici du "sionisme" et d'"Israël". L'essentiel est d'apprendre à reconnaître la présence occulte du judaïsme international, car il n'a cessé de commettre des crimes depuis vingt siècles. Le "sionisme" et "Israël" ne sont que des déguisements. C'est pourquoi vous devez lire ces "Protocoles".»

L'Arche, janvier 2006.

http://www.col.fr/arche/article.php3?id_article=280

§===Il y a des logiques contraignantes. A force de vouloir partir en guerre comme Charles Martel, Philippe de Villiers se trouve attiré de plus en plus dans la nébuleuse sioniste. Il s'est fait jeter dehors lors de la manifestation sioniste pour le jeune Ilan, mais il tend les fesses pour recevoir une autre râclée. Son site se joint à celui des extrémistes sionistes de "primo" pour rassembler un dossier de police de la pensée à l'égard d'un chercheur du CNRS, François Burgat, que les sionards aimeraient bien foutre à la porte. Il se termine délicatement par: L'affaire Burgat signe-t-elle la mort de la jurisprudence Serge Thion?

<http://mpf.hautetfort.com/archive/2006/01/>

Une partie importante de la droite et de l'extrême-droite est retournée à son racisme colonial du temps de l'Algérie française, comme le chien retourne à son vomi. Ils se retrouvent à bouillir dans le même chaudron que le brav'général Charogne et ses petits semblables. Le banquet se prépare...

§===Un boblog de Stanford note ceci, en juin 2005:

Re: FRANCE: The Holocaust and historical revisionism

Alain de Benoist said many Holocaust deniers are members of the radical Left, who also criticize Nazism and anti-Semitism- He now adds: In France, besides Robert Faurisson, the two main holocaust deniers are Serge Thion and Pierre Guillaume. Both of them have been engaged during their whole life in ultra-Left (or radical Left) organizations.

Alain, t'as dit ça? Vaiment? Pense qu'il y a des gens qui risquent de te croire!

<http://cgi.stanford.edu/group/wais/cgi-bin/index.php?m=200506>

§===Délicieux. Suleiman, Susan Rubin 1939- "Problems of Memory and Factuality in Recent Holocaust Memoirs: Wilkomirski/Wiesel" *Poetics Today* - Volume 21, Number 3, Fall 2000, pp. 543-559 [Duke University Press](#)

Abstract

This essay explores questions about memory and its relation to historical truth, chiefly through an examination of the "Wilkomirski case," involving a highly acclaimed Holocaust memoir that has now been shown to be a fake. I argue that the categorical distinction between memoir and novel, while not always easy or even possible to determine, is nonetheless important; Wilkomirski's *Fragments* is neither an authentic memoir nor a novel but a false or deluded memoir. I discuss in contrast to this work a passage from the recent memoirs of Elie Wiesel, in which Wiesel himself revises a fragment of his acclaimed work *Night*. **Such revision enriches both the author's and the reader's interpretations of a life-shattering experience.**

§====Une énorme source de tout ce contre quoi nous avons lutté au cours des trente dernières années

<http://www.paulbogdanor.com/>

§====An Iconoclastic Polish Journal

Since its founding in 1986, the Polish magazine **Stanczyk** has developed into a significant intellectual journal viewing cultural, historical and current-affairs issues, a somewhat libertarian, **revisionist** and "New Right" perspective.

(Stanczyk est le nom d'un célèbre bouffon de la cour du roi polonais Sigismond I^{er}, 1467-1548)

Information summaries

A large portion of each attractively laid out 96-page issue of **Stanczyk** is devoted to cogent summaries of articles in libertarian, traditionalist, rightist and nationalist periodicals from foreign lands, including Russia, Germany, France, and the United States. Issue No. 19 (1993), for example, has a sympathetic two-page article about the *Institute for Historical Review*, with a detailed summary of the IHR Journal article, "Simon Wiesenthal: Bogus Nazi Hunter".

A two-page report in issue No. 21 (1994) tells more about *The Journal of Historical Review*, and summarizes in some detail the interview with German historian Prof. Ernst Nolte, from the Jan.-Feb. 1994 *Journal*. An item in issue No. 24 (1995) about the March-April 1994 *Journal* provides a detailed summary of **Robert Faurisson's** article on the Warsaw ghetto uprising, and a mention of the *Journal* interview with French "New Right" author Alain de Benoist.

Much of **Stanczyk** issue No. 22 (1994) is devoted to **unresolved historical issues** of the Second World War, including a 12-page review by editor Tomasz Gabis of David Irving's book, *Hitler's War*. **Stanczyk** issue No. 30 (1997) contains a two-page summary of IHR Director Mark Weber's article, "Zionism and the Third Reich" (originally published in the July-August 1993 *Journal*), as it appeared in translation in a 1995 issue of the Berlin periodical *Sleipnir*.

Holocaust Religion,

In two recent issues of this self-described "conservative and liberal" journal (No. 29 [1996] and No. 30 [1997]), chief editor Tomasz Gabis forthrightly tackles the hottest of hot issues with an impressively written and well-referenced two-part, 57-page essay on the **Holocaust religion**. "The Holocaust", he points out, is not treated as a chapter of real human history, but instead is ceaselessly presented as an ever-relevant, quasi-religious "myth".

As Gabis explains, the Holocaust has not only come to play a pivotal role in Jewish religious life and the collective Jewish consciousness, but has become a central element in the cultural, political and intellectual life of the contemporary West, with a profound impact on relations between Jews and non-Jews.

Although the core of this "myth" is Jewish, the Holocaust has been universalized through the mass media and public education, becoming an obligatory prism through which we are expected to view the past, especially 20th century history. Fundamentally not comparable to any other chapter of history, the "Holocaust" is a "cosmic" event marking an entirely new era in human relations. Since Auschwitz, is claimed, we can never again look at Western civilization, Christianity and even God in the same way.

Like any other potent religion, Gabis notes, the Holocaust has its own shrines, sacred texts, saints, relics, rituals, taboos and heretics. "High priest" Ellie Wiesel insists that what he calls "The Event" must be viewed with a kind of mystical reverence. Implicit in Holocaust theology is the doctrine of collective guilt (especially for Germans, but increasingly for all non-Jewish humanity), and the

notion that Jewish deaths weigh more heavily than those of non-Jews. To the extent that Christian, and especially Roman Catholic, leaders embrace this Holocaust religion, they accept a "Judaization" of Christianity, and betray their own religious principles and heritage.

Because no people, aside from the Germans, has been so stigmatized by this new religion as the Poles, the Jewish Holocaust along with the Jewish parasitism and ingratitude are the basic source of the Polish-Jewish tension.

A New Political-Intellectual Conflict

During this final decade of the twentieth century in the aftermath of the "Cold War" division of Europe and the end of the "postwar era" the really significant political and intellectual struggle is not between "right" and "left" or "taboo-affirming", and iconoclastic insurgents everywhere who oppose the "one world" homogenization of all cultures, races and nations.

Among the "conservative and liberal" periodicals that have emerged around the world in recent years, **Stanczyk** is a particularly effective voice defying "left-right" categorization. Now with the circulation of about 2,500, it is sold in bookstores in Warsaw, Krakow, Poznan and other major Polish cities.

For further information, write: **Stanczyk**, ul. St. Pietaka, 51-140 Wroclaw, Poland, or fax to 57-40-96.

Commentaire acidulé d'un fonctionnaire du polcorrekt:

Plus personne ne s'étonne donc quand son camarade d'opinion néofasciste, Bartlomiej Zborski, est nommé chef de rédaction aux éditions d'État Bellona (Bellona est la propriété du ministère de la Défense) ou bien quand le ministre délégué à l'Intégration à l'Union Européenne d'alors, Ryszard Czarnecki (AWS), invite le néofasciste italien Gianfranco Fini (MSI) à visiter le camp de concentration d'Auschwitz. Zborski s'est fait connaître par ses publications "spécialisées" dans l'antisémitisme dans le journal incendiaire *Szezerbiec*. Le "spécialiste" est responsable, à Bellona, de la publication des écrits du pseudo historien David Hirving.

A cet égard, on notera aussi Tomasz Gabis, rédacteur en chef du journal conservateur *Stanczyk* qui se donne pour but le combat contre le "culte de l'holocauste". Gabis est l'idéologue principal du Stronnictwo Polityki Realnej (parti de la politique réaliste) qui travaille étroitement avec le NOP et qui, avec d'autres partis, a formé la coalition actuellement au gouvernement Akcja Wyborcza Solidarnosc (Solidarité campagne électorale). Celui-ci affirme qu'une véritable révolution nationale ne peut se faire que par **la révision de l'holocauste** "laquelle détruira les murs pourris du vieux monde". Ajouté à cela, une place toute particulière revient à l'élite intellectuelle. Après sa rencontre avec des membres de la corporation "Danubia" Gabis a déclaré: "les étudiants du Danube joueront incontestablement un rôle très important dans le futur Reich allemand".

Kamil Majchrzak*

* Étudiant à l'Université européenne de Viadrina à Frankfurt/Oder, il participe à des initiatives antifascistes, 2002-04-21

http://forumcivique.org/index.php?lang=FR&site=ARCHIPEL&sub_a=ARCHIPEL_92&article=87

§==== Etranges lucarnes

France 3, vendredi 24 mars, 23.25. Documentaire de Patrick Cabouat (Fr. 2005): *La Face cachée des libérateurs*. Enquête d'Alain Moreau, éditeur, en 1982, de *Le Suicide, mode d'emploi*; les deux auteurs de ce dernier ouvrage, Claude Guillon et Yves Le Bonniec, avaient, au passage (p. 204-205), **assez nettement pris partie pour la thèse révisionniste sur les chambres à gaz nazies**. Les autorités le leur ont fait payer de diverses interdictions. On trouvera des extraits de leurs considérations dans Robert Faurisson, [*Réponse à Pierre Vidal-Naquet*](#), La Vieille Taupe, 2^e édition, 1982, p. 20-21.

A. Moreau s'est inspiré du livre de J. Robert Lilly, professeur de sociologie et de criminologie à la Northern Kentucky University, *Taken by Force: Rape and American Soldiers in the European Theater of Operations during World War II (England, France, Germany, 1942-1945)*. Le livre n'a pu être édité aux États-Unis, "où les éditeurs se sont récusés pour cause de guerre en Irak ..." En revanche, il a été publié en 2003 chez Payot sous le titre: *La Face cachée des GI's / Les viols commis*

par des soldats américains en France, en Angleterre et en Allemagne pendant la seconde guerre mondiale (1942-1945), 372 p.

§===Le judéoflic Camus reçoit une promotion:

Dans le cadre du développement de ses activités, l'IRIS renforce son équipe de recherche: Jean-Yves CAMUS devient chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS). Ce politologue, diplômé de l'IEP de Paris et de la Sorbonne, est chercheur au Centre européen de recherche et d'action sur le racisme et l'antisémitisme (CERA). 23 mars 2006.

§===Nul de chez nul

On sait que le site amnestia sert surtout à mettre à l'air libre les concrétions qui suintent de la plume d'un auteur connu sous le nom d'ahuri des poubelles. Il vient de récidiver avec une histoire qui est censée se passer à Port Vila, capitale de l'archipel des Vanuatu, ex-Nouvelles Hébrides, dans le Pacifique sud. Exotisme de pacotille garanti.

http://www.amnistia.net/biblio/recits/portvila_501.htm

En parcourant ces lignes d'un derrière distrait, on sursaute en arrivant à celles-ci: "Des nuées d'oiseaux-mouches volètent près d'immenses banians qui étouffent de leurs racines aériennes les arbres dont ils se nourrissent." Autant d'âneries en si peu de place, il faut le faire. Les oiseaux-mouches sont rares et se trouvent surtout en Papouasie. Les banians sont des ficus qui ont des racines aériennes, descendant vers le **sol**, sinon ce ne sont pas des racines, et ils n'étouffent personne, parce que ce ne sont pas des plantes parasites. Et puisqu'on est sur le chapitre des parasites, on en connaît un que la salubrité publique demanderait qu'on élimine au plus tôt. Le virus de la connerie n'est pas moins dangereux que les autres et pas moins fulgurant que l'ébola..

§=== Y'en a qui débloquent à pleins tubes

Ainsi ce blogueur à qui un copain a envoyé la nouvelle de l'organisation d'une conférence sur le grand Zolo à Tehéran. Le gars dit qu'il connaît bien la question. Il a 25 ans et il est "prof". Il fait ses petits commentaires, et il ajoute sa biblio. Voici ce que ça donne:

Un peu de lecture si tu veux pour avoir des témoignages plus ou moins romancés sur la déportation et l'holocauste:

"Si c'est un homme", de Primo Levi. C'est le livre qui m'a le plus marqué (parmi tous les livres que j'ai pu lire), je me suis tapé une déprime vers la moitié du livre, lorsqu'il montre un exemple concret de ce qu'est la négation de l'humanité (dans les camps) (enfin il faut le lire pour comprendre ce que je veux dire, c'est le passage où les révoltés sont exécutés devant les autres qui n'ont pas protesté, là on comprend que la faculté de se révolter est à mon avis un des traits caractéristiques de ce qui fait de nous des humains)

"Un Sac de billes", de Joseph Joffo, façon pas trop méchante d'aborder la déportation.

"Le journal d'Anne Franck", bon, il n'y a pas grand chose à en dire vu comment c'est déjà célèbre.

"La mort est mon métier" de Robert Merle. Ça se lit très bien et c'est intéressant: sur la vie de quelqu'un qui travaille dans un camp de concentration en tant qu'officier nazi je crois. (Ca fait longtemps que je l'ai lu).

<http://spaces.msn.com/kemaroni/>

Plus crétin, tu meurs.

§===Have a view of this website - and follow the various links that tell it all - one of the **best and concise Revisionist websites** that distil the information to essentials - few words!

http://judicial-inc.biz/Toben_Iran_Holocaust.htm

§==== On vend encore les écrits de cette vieille fripouille, cette ganache, pourrie de mensonges et de vanités!! C'est à ne pas croire.

Louis-Martin Chauffier:

Qu'il parle de l'information et de ses limites, de l'étranger dans notre pays, du mal nazi, de l'oubli des crimes du passé, du nazisme, de la torture, les chroniques de Louis-Martin Chauffier frappent par leur actualité.

Il était nécessaire de les publier pour leurs qualités littéraires et leur valeur prémonitoire. Mais aussi et surtout pour une argumentation qui n'a pas pris une ride, sur des questions qui sont encore aujourd'hui au cœur de notre vie.

Louis-Martin Chauffier était Membre de l'Institut, Résistant, Déporté, Membre du Comité d'Honneur de la F.N.D.I.R.P., il fut le préfacier du livre "La Déportation".

184 pages, format 15x23

http://www.fndirp.asso.fr/publ_09.htm

Ce triste sire a été exécuté au champ d'horreur par Rassinier dans [Le Mensonge d'Ulysse](#), chapitre III de la seconde partie. Il n'y a pas à revenir dessus.

§====FRANCE-CUL: chemins de la conne essence.

Production: **Jacques Munier**

Réalisation: **Anne-Pascale Desvignes et Céline Ters**

Attachée d'émission: **Aïssatou N'Doye**

émission du lundi 27 mars 2006

Du révisionnisme au négationnisme - [1/4]: Les assassins de la mémoire

C'est Robert Faurisson, avec les thèses énoncées en 1978 dans son texte intitulé «Conclusion des auteurs révisionnistes», qui nous livre la structure répétitive du discours négationniste. Partie intégrante de l'entreprise génocidaire, la rhétorique négationniste présente en effet de nombreux caractères invariants malgré la diversité des événements auxquels elle se rapporte. Elle s'appuie notamment sur la théorie du complot et tend souvent, en retournant constamment la charge de la preuve, à victimiser les bourreaux. Au moment où le débat actuel sur la liberté et la responsabilité sociale des historiens ne cesse de s'y référer et où par ailleurs le négationnisme tient lieu dans certains pays de communication ou même de politique nationale, Les Chemins font retour sur l'histoire et le sens de cette «perversion historiographique».

Florent BRAYARD. Chercheur à l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP-CNRS), auteur de *Comment l'idée vint à M. Rassinier, Naissance du révisionnisme* et de *La solution finale de la question juive* publiés chez Fayard

Comment naît une idée, même incongrue, même fausse?

Pourquoi, au sortir de la guerre, se trouve-t-il un homme pour émettre un doute sur la réalité des chambres à gaz?

Et pourquoi est-ce un déporté pour fait de résistance, un responsable fédéral de la S.F.I.O. de tendance pacifiste, député lors de la seconde Constituante?

Pourquoi Paul Rassinier (1906-1967)?

Comment, pourquoi ce qui n'est au départ qu'un doute se transforme-t-il peu à peu en hypothèse de travail, puis en quasi-certitude?

Se peut-il qu'une simple idée, même incongrue, même fausse, puisse bouleverser une vie?

Quelle est la part de l'idéologie, de la psychologie, voire de la manipulation dans un tel discours?

Est-il digne d'intérêt ou simplement inadmissible?

Comment se construit-il? Sur quel malentendu ou quelle malhonnêteté? Quelles sont ses lignes de fracture et ses lignes de fuite?

Pourquoi ce discours, à peine émis, trouve-t-il un fort écho? Pourquoi le scandale a-t-il duré? Qu'en reste-t-il?

Telles sont les questions que l'étude du révisionnisme — cette mise en doute radicale de la réalité du génocide juif et de son instrument, les chambres à gaz — invite à se poser. A toutes ces questions, Florent Brayard apporte de nombreux éléments de réponse. Chemin faisant, il fait également un sort à la prétendue scientificité de ce discours qui pourrait bien n'être, au bout du compte, que l'avatar

moderne du vieil antisémitisme. Loin de ne concerner que l'histoire de ce phénomène marginal, son ouvrage apporte un éclairage nouveau sur de nombreux aspects de notre histoire contemporaine.
- Présentation de l'éditeur -

émission du mercredi 29 mars 2006

Du révisionnisme au négationnisme - [2/4]: L'ère de la négation

Catherine Coquio. Enseignante-chercheuse à l'université Paris IV-Sorbonne et présidente de l'Association internationale de recherche sur les crimes contre l'humanité et les génocides (www.aircrige.org), coauteur de «l'histoire trouée: négation et témoignage» publié chez Atalante

émission du jeudi 30 mars 2006

Du révisionnisme au négationnisme - [3/4]: Le génocide: l'évènement et le fait

Marc Nichanian. professeur de langue et littérature arméniennes à Columbia University.

Marc Nichanian

La perversion historiographique: une réflexion arménienne

Lignes Manifestes - 2006

Ce livre porte sur la vérité en histoire et le statut moderne du témoignage. La crise de la représentation provoquée par les événements génocidaires du XX^e siècle n'a pas épargné l'histoire en tant que discipline scientifique. Il est en effet possible, **sans déroger aux règles de celle-ci**, de nier méthodiquement l'existence des chambres à gaz ou la réalité de la destruction délibérée des Arméniens de l'Empire ottoman au début du siècle passé. Dès lors, la possibilité et les modalités de la restitution des faits, qui ont toujours été au cœur de la réflexion historiographique, ne sont pas les seules à être aujourd'hui sujettes à caution. Marc Nichanian en fait la démonstration, en s'appuyant sur les réflexions menées et suscitées par Lyotard, Agamben, Antelme, Derrida, Hayden White et par les penseurs arméniens de la Catastrophe au XX^e siècle. C'est l'existence du fait historique en tant que tel qui est désormais remise en cause, depuis que les différentes machines génocidaires, puissamment relayées par ce que l'auteur appelle ici la «perversion historiographique», ont fait de la destruction de la réalité leur ambition propre. Ceci conduit naturellement au débat sur la signification du droit face à l'histoire et à une interrogation insistante sur ce qui permet à l'historien (et non par exemple au juge ou au législateur) de se poser comme le «gardien des faits».

-Présentation de l'éditeur-

Nous renvoyons ce spécialiste de la perversité arménienne à notre revue trimestrielle *Arménichantage*, qui rend compte de des pressions exercées par les fanatiques arméniens.

<http://vho.org/aaargh/genoplus/gros/armen/armen.html>

émission du vendredi 31 mars 2006

Du révisionnisme au négationnisme - [4/4]: La maison des morts

Henriette Asséo. agrégée d'histoire et professeur en khâgne à Paris. Auteur de nombreuses publications, elle est l'une des rares spécialistes de l'histoire des Tsiganes. Membre du conseil de direction du Centre de recherches tsiganes de l'université Paris-V-René Descartes, elle anime par ailleurs un groupe d'historiens qui publie avec le soutien de la Communauté européenne une collection sur les Tsiganes.

C'est la seule qui ne soit pas délirante.

§===== BARATIN À L'ITALIENNE

Domenico Losurdo - Traduit de l'italien par Jean-Michel Goux

Le révisionnisme en histoire: problèmes et mythes

Albin Michel - janvier 2006

Dans cette relecture originale des origines du totalitarisme, Domenico Losurdo s'attache à analyser et à dénoncer ce qui, selon lui, constitue le plus grand mythe historique de l'époque moderne, forgé par Carl Schmitt entre les deux guerres: l'idée que la tradition révolutionnaire, qui prend sa source dans la revendication de l'égalité abstraite et universelle de tous les hommes, est en dernier ressort la cause des totalitarismes - fasciste et communiste - qui ont marqué le XX^e siècle.

S'inscrivant en faux contre les positions qui en découlent, D. Losurdo montre, contre Nolte, que la terreur de masse et le totalitarisme ont des racines qui précèdent de loin la révolution d'Octobre et, contre Furet, qu'ils n'ont pas de liens intrinsèques avec la tradition révolutionnaire et la lutte pour

l'égalité abstraite. Leur origine est endogène à la culture libérale de l'Occident moderne; elle est liée à la manière dont les démocraties ont conçu et développé leurs rapports avec les peuples «autres». Le nazisme n'est donc pas le produit d'une infection par l'Orient (et n'a pas imité les méthodes des bolcheviques, «mongols», «asiatiques», juifs sans patrie, comme le prétend Nolte), mais est un pur produit de l'Occident. À l'opposé de la tradition révolutionnaire, il tire son essence de la négation de l'universel humain et de la racisation de l'ennemi pratiquée par les pays occidentaux, dans le colonialisme et les mouvements racistes qui ont foisonné avec l'essor de la modernité industrielle et «libérale».

Et c'est dans ce déni que plongent les racines du révisionnisme historique qui tend à s'insinuer de nos jours.

- Présentation de l'éditeur -

Les totalitarismes procèdent-ils de la pensée révolutionnaire ou de la pensée libérale? IL Y A REVISIONNISME ET REVISIONNISME

Le révisionnisme en histoire. Problèmes et mythes, par Domenico Losurdo, Albin Michel, 320 pp., env. 24 €.

Opposé à la «science» de Marx et d'Engels, dont il avait perçu le caractère jacobin et liberticide, Eduard Bernstein anima, avec d'autres, un courant baptisé «révisionniste», excommunié par les communistes. C'était vingt ans avant la prise du pouvoir par les bolcheviques en Russie.

En dépit de l'étiquette, la démarche n'est en rien, cela va sans dire, assimilable aux actuelles volontés de nier ou minimiser les génocides du ^{xx}e siècle. En revanche, une communauté au moins partielle de pensée rapproche les premiers contempteurs du dogme marxiste de certains des historiens qui, plus tard, se sont penchés sur le phénomène totalitaire qu'ils avaient pressenti. C'est de ce révisionnisme-là, parfaitement honorable, que Domenico Losurdo, professeur d'histoire de la philosophie à l'Université d'Urbino, propose une lecture critique aujourd'hui traduite en français. Sont ainsi disséqués les travaux de Carl Schmidt («le Burke du ^{xx}e siècle»), d'Ernst Nolte, de François Furet, de Richard Pipes... consacrés notamment à l'engendrement des systèmes communiste, fasciste, national-socialiste par la tradition révolutionnaire issue de 1789, elle-même enracinée dans la conception d'une égalité abstraite et universelle de tous les hommes. Pour que l'utopie se réalise, l'ennemi de classe ou de race peut être totalement éradiqué. Le marxisme a postulé, et le communisme au pouvoir a réalisé le premier, «une négation du droit à l'existence non seulement en termes théoriques, mais avec un caractère historique effectif» (Nolte).

CULTURE LIBÉRALE

A l'inverse — ou complémentairement? —, Losurdo voit la terreur de masse et le totalitarisme en germe dans la culture libérale de l'Occident. Les rapports établis avec les peuples colonisés, leur exploitation ou la répression de leurs velléités d'indépendance servent ici de pièces à conviction. Certaines sont peu ou pas avérées mais quand la Grande-Bretagne, pays natal du libéralisme, perpète un véritable «holocauste de la faim» en Irlande dans les années 1846-1848, ou quand elle inaugure en Afrique du Sud, dans le cadre de la répression des Boers, ce que Joël Kotek et Pierre Rigoulot appelleront «le siècle des camps», le ^{xx}e bien sûr, la thèse du chercheur italien triomphe. Il aurait pu citer aussi, hors de tout contexte colonial, la social-démocratie suédoise, ce «nouveau totalitarisme» dénoncé naguère par Roland Huntford, où fut pratiquée notamment la stérilisation en masse de personnes handicapées ou considérées comme déviantes.

La filiation Robespierre-Lénine n'explique pas tout. A des titres divers, toute la pensée politique moderne, issue du tronc commun de la philosophie des Lumières, voire de la Renaissance, peut être interrogée. Autant dire qu'il y a du pain sur la planche...

Paul Vaute

La Libre Belgique, 3 mars 2006, rubrique «Lire», page IV:

Losurdo est un critique féroce de l'impérialisme américain et un intervenant fréquent dans les manifestations du Campo anti-imperialista en Italie.

Giorgio Agamben

Ce qui reste d'Auschwitz

Rivages poche - 200

La recherche ici entreprise dans le sillage de "Homo sacer" ne porte pas sur les circonstances historiques dans lesquelles s'est accomplie la destruction des juifs d'Europe, mais sur la structure et la signification du témoignage. Il s'agit de prendre au sérieux le paradoxe de Primo Levi, selon lequel tout témoignage contient nécessairement une lacune, le témoin intégral étant celui qui ne peut témoigner. Il s'agit de ceux qui "ont touché le fond", des déportés dont la mort "avait commencé avant la mort

corporelle" - bref, de tous ceux que, dans le jargon d'Auschwitz, l'on appelait les "musulmans". On a essayé ici de regarder cet invisible, de tenir compte des "témoins intégraux" pour l'interprétation d'Auschwitz. **On propose, par là, une réfutation radicale du révisionnisme.** Dans cette perspective, en effet, Auschwitz ne se présente pas seulement comme le camp de la mort, mais aussi comme le lieu d'une expérience encore plus atroce, où les frontières entre l'humain et l'inhumain, la vie et la mort s'estompent; et, mise à l'épreuve d'Auschwitz, toute la réflexion de notre temps montre son insuffisance pour laisser apparaître parmi ses ruines le profil incertain d'une nouvelle terre éthique: celle du témoignage. En marquer le sujet en tant que reste, tel est le but de ce livre.

La vacuité du propos est frappante. Parler pour ne rien dire, avec des phrases ronflantes, est une activité très prisée dans les cercles philosophiques transalpins.

§=== On ne dira jamais assez que l'art moderne est une chose formidable. On a par exemple le cas de l'artiste espagnol Santiago Serra. Chaque dimanche jusqu'à fin avril, il transforme la synagogue de Pulheim, en Allemagne, en chambre à gaz, au moyen de 6 automobiles dont les tuyaux d'échappement sont reliés à l'intérieur du bâtiment. Les visiteurs sont appelés à mettre un masque à gaz, et, en compagnie d'un pompier également équipé, à faire un petit tour rapide à l'intérieur de la pièce chargée de gaz.

Ceux qui croiraient à un poisson d'avril se reporteront à

http://www.wdr.de/themen/kultur/bildende_kunst/santiago_sierra/index.jhtml

où la nouvelle est datée du 12 mars....

Le Conseil zentral des juifs en Allemagne a sévèrement critiqué cette œuvre d'art.

Westdeutscher Rundfunk Köln

Radio-Cologne.

On a ensuite appris que cette chose très artistique avaient été "suspendue". Y a des gens qui n'apprécient pas l'art moderne...

§=== On a traduit en allemand le livre du journaliste ivoirien Serge Bilé;

Serge Bilé: <http://www.amazon.de/exec/obidos/ASIN/3546003969/hej-21> "Das schwarze Blut meiner Brüder. Vergessene Opfer des Nationalsozialismus". Aus dem Französischen von Eliane Hagedorn und Bettina Runge, Claassen Verlag, Berlin 2006.

§===Les antirévisionnistes de deuxième génération se trouvent sur

H O L O C A U S T C O N T R O V E R S I E S

<http://holocaustcontroversies.blogspot.com>

CONTRIBUTORS

ANDREW E. MATHIS

SERGEY ROMANOV

NICK TERRY

Ce site présente les liens suivants avec d'autres anti-révisionnistes:

RODOH

Aktion Reinhard Camps

The Holocaust History Project

The Mazal Library

Yad Vashem Resource Center

Axis History Forum

H-Holocaust

H-Soz-u-Kult

NS-Haftstätten und Lager

Justiz und NS-Verbrechen

Memorial

The Mad Revisionist

CODOH Watch

VHO

The Cesspit

BLOGGING ANTI-DENIERS:

Flavor Country

Respectful Insolence

Jamie McCarthy

Irrelevant, aber wichtig

History on Trial

§====Rions un peu. La Coupe du Monde de foot, ce cirque frelaté de pousseurs de baballe se rapproche. C'est l'Allemagne qui s'y colle. A cette gigantesque ânerie entendent se joindre des tas de jeunes, dit néo-nazis, skin ou autres, qui voudraient bien s'amuser à leur façon. Comment prendre au sérieux, en effet, un jeu où une vingtaine de grands garçons se disputent un misérable ballon? *Le Monde* rapporte avec le plus grand sérieux qu'un mystérieux état-major se serait réuni fin mars "dans la ville natale d'Adolf Hitler" pour planifier leur participation au "Mondial". Grand bien leur fasse. Cela nous changera peut-être du chauvinisme et de crétinisme dont nous abreuve, à ces époques-là, les radios et les télévisions, et même les journaux écrits, qui nous bassinent énormément. L'amusant n'est pas que, selon des sources "italiennes", il se soit forgé une alliance entre prétendus néo-nazis "allemands" et "polonais". Quelle salade! Non, c'est la phase suivante qui nous tord de rire: "D'autres groupuscules ont l'intention, lors des rencontres de la sélection iranienne, de manifester leur soutien au président Mahmoud Ahmadinejad, qui, il y a quelques mois, avait nié l'Holocauste." (2-3 avril 2006)

On voit déjà des vagues d'enthousiasme soulevant des foules révisionnistes réclamant à cor et à cris la libération de Zundel ou de Germar Rudolf, ou la fermeture d'Auschwitz! Les pauvres flics allemands sont déjà sur les dents, à quelques mois de l'ouverture des hostilités! On a l'impression, que pour une fois, on va s'amuser...

§====Les nostalgiques de la vengeance et de la dénonciation (des mauvais Français).

Un certain Jacques Torres, situé à Carquebut, dans la Manche, essaie faiblement de se venger d'avoir dû quitter l'Algérie en 1962. Il dresse des listes (non sans estropier des noms) dans un geste parfaitement dérisoire.

Allons, le vaincu a le droit de gémir. Mais quand même, cette obsession de la dénonciation, ça en dit long...

http://www.lecri.net/liste_noire/preambule.html

§===="Dubitando" n° 7, de mars 2006, vient de sortir! Cette petite revue révisionniste trimestrielle de qualité, publiée en Hollande, continue son chemin et continue également d'irriter les médias sur lesquels elle concentre sa diffusion.

Au sommaire:

- Robert Faurisson, *Des rodomonts?*
- MHC, *Dieudonné demande l'abrogation de toutes les lois liberticides.*
- MHC, *La Suède persiste à refuser toute loi scélérate bridant la liberté d'expression en matière d'histoire.*
- MHC, *Le procès Irving vs. Lipstadt*
- MHC, *Hitler et le génocide des Arméniens*

- Jean Molitor, *Le mythe du million de morts d'Auschwitz*
- Jean Molitor, *Des cheminées qui fumaient jour et nuit*
- Henri van den Berg, *Analyse d'une photo.*
- François Sauvenière, *Gazé à Treblinka et mort à Minsk.*
- François Sauvenière, *Des déportés juifs de France retrouvés en Ukraine?*
- Robert Faurisson, *Considérable révision, officielle, du nombre des morts de Majdanek.*

La revue est réservée aux journalistes mais on peut en obtenir une version par mail en écrivant à haas397@hotmail.com

§==== Ceux qui ont suivi le procès Garaudy se rappelleront l'écrivain iranien Javad Bishetad, violemment agressé par le Betar devant la 17^e chambre du tribunal de grand instance. Il s'en est sorti avec un traumatisme crânien et la perte d'une partie de la vue. Le voilà aux prises avec la justice. Il est convoqué le 2 novembre 2006 à 13 h 30 à la 17^e chambre correctionnelle du TGI pour avoir diffusé un tract *Les vampires sionnistes font couler le sang des croyants en terre sainte*, jugé raciste et contestant l'existence de crime contre l'humanité et provoquant à la haine ou à la violence contre des personnes de la communauté juive.

Si vous voulez le contacter, vous pouvez lui écrire:

M Bishetad Javad 20 rue Beccaria (foyer) 75012 Paris

§==== L'association ASSAG n'a toujours pas de preuve

Il y a 24 ans, jour pour jour, le 21 avril 1982, était créée, dans le plus grand silence et vraisemblablement à l'initiative de la LICRA, l'association A.S.S.A.G. (Association pour l'étude des assassinats par gaz sous le régime national-socialiste). Le but de l'association était de "rechercher et contrôler les éléments apportant la preuve de l'utilisation des gaz toxiques par les responsables du régime national-socialiste en Europe pour tuer les personnes de différentes nationalités" [LA preuve, au singulier!] et "contribuer à la publication de ces éléments de preuve".

Les statuts, toujours valables à la date du 27 mai 2005, indiquent que "La durée de l'Association est limitée à la réalisation de son objet".

Donc: Si l'association dure encore, c'est qu'elle n'a pas "réalisé son objet" et qu'elle n'a toujours pas réussi à "apporter la preuve de l'utilisation des gaz toxiques par les responsables du régime national-socialiste en Europe pour tuer les personnes de différentes nationalités"!

Le professeur Faurisson réclame depuis plus de 30 ans "Une preuve, une seule preuve". Si l'A.S.S.A.G. n'a pas réussi, en 24 ans, à trouver cette preuve, devant quoi nous trouvons-nous?

Une belle bande de feignants? Ou de fumistes?

[[cf. le dossier de l'AAARGH sur l'ASSAG](#)]

++++
Informations et commentaires tirés du site **aaargh**

<http://litek.ws/aaargh/> (version Web)

La version PDF se trouve à l'adresse suivante:

<http://geocities.com/ilrestodelsiclo>

Notre adresse: aaarghinternational—at—hotmail.com

LES AUTRES PUBLICATIONS TRIMESTRIELLES DE L'AAARGH

<http://geocities.com/ilrestodelsiclo>

El Paso del Ebro

Das kausale Nexusblatt

The Revisionist Clarion

Il Resto del Siclo

O revisionismo em lingua português

Arménichantage

La Gazette du Golfe et des banlieues (multilingual)

<http://qgb.0catch.com> (zero catch)